

# **Informations au titre du Pilier 3 de Bâle III de Crédit Agricole S.A.**

**Eléments au 30 juin 2021**

## Indicateurs clés phasés au niveau de Crédit Agricole S.A. (EU KM1)

EU KM1 - Indicateurs clés phasés en millions d'euros		30/06/2021
<b>Fonds propres disponibles (montants)</b>		
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	45 128
2	Fonds propres de catégorie 1	50 111
3	Fonds propres totaux	66 326
<b>Montants d'exposition pondérés</b>		
4	Montant total d'exposition au risque	356 785
<b>Ratios de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>		
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	12,65%
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	14,05%
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	18,59%
<b>Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>		
EU 7a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	1,50%
EU 7b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0,84
EU 7c	dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)	1,13
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP (%)	9,50%
<b>Exigence globale de coussin et exigence globale de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition pondéré)</b>		
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,50%
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macroprudentiel ou systémique constaté au niveau d'un État membre (%)	0,00%
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0,02%
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0,00%
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	0,00%
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	0,00%
11	Exigence globale de coussin (%)	2,52%
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	12,02%
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	6,92%
<b>Ratio de levier</b>		
13	Mesure de l'exposition totale	1 100 245
14	Ratio de levier (%)	4,55%
<b>Ratio de couverture des besoins de liquidité</b>		
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne)	330 779
EU 16a	Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	286 486
EU 16b	Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	74 975
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	211 511
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	156,39%
<b>Ratio de financement stable net</b>		
18	Financement stable disponible total	979 815
19	Financement stable requis total	806 388
20	Ratio NSFR (%)	121,51%

# 1. COMPOSITION ET PILOTAGE DU CAPITAL

Dans le cadre des accords de Bâle 3, le règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit "CRR") tel que modifié par CRR n°2019/876 (dit "CRR 2") impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques. Le dispositif de gestion des risques et le niveau d'exposition aux risques de Crédit Agricole S.A. sont décrits dans la présente partie et dans la partie "Gestion des risques".

Les accords de Bâle 3 s'organisent autour de trois piliers :

- **le Pilier 1** détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre réglementaire en vigueur ;
- **le Pilier 2** complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne") ;
- **le Pilier 3** instaure des normes en matière de communication financière à destination du marché ; cette dernière doit détailler les composantes des fonds propres réglementaires et l'évaluation des risques, tant au plan de la réglementation appliquée que de l'activité de la période.

Crédit Agricole S.A. a fait le choix de communiquer les informations au titre du Pilier 3 dans une partie distincte des Facteurs de risque et Gestion des risques, afin d'isoler les éléments répondant aux exigences prudentielles en matière de publication.

Le pilotage de la solvabilité vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier qu'ils sont suffisants pour couvrir les risques auxquels Crédit Agricole S.A. est, ou pourrait être exposé compte tenu de ses activités. L'objectif est de sécuriser les dépôts de ses clients et de permettre l'accès du Groupe aux marchés financiers aux conditions souhaitées.

Pour la réalisation de cet objectif, le Groupe mesure les exigences de capital réglementaire (Pilier 1) et assure le pilotage du capital réglementaire en s'appuyant sur des mesures prospectives à court et à moyen terme, cohérentes avec les projections budgétaires, sur la base d'un scénario économique central.

Par ailleurs, le Groupe s'appuie sur un processus interne appelé ICAAP (*Internal Capital Adequacy and Assessment Process*), développé conformément à l'interprétation des textes réglementaires précisés ci-après. L'ICAAP comprend en particulier :

- une gouvernance de la gestion du capital, adaptée aux spécificités des filiales du Groupe qui permet un suivi centralisé et coordonné au niveau Groupe ;
- une mesure des besoins de capital économique, qui se base sur le processus d'identification des risques et une quantification des exigences de capital selon une approche interne (Pilier 2) ;
- la conduite d'exercices de stress tests ICAAP, qui visent à simuler la destruction de capital après trois ans de scénario économique adverse ;
- le pilotage du capital économique (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne") ;
- un dispositif d'ICAAP qualitatif qui formalise notamment les axes d'amélioration de la maîtrise des risques.

L'ICAAP est en forte intégration avec les autres processus stratégiques du Groupe tels que l'ILAAP (*Internal Liquidity Adequacy and Assessment Process*), l'appétence au risque, le processus budgétaire, le plan de rétablissement, l'identification des risques.

Outre la solvabilité, Crédit Agricole S.A. pilote également les ratios de résolution (MREL & TLAC) pour le compte du Groupe Crédit Agricole.

Enfin, les ratios de solvabilité et de résolution font partie intégrante du dispositif d'appétence au risque appliqué au sein du Groupe Crédit Agricole (décrit dans le chapitre "Facteurs de risque et gestion des risques").

## 1.1 Cadre réglementaire applicable

Renforçant le dispositif prudentiel, les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres réglementaires requis et ont introduit la prise en compte de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel.

En complément, un cadre réglementaire spécifique, permettant une alternative à la mise en faillite des banques a été instauré suite à la crise financière de 2008.

Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013. Ils comprennent la directive 2013/36/EU (*Capital Requirements Directive*, dite CRD 4) et le règlement 575/2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit CRR) et sont entrés en application le 1<sup>er</sup> janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

La directive 2014/59/EU, "Redressement et résolution des banques" ou *Bank Recovery and Resolution Directive* (dite BRRD), a été publiée le 12 juin 2014 au Journal officiel de l'Union européenne et est applicable en France depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Le règlement européen "Mécanisme de Résolution Unique" ou *Single Resolution Mechanism Regulation* (dit SRMR, règlement 806/2014) a été publié le 15 juillet 2014 et est entré en vigueur le 19 août 2016, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Le 7 juin 2019, quatre textes constituant le "paquet bancaire" ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne :

- CRR 2 : Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le Règlement (UE) n° 575/2013 ;
- SRMR 2 : Règlement (UE) 2019/877 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) n° 806/2014 ;
- CRD 5 : directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2013/36/EU ;

- BRRD 2 : directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/EU.

Les règlements SRMR 2 et CRR 2 sont entrés en vigueur 20 jours après leur publication, soit le 27 juin 2019 (toutes les dispositions n'étant toutefois pas d'application immédiate). Les directives CRD 5 et BRRD 2 ont été respectivement transposées le 21 décembre 2020 en droit français par les ordonnances 2020-1635 et 2020-1636 et sont entrées en vigueur 7 jours après leur publication, soit le 28 décembre 2020.

Le règlement 2020/873 dit 'Quick-Fix' a été publié le 26 juin 2020 et est entré en application le 27 juin 2020, venant amender les règlements 575/2013 ('CRR') et 2019/876 ('CRR2').

Dans le régime CRR 2/CRD 5, quatre niveaux d'exigences de fonds propres sont calculés :

- le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio *Tier 1* ;
- le ratio de fonds propres totaux ;
- le ratio de levier, qui fait l'objet d'une exigence réglementaire de Pilier 1 depuis le 28 juin 2021.

Le calcul de ces ratios est phasé de façon à gérer progressivement :

- la transition entre les règles de calcul Bâle 2 et celles de Bâle 3 (les dispositions transitoires ont été appliquées aux fonds propres jusqu'au 1er janvier 2018 et continuent de s'appliquer aux instruments de dette hybride jusqu'au 1er janvier 2022) ;
- les critères d'éligibilité définis par CRR 2 (jusqu'au 28 juin 2025, s'agissant des instruments de fonds propres) ;
- les impacts liés à l'application de la norme comptable IFRS9.

Une vision non phasée des ratios, comme si les évolutions réglementaires étaient d'application immédiate, est également publiée.

À ce dispositif s'ajoutent deux ratios visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption des pertes et de recapitalisation dans le cadre de la résolution bancaire. Ces deux exigences sont applicables au niveau du Groupe Crédit Agricole :

- le ratio TLAC (*Total Loss Absorbing Capacity*), défini pour les banques systémiques au niveau mondial (*Global Systemically Important Institution*, G-SII) et applicable en Union européenne *via* son intégration dans CRR 2 ;
- le ratio de MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*), applicable à tous les établissements bancaires de l'Union européenne et défini dans BRRD.

## 1.2 Supervision et périmètre prudentiel

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE sont assujettis aux ratios de solvabilité, de résolution et de grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines filiales du Groupe puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, Crédit Agricole S.A. a été exempté par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause les exemptions individuelles accordées précédemment par l'ACPR.

La liste détaillée des entités présentant une différence de traitement entre périmètre comptable et périmètre prudentiel est présentée dans la partie "Annexe aux fonds propres réglementaires".

## 1.3 Politique de capital

Lors de la journée Investisseurs du 6 juin 2019, le Groupe a dévoilé sa trajectoire financière pour le Projet de Groupe et le Plan moyen terme 2022. Des objectifs en termes de résultat et de ressources rares ont été précisés à cette occasion.

### 1.3.1 Groupe Crédit Agricole

Le Groupe Crédit Agricole vise à rester parmi les établissements d'importance systémique mondiale les plus capitalisés en Europe en atteignant et conservant un ratio CET1 supérieur à 16 % à horizon 2022. Cet objectif sera réalisé grâce à la conservation de plus de 80 % de ses résultats, portant ses fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) à 100 milliards d'euros d'ici fin 2022.

Le Groupe Crédit Agricole se donne comme cible d'atteindre un niveau de ratio MREL subordonné (hors dette senior préférée) de 24 % à 25 % des emplois pondérés d'ici fin 2022, et de garder un niveau de ratio MREL subordonné (hors dette senior préférée) d'au moins 8 % du TLOF (*Total Liabilities and Own Funds*).

L'atteinte de ces deux objectifs permettra de confirmer la robustesse et la solidité financière du Groupe Crédit Agricole, confortant ainsi la sécurité des dépôts de ses clients, ses conditions d'accès au marché et sa notation vis-à-vis des agences de notation.

### 1.3.2 Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. se fixe comme objectif un ratio CET1 de 11 % sur la durée du plan. Il s'engage sur un taux de distribution de 50

% en numéraire (en 2020, cette politique de distribution a toutefois dû être adaptée pour tenir compte des circonstances exceptionnelles, avec un paiement du dividende au titre de 2020 à 80 centimes par action, avec option de paiement du dividende en action. L'option de paiement en actions a été retenue à 84,8%, dont la SAS Rue La Boétie, qui représentait 55,3% du capital au moment du paiement du dividende).

Dans un contexte économique et réglementaire incertain, cette politique de capital permet d'aboutir à un équilibre entre une politique de distribution attractive pour l'actionnaire et une allocation de capital agile.

### 1.3.3 Caisses régionales

Grâce à leur structure financière, les Caisses régionales ont une forte capacité à générer du capital par la conservation de la majeure partie de leur résultat. Le capital est également renforcé par les émissions de parts sociales réalisées par les Caisses locales.

### 1.3.4 Filiales

Les filiales de Crédit Agricole S.A. sous contrôle exclusif et assujetties au respect d'exigences en fonds propres sont dotées en capital à un niveau cohérent, prenant en compte les exigences réglementaires locales, les besoins en fonds propres nécessaires au financement de leur développement et un coussin de gestion adapté à la volatilité de leur ratio CET1.

## 1.4 Gouvernance

Chaque trimestre se tient le Comité de capital management, présidé par le Directeur général adjoint en charge des finances et auquel participent notamment la Directrice des risques, le Directeur du pilotage financier, la Directrice de la communication financière et le Directeur de la trésorerie et du financement.

Ce Comité a comme principales missions de :

- revoir les projections à court et moyen terme du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. en matière de solvabilité, de ratio de levier et de résolution, mais aussi les ratios suivis par les agences de notation ;
- valider les hypothèses structurantes impactant la solvabilité en cohérence avec le Plan moyen terme ;
- fixer les règles de gestion et d'allocation du capital au sein du Groupe ;
- décider les opérations de liability management (gestion de la dette subordonnée) ;
- prendre connaissance de l'actualité en matière de supervision et de réglementation ;
- étudier les problématiques pertinentes relatives aux filiales et aux Caisses régionales ;
- préparer les décisions à soumettre le cas échéant au Comité actif-passif et au Conseil d'administration ;
- étudier tout autre sujet impactant les ratios de solvabilité et de résolution au niveau Groupe.

Le pilotage du capital réglementaire est réalisé dans le cadre d'un processus de planification nommé *capital planning*.

Le *capital planning* a pour objet de fournir des projections de fonds propres et de consommation de ressources rares (emplois pondérés et taille de bilan) sur l'horizon du Plan moyen terme en cours sur les deux périmètres de consolidation (l'entité cotée Crédit Agricole S.A. et le Groupe Crédit Agricole, établissement d'importance systémique mondiale), en vue d'établir les trajectoires de ratios de solvabilité (*CET1*, *Tier 1*, ratio global et ratio de levier) et de résolution (MREL et TLAC le cas échéant).

Il décline les éléments budgétaires de la trajectoire financière en y incluant les projets d'opérations de structure, les évolutions réglementaires comptables et prudentielles, ainsi que les revues de modèles appliqués aux assiettes de risques. Il traduit également la politique d'émission (dettes subordonnées et dettes éligibles TLAC et MREL) et de distribution au regard des objectifs de structure de capital définis en cohérence avec la stratégie du Groupe.

Il détermine les marges de manœuvre dont dispose le Groupe pour se développer. Il est également utilisé pour la fixation des différents seuils de risques retenus pour l'appétence au risque. Il veille ainsi au respect des différentes exigences prudentielles et sert au calcul du Montant Maximum Distribuible (MMD) tel que défini par les textes.

Le capital planning est présenté à diverses instances de gouvernance et fait l'objet d'une communication aux autorités compétentes, soit dans le cadre d'échanges réguliers, soit pour des opérations ponctuelles (par exemple des demandes d'autorisations).

Les filiales soumises au respect d'exigences prudentielles et les Caisses régionales se livrent également à cet exercice de prévision au niveau sous-consolidé.

## 1.5 Conglomérat financier

### 1.5.1 Dispositif d'ensemble

La directive européenne du 16 décembre 2002 impose une surveillance complémentaire consolidée sur les "conglomérats financiers", en particulier ceux exerçant à la fois des activités de banque et d'assurance.

Cette réglementation impose notamment de disposer, au niveau du conglomérat financier, de procédures de gestion des risques ainsi que de dispositifs de contrôle interne appropriés permettant un suivi global des risques.

L'approche en conglomérat est pertinente pour le Groupe Crédit Agricole, car elle correspond au périmètre naturel du Groupe qui associe les activités bancaires et celles d'assurance ainsi qu'à sa gouvernance interne (reflétée notamment au travers du dispositif d'Appétence au risque). Ainsi, la démarche ICAAP du Groupe Crédit Agricole repose également sur une approche en conglomérat pour définir à la fois le besoin de capital économique et le capital interne disponible au niveau du Groupe pour couvrir ce besoin (cf. partie "Adéquation du capital en vision interne").

Pour la supervision du conglomérat financier, le Groupe Crédit Agricole s'appuie sur trois périmètres réglementaires :

- le périmètre bancaire (Bâle 3) – *ratios bancaires* ;
- le périmètre assurance (Solvabilité 2<sup>1</sup>) – *ratio de solvabilité de l'assurance* ;
- le périmètre conglomérat – *ratio conglomérat*.

$$\text{Ratio conglomérat} = \frac{\text{Fonds propres totaux du conglomérat}}{\text{Exigences bancaires} + \text{Exigences d'assurances}} > 100 \%$$

Le ratio conglomérat est le rapport entre les fonds propres totaux phasés du conglomérat financier et les exigences de fonds propres de la banque cumulées avec celles de l'assurance :

- un retraitement est effectué, à la fois au numérateur et au dénominateur sur les intragroupes liés aux participations en fonds propres ;
- les fonds propres du conglomérat financier intègrent les fonds propres de la filiale d'assurance levés à l'extérieur du périmètre de consolidation ;
- le dénominateur intègre les activités bancaires et d'assurance selon leurs exigences réglementaires respectives de solvabilité, tenant ainsi compte des risques spécifiques réels liés à chacun de ces deux secteurs d'activité.

Le ratio conglomérat doit à tout moment être supérieur à 100 %. Le seuil de 100 % reste une exigence contraignante dont le non-respect serait préjudiciable : en cas de non-respect ou risque de non-respect de la situation financière d'un conglomérat, les mesures nécessaires doivent être prises pour remédier dès que possible à cette situation (au sens de la directive européenne FICOD 2002/87).

#### Conglomerats financiers - Informations sur les fonds propres et le ratio d'adéquation des fonds propres (EU INS2)

Conglomerats financiers - Informations sur les fonds propres et le ratio d'adéquation des fonds propres (EU INS2)	30/06/2021
Exigences complémentaires de fonds propres du conglomérat financier (montant en m€)	37 834
<b>Ratio d'adéquation des fonds propres du conglomérat financier (%)</b>	<b>178%</b>

Au 30 juin 2021, le ratio conglomérat phasé de Crédit Agricole S.A., qui intègre l'exigence Solvabilité 2 pour la participation dans Crédit Agricole Assurances, est de 178 %, bien au-dessus de l'exigence minimale réglementaire de 100 %. Le ratio conglomérat phasé de Crédit Agricole S.A. au 30 juin 2021 correspond à un excédent de fonds propres du conglomérat financier de Crédit Agricole S.A. de 38 milliards d'euros.

Cette situation découle logiquement du respect des exigences de solvabilité de chacun des deux secteurs, bancaire et assurantiel.

## 1.5.2 Exigences prudentielles au titre de l'assurance dans les ratios bancaires

Les conglomérats financiers peuvent, sur autorisation de l'autorité compétente, utiliser l'option de ne pas déduire des fonds propres prudentiels leur participation dans les sociétés d'assurance mais de les traiter en risques pondérés. Cette disposition, dite "compromis danois" (ou article 49-(1) du CRR) n'a pas été modifiée par "CRR 2" (Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le Règlement (UE) n° 575/2013).

Le Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A. ont reçu l'autorisation de l'ACPR le 18 octobre 2013 d'appliquer ce traitement aux entités du groupe Crédit Agricole Assurances.

Les emplois pondérés incluent, pour le périmètre validé en conglomérat, la valeur de mise en équivalence des participations dans les assurances, en application de l'article 49-(1) du CRR. La pondération appliquée à cette valeur est de 370 %, étant donné le statut non coté de Crédit Agricole Assurances (CAA).

<sup>1</sup> Solvabilité 2 est une réforme réglementaire européenne du monde de l'assurance.

Le tableau ci-dessous présente le montant des participations couvertes au titre de l'article 49-(1) du CRR.

#### Participations dans l'assurance (EU INS1)

Participations dans l'assurance (EU INS1) en millions d'euros	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition au risque
Instruments de fonds propres détenus dans des entreprises d'assurance ou de réassurance ou des sociétés holding d'assurance non déduits des fonds propres	12 743	47 148

Les exigences prudentielles sur ces participations font l'objet d'un transfert de risque aux Caisses régionales grâce à des garanties spécifiques (*Switch*), depuis le 2 janvier 2014.

Lors de l'annonce des résultats au 31 décembre 2020, Crédit Agricole S.A. s'est engagé à porter à 100% le démantèlement de la garantie *Switch* avant la fin du Plan moyen terme s'achevant fin 2022, versus les 50% initialement annoncés. Plus précisément, 50% sont d'ores et déjà débouclés depuis le premier trimestre 2021, avec le débouclage complémentaire de 15% réalisé le 1<sup>er</sup> mars 2021, faisant suite au débouclage partiel de 35% réalisé en mars 2020. Le débouclage total à horizon 2022 aura un impact positif sur le PNB de Groupe de Crédit Agricole S.A. d'environ + 150 millions.

Le montant garanti s'élevait initialement à 9,2 milliards d'euros, soit 33,9 milliards d'euros d'emplois pondérés. Depuis le premier trimestre 2021, après le débouclage complémentaire de 15%, il s'élève à 4,6 Md€, soit 17,0 Md€ d'emplois pondérés.

## 1.6 Fonds propres prudentiels

### 1.6.1 Fonds propres prudentiels

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- les fonds propres de catégorie 1 (*Tier 1*), constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1) ;
- les fonds propres totaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*).

L'ensemble des tableaux et commentaires ci-après inclut le résultat conservé de la période.

#### 1.6.1.1 Fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1)

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtage, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtage correspond à l'excédent de fonds propres par rapport au niveau nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale et s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
  - les détentions d'instruments CET1, au titre des contrats de liquidité et des programmes de rachat,
  - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition,
  - la *prudent valuation* ou "évaluation prudente" qui consiste en l'ajustement du montant des actifs et des passifs de l'établissement si, comptablement, il n'est pas le reflet d'une valorisation jugée prudente par la réglementation,
  - les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables,
  - les insuffisances de provisions par rapport aux pertes attendues pour les expositions suivies en approche notations internes ainsi que les pertes anticipées relatives aux expositions sous forme d'actions,
  - les instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments CET1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise),
  - les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
  - les instruments de CET1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %),
  - la somme des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles et des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond commun de 17,65 % des fonds propres CET1 de l'établissement, après calculs

des plafonds individuels explicités ci-dessus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %).

#### Passage des capitaux propres aux fonds propres CET1

Passage des capitaux propres aux fonds propres CET1 phasés (en millions d'euros)	30/06/2021	31/12/2020
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (1)</b>	<b>65 863</b>	<b>65 217</b>
<b>(-) Prévision de distribution</b>	<b>(1 200)</b>	<b>(914)</b>
<b>(-) Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables</b>	<b>(4 881)</b>	<b>(5 888)</b>
Intérêts minoritaires comptables (1)	8 380	8 278
(-) éléments non reconnus en prudentiel (3)	(4 116)	(4 269)
<b>Intérêts minoritaires éligibles (2)</b>	<b>4 264</b>	<b>4 009</b>
(-) Augmentations de la valeur des capitaux propres résultant d'actifs titrisés	(283)	(260)
Réserve de couverture de flux de trésorerie	(477)	(828)
Profits et pertes cumulatifs attribuables aux variations du risque de crédit propre pour les passifs évalués à la juste valeur	295	271
Profits et pertes en juste valeur résultant du propre risque de crédit de l'établissement lié aux instruments dérivés au passif	(8)	(13)
(-) Prudent valuation	(919)	(649)
<b>Filtres prudentiels</b>	<b>(1 391)</b>	<b>(1 477)</b>
Ecart d'acquisition	(15 425)	(15 353)
Actifs incorporels	(2 047)	(2 175)
<b>(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles</b>	<b>(17 472)</b>	<b>(17 528)</b>
<b>Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles</b>	<b>(214)</b>	<b>(129)</b>
<b>Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions</b>	<b>(256)</b>	<b>(237)</b>
<b>Dépassement de franchises</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Autres éléments du CET1</b>	<b>414</b>	<b>1 128</b>
<b>TOTAL CET1</b>	<b>45 128</b>	<b>44 180</b>

(1) Information couverte par l'opinion des Commissaires aux comptes.

(2) Ce poste se retrouve dans le tableau ci-dessous des fonds propres prudentiels simplifiés.

(3) Dont titres hybrides émis par Crédit Agricole Assurances.

#### 1.6.1.2 Fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1)

Ils comprennent :

- les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) éligibles qui correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier le saut dans la rémunération ou *step up clause*) ;
- les déductions directes d'instruments AT1 (dont *market making*) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments AT1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les déductions d'instruments AT1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) ;
- les autres éléments de fonds propres AT1 ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en AT1).

Les instruments AT1 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR 2) sont sujets à un mécanisme d'absorption des pertes qui se déclenche lorsque le ratio CET1 est inférieur à un seuil qui doit au minimum être fixé à 5,125 % (ou 7 % pour le ratio CET1 du Groupe Crédit Agricole). Les instruments peuvent être convertis en actions ou bien subir une réduction de leur valeur nominale. Une totale flexibilité des paiements est exigée (interdiction des mécanismes de rémunération automatique et/ou suspension du versement des coupons à la discrétion de l'émetteur).

Le montant d'instruments AT1 retenu dans les ratios non phasés correspond aux instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR 2).

Les instruments AT1 émis par Crédit Agricole S.A. comportent deux mécanismes d'absorption des pertes qui se déclenchent lorsque l'une au moins de ces deux conditions est remplie :

- le ratio CET1 de Crédit Agricole S.A. est inférieur à un seuil de 5,125 % ;
- le ratio CET1 du Groupe Crédit Agricole est inférieur à un seuil de 7 %.

Au 30 juin 2021, les ratios phasés CET1 de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole s'établissent respectivement à 12,6 % et 17,3 %. Ainsi, ils représentent un coussin en capital de 26,8 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A. et de 59,8 milliards d'euros le Groupe Crédit Agricole par rapport aux seuils d'absorption des pertes de respectivement 5,125 % et 7 %.

Au 30 juin 2021, aucune restriction sur le paiement des coupons n'est applicable.

À cette même date, les éléments distribuables de l'entité Crédit Agricole S.A. s'établissent à 40,2 milliards d'euros incluant 26,2 milliards d'euros de réserves distribuables et 14,0 milliards d'euros de primes d'émission.

Le règlement CRR 2 ajoute des critères d'éligibilité. Par exemple, les instruments émis par un établissement installé dans l'Union européenne qui relèvent d'un droit de pays tiers doivent comporter une clause de bail-in (renflouement interne) pour être éligibles. Ces dispositions s'appliquent pour chacune des catégories d'instruments de fonds propres AT1 et *Tier 2*.

Ces instruments sont publiés et détaillés sur le site Internet (<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>) dans l'annexe "Caractéristiques principales des instruments de fonds propres et d'engagements éligibles réglementaires (EU CCA)" et correspondent aux titres super-subordonnés (TSS).

### 1.6.1.3 Fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de cinq ans et pour lesquels :
  - les incitations au remboursement anticipé sont interdites,
  - une décote s'applique pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- les déductions de détentions directes d'instruments *Tier 2* (dont *market making*) ;
- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB (*Internal Rating Based*) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments *Tier 2* dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les déductions d'instruments *Tier 2* détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants), majoritairement du secteur des assurances ;
- les éléments de fonds propres *Tier 2* ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en *Tier 2*).

Le montant des instruments *Tier 2* retenu dans les ratios non phasés correspond aux instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR 2).

Ces instruments sont publiés et détaillés sur le site Internet (<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>) dans l'annexe "Caractéristiques principales des instruments de fonds propres et d'engagements éligibles réglementaires (EU CCA)". Ils correspondent aux titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI), aux titres participatifs (TP) et aux titres subordonnés remboursables (TSR).

### 1.6.1.4 Dispositions transitoires

Pour faciliter la mise en conformité des établissements de crédit avec CRR 2/CRD 5, des assouplissements ont été consentis à titre transitoire, grâce à l'introduction progressive des nouveaux traitements prudentiels sur les fonds propres.

Toutes ces dispositions transitoires ont pris fin au 1<sup>er</sup> janvier 2018, excepté celles portant sur les instruments de dette hybride qui s'achèvent le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Les instruments de dette hybride qui étaient éligibles en fonds propres sous CRD 3 et qui ne le sont plus du fait de l'entrée en vigueur de la CRD 4 peuvent sous certaines conditions être éligibles à la clause de maintien des acquis :

- tout instrument émis après le 31 décembre 2011 et non conforme à la réglementation CRR est exclu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 ;
- les instruments dont la date d'émission est antérieure peuvent sous conditions être éligibles à la clause de grand-père et sont alors progressivement exclus sur une période de huit ans, avec une diminution de 10 % par an. En 2014, 80 % du stock global déclaré au 31 décembre 2012 était reconnu, puis 70 % en 2015 et ainsi de suite ;
- la partie non reconnue peut être incluse dans la catégorie inférieure de fonds propres (d'AT1 à *Tier 2* par exemple) si elle remplit les critères correspondants.

CRR 2 est venu compléter ces dispositions en introduisant une nouvelle clause de maintien des acquis (ou clause de grand-père) : les instruments non éligibles émis avant le 27 juin 2019 restent éligibles en dispositions transitoires jusqu'au 28 juin 2025.

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 1* retenu dans les ratios correspond à la somme :

- des fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles sous CRR 2 (AT1) ;
- des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles CRR émis avant le 27 juin 2019 ;
- d'une fraction du *Tier 1* non éligible CRR émis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, égale au minimum :
  - du montant prudentiel des instruments de *Tier 1* non éligibles en date de clôture (*post calls* éventuels, rachats, etc.),
  - de 10 % (seuil réglementaire pour l'exercice 2021) du stock de *Tier 1* existant au 31 décembre 2012, qui s'élevait à 9 329 millions d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 933 millions d'euros,
  - le montant de *Tier 1* dépassant ce seuil prudentiel est intégré au *Tier 2* phasé, dans la limite du propre seuil prudentiel applicable au *Tier 2*.

Pendant la phase transitoire, le montant de *Tier 2* retenu dans les ratios correspond à la somme :

- du *Tier 2* éligible CRR 2 ;
- des instruments de fonds propres de catégorie 2 éligibles CRR émis avant le 27 juin 2019 ;
- d'une fraction du *Tier 2* non éligible CRR émis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014, égale au minimum :
  - du montant prudentiel des titres *Tier 2* non éligibles en date de clôture et, le cas échéant, du report des titres *Tier 1* en excédent par rapport au seuil de 10 % (seuil pour l'exercice 2021) des titres *Tier 1* non éligibles,
  - de 10 % (seuil pour 2021) du stock de *Tier 2* non éligible CRR existant au 31 décembre 2012 ; le stock de *Tier 2* non éligible CRR existant au 31 décembre 2012 s'élevait à 4 121 millions d'euros, soit un montant maximal pouvant être reconnu de 412 millions d'euros.

Enfin le règlement 'Quick Fix' du 26 juin 2020 est venu étendre jusqu'en 2024 les dispositions transitoires prévues par le CRR relatives à la prise en compte dans les ratios de solvabilité des impacts liés à l'application de la norme comptable IFRS9. Crédit Agricole S.A. et le Groupe Crédit Agricole n'avaient pas opté pour cette disposition lors de la 1<sup>ère</sup> application d'IFRS9 en 2018. Suite à la publication du règlement Quick Fix, la décision a été prise d'opter pour cette disposition à compter de l'arrêté du 30 juin 2020.

Pendant la phase transitoire (jusqu'en 2024), les impacts liés à l'application de la norme comptable IFRS9 peuvent être repris dans les fonds propres CET1, selon un calcul composé de plusieurs éléments :

- Une composante statique permettant de neutraliser, dans les fonds propres, une partie de l'impact de 1<sup>ère</sup> application de la norme IFRS 9. En 2021, la neutralisation est réalisée sur la base d'un taux de 50% ;
- Une composante dynamique, permettant de neutraliser une partie de l'augmentation nette des provisions constatées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 1<sup>er</sup> janvier 2020 sur les encours sains (compartiments 1 et 2 d'IFRS9). En 2021, la neutralisation est réalisée sur la base d'un taux de 50% ;
- Une seconde composante dynamique, permettant de neutraliser une partie de l'augmentation nette des provisions constatées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et la date d'arrêté sur les encours sains (compartiments 1 et 2 d'IFRS9). En 2021, la neutralisation est réalisée sur la base d'un taux de 100%.

## 1.6.1.5 Situation au 30 juin 2021

### Fonds propres prudentiels simplifiés

Fonds propres prudentiels phasés simplifiés (en millions d'euros)	30/06/2021		31/12/2020	
	Phasé	Non Phasé	Phasé	Non Phasé
Instruments de capital versés éligibles en tant que fonds propres CET1	23 286	23 286	21 309	21 309
Autres réserves / Résultats non distribués	35 209	35 209	35 250	35 250
Autres éléments du résultat global accumulés	1 493	1 493	2 310	2 310
Intérêts minoritaires pris en compte dans les fonds propres CET1	4 264	4 264	4 009	4 009
<b>Instruments de capital et réserves</b>	<b>64 252</b>	<b>64 252</b>	<b>62 878</b>	<b>62 878</b>
Filtres prudentiels	(1 391)	(1 391)	(1 477)	(1 477)
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(17 472)	(17 472)	(17 528)	(17 528)
Dépassement de franchises (1)	-	-	-	-
Autres éléments du CET1	(260)	(1 249)	307	(543)
<b>Ajustements réglementaires</b>	<b>(19 124)</b>	<b>(20 112)</b>	<b>(18 699)</b>	<b>(19 549)</b>
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 (CET1)</b>	<b>45 128</b>	<b>44 139</b>	<b>44 180</b>	<b>43 330</b>
Instruments de capital AT1 versés éligibles	3 319	3 319	4 335	4 335
Instruments de capital AT1 non éligibles bénéficiant d'une clause d'antériorité	1 846	-	1 670	-
Instruments Tier 1 d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du Tier 1	(1)	(1)	(1)	(1)
Autres éléments du Tier 1	(180)	(180)	(158)	(158)
<b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1</b>	<b>4 984</b>	<b>3 138</b>	<b>5 847</b>	<b>4 177</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 (TIER 1)</b>	<b>50 111</b>	<b>47 277</b>	<b>50 027</b>	<b>47 506</b>
Instruments de capital versés éligibles en tant que fonds propres Tier 2	16 113	16 113	17 089	17 089
Instruments de capital non éligibles bénéficiant d'une clause d'antériorité	2 504	-	53	-
Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes (2)	557	557	298	298
Instruments Tier 2 d'entités relevant majoritairement du secteur des assurances dans lesquelles l'établissement détient un investissement important déduits du Tier 2	(2 741)	(2 741)	(2 733)	(2 733)
Autres éléments du Tier 2	(218)	(218)	(243)	(244)
<b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2</b>	<b>16 214</b>	<b>13 711</b>	<b>14 463</b>	<b>14 410</b>
<b>FONDS PROPRES TOTAUX</b>	<b>66 326</b>	<b>60 988</b>	<b>64 489</b>	<b>61 917</b>

(1) Les instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquels l'établissement détient un investissement important représentent 2 028 millions d'euros et les impôts différés dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles sont de 1 336 millions d'euros au 30/06/2021

(2) La réintégration en Tier 2 de l'excès de provision par rapport aux pertes attendues éligibles selon l'approche notations internes est limitée à 0,6% des emplois pondérés en IRB.

Par souci de lisibilité, les tableaux complets sur la composition des fonds propres (EU CC1 et EU CC2) sont disponibles directement sur le site Internet : <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

### Évolution sur la période

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) phasés s'élèvent à 45,1 milliards d'euros au 30 juin 2021 et font ressortir une hausse de 0,9 milliard d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2020.

Cette variation s'explique principalement du fait du résultat prudentiel conservé pour 1,5 milliard d'euros et des intérêts minoritaires pour 0,3 milliard d'euros. Dans le sens inverse, l'impact des plus et moins-values latentes est négatif à hauteur de 0,8 milliard d'euros. L'impact du paiement du dividende 2020 couplé avec l'opération de rachat d'actions propres (*share buyback*) est neutre en capital CET1 : le paiement du dividende en actions s'est traduit par une augmentation de capital du même montant (2 milliards d'euros, incluant le capital et la prime d'émission). Le dividende payé en numéraire s'est élevé à 0,3 milliards d'euros vs 0,9 milliards d'euros provisionnés au 31 décembre 2020. L'impact favorable de ce différentiel a été neutralisé par l'opération de rachat d'actions propres (*share buyback*), dont l'enveloppe est déduite du CET1 pour -0,6 milliards d'euros.

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) non phasés s'élèvent à 44,1 milliards d'euros au 30 juin 2021, soit un écart à la baisse de 1 milliard d'euros par rapport aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) phasés. Cet écart est entièrement dû à une mesure du règlement 'Quick Fix' du 26 juin 2020, précité dans le paragraphe sur les dispositions transitoires, qui est venue étendre jusqu'en 2024 la possibilité de prise en compte dans les ratios de solvabilité des impacts liés à l'application de la norme comptable IFRS9. Pendant cette phase transitoire, les impacts liés à l'application de cette norme peuvent être ainsi repris dans les fonds propres CET1 phasés, ce que le Groupe a choisi de faire à compter de l'arrêté de juin 2020.

Les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) phasés s'élèvent à 50,1 milliards d'euros, soit en légère hausse de 0,1 milliard d'euros par rapport à ceux du 31 décembre 2020, avec une baisse des fonds propres additionnels de catégorie 1 de 1 milliard d'euros sous l'effet principalement du remboursement d'un instrument de fonds propres additionnels en juin 2021.

Les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) non phasés atteignent 47,3 milliards d'euros. Les instruments de capital AT1 non éligibles bénéficiant d'une clause d'antériorité dite clause de "grand-père" s'élèvent à 1,8 milliards d'euros.

Les fonds propres de catégorie 2 (Tier 2) phasés, s'élèvent à 16,2 milliards d'euros et sont en hausse de 1,8 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Cette variation s'explique comme suit :

- les émissions sur la période (+2,1 milliards d'euros) nettes de remboursements et décote (-0,6 milliard d'euros) se traduisent par une progression des instruments de Tier 2 pour 1,5 milliards d'euros ;
- l'excès de provision par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche notations internes est également en hausse de 0,3 milliard d'euros ;
- les créances subordonnées des banques et assurances, toutes représentatives d'instruments Tier 2, sont déduites intégralement du Tier 2 pour un montant de 2,7 milliards d'euros, stable par rapport au 31 décembre 2020.

Les fonds propres de catégorie 2 (Tier 2) non phasés s'élèvent à 13,7 milliards d'euros, soit en écart à la baisse de 2,5 milliards d'euros par rapport aux fonds propres Tier 2 phasés. Cette différence s'explique par la part des instruments de capital Tier 2 non éligibles bénéficiant d'une clause d'antériorité dite clause de "grand-père" : les instruments de fonds propres en droit de pays tiers et ne disposant pas d'une clause de *bail-in* sont non éligibles mais restent éligibles aux fonds propres phasés jusqu'au 28 juin 2025 au titre de CRR2.

Au total, les fonds propres totaux phasés s'élèvent à 66,3 milliards d'euros, en hausse de 1,8 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2020. Ces fonds propres prudentiels ne prennent pas en compte les émissions de dette senior non préférée, traitées dans le point 3.1.7.3 "Ratios de résolution".

Evolution des fonds propres prudentielsphasés (en millions d'euros)	30/06/2021 vs 31/12/2020
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 au 31/12/2020</b>	<b>44 180</b>
Augmentation de capital	1 977
Résultat comptable attribuable de l'exercice avant distribution (1)	2 821
Prévision de distribution	(1 200)
Autres éléments du résultat global accumulés	(818)
Intérêts minoritaires éligibles	256
Filtres prudentiels	86
Ecarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles	56
Dépassement de franchises	-
Autres éléments du CET1	(2 230)
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATEGORIE 1 AU 30/06/2021</b>	<b>45 128</b>
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 AU 31/12/2020</b>	<b>5 847</b>
Emissions	-
Remboursements et écarts de change (2)	(838)
Autres éléments du Tier 1	(26)
<b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATEGORIE 1 AU 30/06/2021</b>	<b>4 984</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 1 AU 30/06/2021</b>	<b>50 111</b>
<b>Fonds propres de catégorie 2 AU 31/12/2020</b>	<b>14 463</b>
Emissions	2 135
Remboursements et écarts de change (2) (3)	(816)
Autres éléments du Tier 2	432
<b>FONDS PROPRES DE CATEGORIE 2 AU 30/06/2021</b>	<b>16 214</b>
<b>FONDS PROPRES TOTAUX AU 30/06/2021</b>	<b>66 326</b>

(1) avant retraitement des dépréciations de goodwill, sans impact sur le ratio CET1

(2) y compris impact éventuel du plafond applicable aux instruments soumis à exclusion progressive

(3) un amortissement est pris en compte pour les instruments de Tier 2 pendant la période des 5 années précédant leur échéance

## 1.7 Adéquation du capital

L'adéquation du capital en vision réglementaire porte sur les ratios de solvabilité, sur le ratio de levier et sur les ratios de résolution. Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels et/ou d'instruments éligibles à une exposition en risque, en levier, ou en taille de bilan. Les définitions et les calculs de ces expositions sont développés dans la partie "Composition et évolution des emplois pondérés". La vision réglementaire est complétée de l'adéquation du capital en vision interne, qui porte sur la couverture du besoin de capital économique par le capital interne.

### 1.7.1 Ratios de solvabilité

Les ratios de solvabilité ont pour objet de vérifier l'adéquation des différents compartiments de fonds propres (CET1, Tier 1 et fonds propres totaux) aux emplois pondérés issus des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels. Ces risques sont calculés soit en approche standard soit en approche interne (cf. partie "Composition et évolution des emplois pondérés").

#### 1.7.1.1 Exigences prudentielles

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR. Le régulateur fixe en complément, de façon discrétionnaire, des exigences minimales dans le cadre du Pilier 2.

##### Exigences minimales au titre du Pilier 1

Les exigences en fonds propres fixées au titre du Pilier 1 depuis 2015 sont les suivantes :

Exigence minimale de Pilier 1	
CET1	4,50%
Tier 1	6,00%
Fonds Propres Totaux	8,00%

## Exigences minimales au titre du Pilier 2

Le Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A. sont notifiés annuellement par la Banque centrale européenne (BCE) des exigences de capital applicables suite aux résultats du processus de revue et d'évaluation de supervision ("SREP") :

- une exigence Pilier 2 ou "*Pillar 2 Requirement*" (P2R) qui s'applique à tous les niveaux de fonds propres et entraîne automatiquement des restrictions de distributions (coupons des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, dividendes, rémunérations variables) en cas de non-respect ; en conséquence, cette exigence est publique. Le P2R peut être couvert par 75% de fonds propres Tier 1 dont a minima 75% de CET1 ;
- une recommandation Pilier 2 ou "*Pillar 2 Guidance*" (P2G) qui n'a pas de caractère public et doit être constituée intégralement de fonds propres de base de catégorie 1 (CET1).

## Exigence globale de coussins de fonds propres et seuil de restrictions de distribution

La réglementation a prévu la mise en place de coussins de fonds propres dont la mise en application est progressive :

- le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019), qui vise à absorber les pertes dans une situation de stress économique intense ;
- le coussin contracyclique (taux en principe fixé dans une fourchette de 0 à 2,5 %), qui vise à lutter contre une croissance excessive du crédit. Le taux est fixé par les autorités compétentes de chaque Etat (le Haut Conseil de Stabilité Financière – HCSF – dans le cas français) et le coussin s'appliquant au niveau de l'établissement résulte alors d'une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) pertinentes des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement ; lorsque le taux d'un coussin contracyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est 12 mois au plus après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles ;
- le coussin pour le risque systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) qui vise à prévenir ou atténuer la dimension non cyclique du risque. Il est fixé par les autorités compétentes de chaque Etat (le HCSF dans le cas français) et dépend des caractéristiques structurelles du secteur bancaire, notamment de sa taille, de son degré de concentration et de sa part dans le financement de l'économie.
- les coussins pour les établissements d'importance systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) ; pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) (entre 0 % et 3,5 %) ou pour les autres établissements d'importance systémique (O-SII), (entre 0 % et 2 %). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et, de manière générale, sauf exception, c'est le taux du coussin le plus élevé qui s'applique. Seul le Groupe Crédit Agricole fait partie des établissements d'importance systémique et a un coussin de 1 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Crédit Agricole S.A. n'est pas soumis à ces exigences. Lorsqu'un établissement est soumis à un coussin pour les établissements d'importance systémique (G-SII ou O-SII) et à un coussin pour le risque systémique, les deux coussins se cumulent.

Ces coussins doivent être couverts intégralement par des fonds propres de base de catégorie 1.

À ce jour, des coussins contracycliques ont été activés dans 6 pays par les autorités nationales compétentes. De nombreux pays ont relâché leur exigence de coussin contracyclique suite à la crise du Covid-19. En ce qui concerne les expositions françaises, le HCSF a porté le taux de coussin contracyclique de 0,25% à 0% le 2 avril 2020.

Compte tenu des expositions portées par Crédit Agricole S.A. dans ces pays, le taux de coussin contracyclique de Crédit Agricole S.A. s'élève à 0,021 % au 30 juin 2021.

Par ailleurs, le HCSF a reconnu depuis 2019 la réciprocité d'application du coussin pour risque systémique activé par les autorités estoniennes. Compte tenu des modalités d'application de ce coussin et de la matérialité des emplois pondérés portés par Crédit Agricole S.A. en Estonie, le taux de coussin pour risque systémique est à 0% au 30 juin 2021.

## Répartition géographique des expositions de crédit pertinentes pour le calcul du coussin contracyclique (EU CCYB1)

30/06/2021 <i>(en millions d'euros)</i>		Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché		Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Exigences de fonds propres				Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
		Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes			Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total			
1	Ventilation par pays													
2	Allemagne	3 750	13 910	-	-	3 080	20 741	595	-	42	637	7 963	2,84%	0,00%
3	Belgique	3 913	3 255	-	-	-	7 169	153	-	-	153	1 910	0,68%	0,00%
4	Bulgarie	1	13	-	-	-	14	0	-	-	0	4	0,00%	0,50%
5	Danemark	165	792	-	-	72	1 028	22	-	1	23	283	0,10%	0,00%
6	France	39 888	229 230	217	1 642	15 693	286 670	10 241	149	297	10 687	133 589	47,65%	0,00%
7	Hong Kong	550	5 328	-	-	-	5 878	159	-	-	159	1 982	0,71%	1,00%
8	Irlande	65	4 535	-	-	45	4 644	146	-	1	147	1 836	0,65%	0,00%
9	Islande	0	-	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00%	0,00%
10	Lituanie	22	0	-	-	-	22	1	-	-	1	14	0,00%	0,00%
11	Luxembourg	2 478	14 358	-	-	1 716	18 551	526	-	3	529	6 608	2,36%	0,50%
12	Norvege	8	1 318	-	-	32	1 358	37	-	0	37	467	0,17%	1,00%
13	Republique Tchèque	26	107	-	-	-	133	6	-	-	6	78	0,03%	0,50%
14	Royaume Uni	1 487	14 463	-	-	2 171	18 121	504	-	32	537	6 708	2,39%	0,00%
15	Slovaquie	4	3	-	-	-	6	0	-	-	0	3	0,00%	1,00%
16	Suede	95	1 686	-	-	38	1 820	64	-	0	64	799	0,29%	0,00%
17	Autres pays *	64 777	173 451	206	-	29 112	267 546	9 056	16	376	9 448	118 104	42,13%	0,00%
18	<b>Total</b>	<b>117 230</b>	<b>462 448</b>	<b>423</b>	<b>1 642</b>	<b>51 958</b>	<b>633 701</b>	<b>21 511</b>	<b>165</b>	<b>752</b>	<b>22 428</b>	<b>280 348</b>	<b>100%</b>	<b>0,021%</b>

\*Pour lesquels aucun niveau de coussin contracyclique n'a été défini par l'autorité compétente

Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (EU CCYB2)

Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (EU CCYB2)		30/06/2021	31/12/2020
1	Montant total d'exposition au risque	356 785	336 044
2	Taux de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	0,021%	0,013%
3	<b>Exigence de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement</b>	<b>74</b>	<b>44</b>

En résumé :

Exigence globale de coussins de fonds propres	30/06/2021	31/12/2020
Coussin de conservation phasé	2,50%	2,50%
Coussin systémique phasé	0,00%	0,00%
Coussin contracyclique	0,02%	0,01%
<b>Exigence globale de coussins de fonds propres</b>	<b>2,52%</b>	<b>2,51%</b>

Au final, après prise en compte des exigences au titre du Pilier 1, de celles au titre du Pilier 2 et de l'exigence globale de coussins de fonds propres, l'exigence globale de capital ressort comme suit :

Exigence de fonds propres SREP	30/06/2021	31/12/2020
Exigence minimale de CET1 au titre du Pilier 1	4,50%	4,50%
Exigence additionnelle de Pilier 2 (P2R) en CET1	0,84%	0,84%
Exigence globale de coussins de fonds propres	2,52%	2,51%
<b>Exigence de CET1</b>	<b>7,86%</b>	<b>7,86%</b>
Exigence minimale d'AT1 au titre du Pilier 1	1,50%	1,50%
P2R en AT1	0,28%	0,28%
Exigence minimale de Tier 2 au titre du Pilier 1	2,00%	2,00%
P2R en Tier 2	0,38%	0,38%
<b>Exigence globale de capital</b>	<b>12,02%</b>	<b>12,01%</b>

Crédit Agricole S.A. doit en conséquence respecter un ratio CET1 minimum de 7,86 %. Ce niveau inclut les exigences au titre du Pilier 1 et du Pilier 2 P2R, complétées de l'exigence globale de coussins de fonds propres (d'après les décisions connues à ce jour).

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD), somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions, vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et fonds propres totaux.

	Exigence SREP CET1	Exigence SREP Tier 1	Exigence globale de capital
Exigence minimale de Pilier 1	4,50%	6,00%	8,00%
Exigence de Pilier 2 (P2R)	0,84%	1,13%	1,50%
Coussin de conservation	2,50%	2,50%	2,50%
Coussin systémique	0,00%	0,00%	0,00%
Coussin contracyclique	0,02%	0,02%	0,02%
<b>Exigence SREP (a)</b>	<b>7,86%</b>	<b>9,65%</b>	<b>12,02%</b>
<b>30/06/2021 Ratios de solvabilité phasés (b)</b>	<b>12,6%</b>	<b>14,0%</b>	<b>18,6%</b>
Distance à l'exigence SREP (b-a)	478 pb	440 pb	657 pb
<b>Distance au seuil de déclenchement du MMD</b>		<b>440 pb (16 Md€)</b>	

Au 30 juin 2021, Crédit Agricole S.A. dispose d'une marge de sécurité de 440 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 16 milliards d'euros de capital CET1.

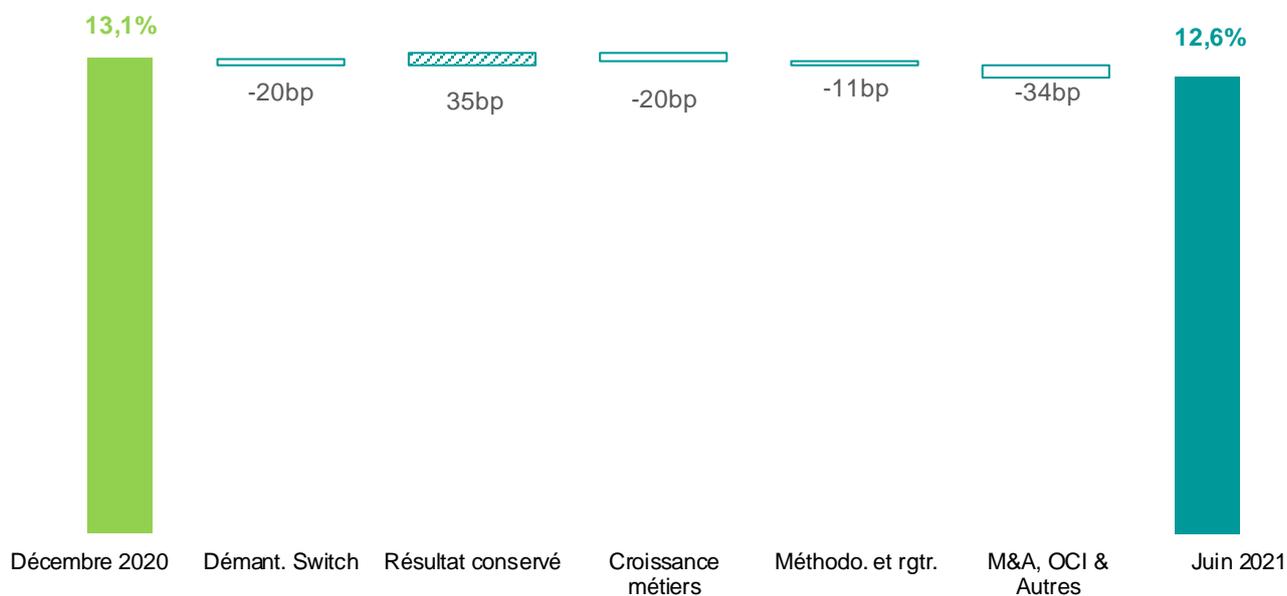
### 1.7.1.2 Situation au 30 juin 2021

#### Synthèse des chiffres clés

Synthèse chiffres clés (en millions d'euros)	30/06/2021			31/12/2020		
	Phasé	Non Phasé	Exigences	Phasé	Non Phasé	Exigences
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	45 128	44 139		44 180	43 330	
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	50 111	47 277		50 027	47 506	
Fonds propres totaux	66 326	60 988		64 489	61 917	
Total des emplois pondérés	356 785	356 353		336 044	335 491	
<b>RATIO CET1</b>	<b>12,65%</b>	<b>12,39%</b>	<b>7,86%</b>	<b>13,15%</b>	<b>12,92%</b>	<b>7,86%</b>
<b>RATIO TIER 1</b>	<b>14,05%</b>	<b>13,27%</b>	<b>9,65%</b>	<b>14,89%</b>	<b>14,16%</b>	<b>9,64%</b>
<b>RATIO GLOBAL</b>	<b>18,59%</b>	<b>17,11%</b>	<b>12,02%</b>	<b>19,19%</b>	<b>18,46%</b>	<b>12,01%</b>

Les exigences minimales applicables sont pleinement respectées ; le ratio CET1 phasé de Crédit Agricole S.A. est de 12,6 % au 30 juin 2021.

#### Évolution du CET1 sur le premier semestre 2021



Le ratio CET1 a baissé de 0,5 point de pourcentage sur le premier semestre 2021, impacté notamment par le débouclage de 15% supplémentaires de la garantie Switch le 1<sup>er</sup> mars (-0,20 pp) et l'acquisition de CreVal par CA Italie (-0,30 pp).

L'impact favorable du résultat conservé sur le ratio (+0,35 pp, tenant compte d'une provision pour dividende calculée sur la base d'un taux de distribution de 50%, conforme à l'engagement PMT du Groupe) a par ailleurs permis d'absorber la croissance des métiers, modérée sur le semestre (-0,20 pp) et les effets règlementaires (-0,11 pp, principalement TRIM et mise en œuvre de CRR2 au deuxième trimestre).

## Impact de l'application des dispositions transitoires IFRS 9

Les dispositions transitoires d'IFRS 9 ont été appliquées pour la première fois à partir de l'arrêté du 30 juin 2020.

Comparaison des fonds propres et des ratios de fonds propres et de levier des établissements, avec et sans l'application des dispositions transitoires relatives à la norme IFRS 9 ou aux PCA analogues (IFRS 9-FL)				
en millions d'euros		30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
<b>Fonds propres disponibles (montants)</b>				
1	Fonds propres de base de catégorie (CET1)	45 128	44 180	41 530
2	Fonds propres de base de catégorie (CET1) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	44 139	43 330	40 590
3	Fonds Propres de catégorie 1 (T1)	50 111	50 027	46 759
4	Fonds propres T1 si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	49 123	49 177	45 818
5	Total Fonds Propres	66 326	64 489	60 978
6	Total des Fonds Propres si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	65 337	63 639	60 037
<b>Total des Actifs pondérés en fonction du risque (Montants)</b>				
7	Total des actifs pondérés en fonction du risque	356 785	336 044	347 406
8	Total des actifs pondérés comme si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	356 353	335 491	346 913
<b>Ratios de Fonds Propres</b>				
9	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	12,65%	13,15%	11,95%
10	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	12,39%	12,92%	11,70%
11	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	14,05%	14,89%	13,46%
12	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	13,78%	14,66%	13,21%
13	Total Fonds Propres (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	18,59%	19,19%	17,55%
14	Total Fonds Propres (en pourcentage du montant de l'exposition au risque) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	18,33%	18,97%	17,31%
<b>Ratio de levier</b>				
15	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	1 100 245	1 018 588	1 186 268
16	Ratio de levier	4,55%	4,91%	3,94%
17	Ratio de levier si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	4,46%	4,82%	3,86%

Crédit Agricole S.A. n'applique pas le traitement temporaire décrit à l'article 468 du règlement CRR n°2019/876 et n'est impacté par aucun changement relatif à cette disposition au cours de la période. Les fonds propres et les ratios de fonds propres et de levier de Crédit Agricole S.A. reflètent déjà l'incidence totale des plus-values et des pertes non réalisées mesurées à leur juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global.

## 1.7.2 Ratio de levier

### 1.7.2.1 Cadre réglementaire

Le ratio de levier a pour objectif de contribuer à préserver la stabilité financière en agissant comme filet de sécurité en complément des exigences de fonds propres fondées sur le risque et en limitant l'accumulation d'un levier excessif en période de reprise économique. Il a été défini par le Comité de Bâle dans le cadre des accords de Bâle 3 et transposé dans la loi européenne via l'article 429 du CRR, modifié par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014 et publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 18 janvier 2015.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition en levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Depuis la publication au *Journal officiel de l'Union européenne* le 7 juin 2019 du règlement européen CRR 2, le ratio de levier fait l'objet d'une exigence minimale de Pilier 1 applicable à compter du 28 juin 2021 :

- l'exigence minimale de ratio de levier est de 3 % ;
- à ce niveau s'ajoutera, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII), donc pour le Groupe Crédit Agricole, un coussin de ratio de levier, défini comme la moitié du coussin systémique de l'entité ;
- enfin, le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînera une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuable (L-MMD).

Le règlement CRR2 prévoit que certaines expositions Banque Centrale peuvent être exclues de l'exposition totale du ratio de levier lorsque des circonstances macro-économiques exceptionnelles le justifient. En cas d'application de cette exemption, les établissements doivent satisfaire à une exigence de ratio de levier ajustée, supérieure à 3%. Le 18 juin 2021, la Banque Centrale Européenne a déclaré que les établissements de crédit sous sa supervision peuvent appliquer cette exclusion compte tenu de l'existence de circonstances exceptionnelles depuis le 31 décembre 2019 ; cette mesure est applicable jusqu'au 31 mars 2022. Crédit Agricole S.A. applique cette disposition et doit, en conséquence, respecter une exigence de ratio de levier de 3,18% pendant cette période.

La publication du ratio de levier est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 au moins une fois par an : les établissements peuvent choisir de publier un ratio non phasé ou un ratio phasé. Si l'établissement décide de modifier son choix de publication, il doit effectuer, lors de la première publication, un rapprochement des données correspondant à l'ensemble des ratios publiés précédemment, avec les données correspondant au nouveau ratio choisi.

Crédit Agricole S.A. a retenu comme option de publier le ratio de levier en format phasé.

### 1.7.2.2 Situation au 30 juin 2021

#### Publication d'informations qualitatives sur le ratio de levier (EU LRA)

Le ratio de levier de Crédit Agricole S.A. s'élève à 4,6 % sur une base de Tier 1 phasé après neutralisation des expositions Banque Centrale. L'application de cette mesure permet de neutraliser les expositions Banque Centrale à hauteur de 194,9 Md€ au 30 juin 2021.

Le ratio de levier quotidien phasé de Crédit Agricole S.A., dont le dénominateur est calculé en tenant compte de la moyenne quotidienne du trimestre des expositions SFT, atteint 4,5 % (après neutralisation des expositions Banque Centrale).

Le ratio de levier est en baisse de 0,3 point de pourcentage sur le premier semestre 2021, la progression des fonds propres Tier 1 ne couvrant que partiellement celle de la taille de bilan. Le ratio reste à un niveau élevé, supérieur de 1,4 point de pourcentage à l'exigence. .

Le ratio de levier n'est pas un ratio sensible aux facteurs de risque et à ce titre, il est considéré comme une mesure venant compléter le dispositif de pilotage de la solvabilité (ratio de solvabilité / ratio de résolution) et de la liquidité limitant déjà la taille de bilan. Dans le cadre du suivi du levier excessif, un pilotage est réalisé au niveau du Groupe fixant des contraintes de taille de bilan à certaines activités peu consommatrices d'emplois pondérés.

LRCom: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2)

LRCom: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2) - en millions d'euros		30/06/2021
<b>Expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)</b>		
1	Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)	1 392 561
2	Rajout du montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	8 550
3	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)	(14 723)
4	(Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs)	-
5	(Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)	-
6	(Montants d'actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	(19 181)
7	<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)</b>	<b>1 367 207</b>
<b>Expositions sur dérivés</b>		
8	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées SA-CCR (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	23 587
EU-8a	Dérogation pour dérivés: contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée	0
9	Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR	46 226
EU-9a	Dérogation pour dérivés: Contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée	24
EU-9b	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	-
10	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR)	(3 548)
EU-10a	(jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée)	-
EU-10b	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients (méthode de l'exposition initiale)	-
11	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	13 731
12	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)	(3 933)
13	<b>Expositions totales sur dérivés</b>	<b>76 086</b>
<b>Expositions sur opérations de financement sur titres (OFT)</b>		
14	Actifs OFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	362 883
15	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs OFT bruts)	(200 618)
16	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs OFT	8 210
EU-16a	Dérogation pour OFT: Exposition au risque de crédit de contrepartie conformément à l'article 429 sexies, paragraphe 5, et à l'article 222 du CRR	-
17	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	-
EU-17a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur OFT compensées pour des clients)	-
18	<b>Expositions totales sur opérations de financement sur titres</b>	<b>170 475</b>
<b>Autres expositions de hors bilan</b>		
19	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	333 119
20	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	(159 112)
21	(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1 et provisions spécifiques associées aux expositions de hors bilan)	-
22	<b>Expositions de hors bilan</b>	<b>174 006</b>

LRCom: Ratio de levier - déclaration commune (EU LR2) - suite - en millions d'euros		30/06/2021
<b>Expositions exclues</b>		
EU-22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(408 420)
EU-22b	(Expositions exemptées en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR (au bilan et hors bilan))	(69 869)
EU-22c	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Investissements publics)	-
EU-22d	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Prêts incitatifs)	-
EU-22e	(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)	-
EU-22f	(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)	(12 676)
EU-22g	(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)	-
EU-22h	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point o), du CRR)	-
EU-22i	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point p), du CRR)	-
EU-22j	(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)	-
EU-22k	<b>(Total des expositions exemptées)</b>	<b>(490 966)</b>
<b>Fonds propres et mesure de l'exposition totale</b>		
23	<b>Fonds propres de catégorie 1</b>	<b>50 111</b>
24	<b>Mesure de l'exposition totale</b>	<b>1 100 245</b>
<b>Ratio de levier</b>		
25	<b>Ratio de levier (%)</b>	<b>4,55%</b>
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)	4,55%
25a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	3,87%
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)	3,18%
EU-26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%
EU-26b	dont: à constituer avec des fonds propres CET1	0,00%
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%
EU-27a	Exigence de ratio de levier global (%)	3,18%
<b>Choix des dispositions transitoires et expositions pertinentes</b>		
EU-27b	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Transitoire

LRSum : Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier (EU LR1)

Montant applicable - en millions d'euros		30/06/2021
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	2 062 329
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation prudentielle	(392 374)
3	(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences opérationnelles pour la prise en compte d'un transfert de risque)	(42)
4	(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les banques centrales (le cas échéant))	(194 877)
5	(Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'article 429 bis, paragraphe 1, point i), du CRR)	-
6	Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction	-
7	Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie	-
8	Ajustement pour instruments financiers dérivés	(146 231)
9	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (OFT)	(192 408)
10	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	174 006
11	(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales qui ont réduit les fonds propres de catégorie 1)	(919)
EU-11a	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(408 420)
EU-11b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR)	(69 869)
12	Autres ajustements	269 049
13	<b>Mesure de l'exposition totale</b>	<b>1 100 245</b>

LRSpI: Ventilation des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées) (EU LR3)

Expositions aux fins du ratio de levier en vertu du CRR (en millions d'euros)		30/06/2021
EU-1	<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées), dont:</b>	<b>717 135</b>
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	43 455
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont:	673 680
EU-4	Obligations garanties	5 822
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	122 262
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	4 252
EU-7	Établissements	46 651
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	119 331
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	104 725
EU-10	Entreprises	210 623
EU-11	Expositions en défaut	11 810
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	48 204

## 1.7.3 Ratios de résolution

Les exigences de TLAC et MREL décrites ci-dessous sont applicables au niveau du Groupe Crédit Agricole.

### 1.7.3.1 Ratio TLAC

Le ratio TLAC, dont les modalités ont été précisées dans un *Term Sheet* publié le 9 novembre 2015, a été élaboré à la demande du G20 par le Conseil de stabilité financière *Financial Stability Board* (FSB). Le FSB a ainsi défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques d'importance systémique mondiale (G-SII). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity* (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SII ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. En conséquence, les autorités de résolution pourront mettre en œuvre une stratégie de résolution ordonnée, qui minimise les impacts sur la stabilité financière, assure la continuité des fonctions économiques critiques des G-SII et

limite le recours aux contribuables. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au Groupe Crédit Agricole.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'autorité de résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne via CRR 2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16 % des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets – RWA*), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD 5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5 %, un coussin systémique de 1 % et le coussin contracyclique). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5 % (auquel il faut ajouter le coussin contracyclique) ;
- un ratio TLAC supérieur à 6 % de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure – LRE*).

Les exigences minimales de TLAC augmenteront à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à 18 % des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75 % de l'exposition en levier.

#### Groupe Crédit Agricole - Exigences de TLAC au niveau du groupe de résolution

EU KM2 : Fonds propres et engagements éligibles au TLAC, ratios et composantes (en m€)		30/06/2021	31/03/2021	31/12/2020	30/09/2020	30/06/2020
1	Fonds propres et engagements éligibles [1]	148 640	146 240	143 073	139 045	136 125
2	Montant total d'exposition au risque (TREA) [2]	579 718	568 097	562 059	560 348	572 833
3	<b>Fonds propres et engagements éligibles en pourcentage du TREA</b>	<b>25,64%</b>	<b>25,74%</b>	<b>25,46%</b>	<b>24,81%</b>	<b>23,76%</b>
4	Mesure de l'exposition totale au niveau du groupe de résolution [2]	1 777 738	1 754 094	1 684 937	1 723 918	1 826 763
5	<b>Fonds propres et engagements éligibles en pourcentage de la mesure de l'exposition totale</b>	<b>8,36%</b>	<b>8,34%</b>	<b>8,49%</b>	<b>8,07%</b>	<b>7,45%</b>
6a	L'exemption de subordination indiquée à l'article 72 ter (4) de CRR s'applique t-elle ? (exemption de 5%)	Non	Non	Non	Non	Non
6b	Montant des instruments d'engagements éligibles non subordonnés autorisés dans le cadre de l'utilisation de l'exemption de subordination prévue à l'article 72 ter (3) de CRR (exemption maximale de 3,5%). [3]	0	0	0	0	0
6c	Si l'exemption limitée de subordination prévue à l'article 72 ter (3) de CRR s'applique, le montant de financement émis qui est de même rang que des engagements exclus et qui est reconnu en ligne 1, divisé par le financement émis qui est de même rang que des engagements exclus et qui serait reconnu en ligne 1 si aucune limite n'était appliquée (%)	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

[1] Capacité totale d'absorption des pertes ("TLAC").

[2] Aux fins du calcul des ratios de résolution, le montant total d'exposition au risque (Total Exposure Risk Amount – TREA) du groupe de résolution est équivalent au montant des actifs pondérés des risques (Risk Weighted Assets – RWA) du Groupe Crédit Agricole ; la mesure de l'exposition totale (Total Exposure Measure – TEM) du groupe de résolution est équivalente à l'exposition en levier (Leverage Ratio Exposure – LRE) du Groupe Crédit Agricole.

[3] Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2021.

Au 30 juin 2021, le ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 25,6 % des emplois pondérés et 8,4 % de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible. Sans tenir compte de la neutralisation des expositions Banque Centrale, le ratio TLAC exprimé en LRE aurait atteint 7,5 %. Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5 % des emplois pondérés (d'après CRR 2/CRD 5, exigence à laquelle il faut ajouter le coussin contracyclique de 0,03 % au 30 juin 2021) et de 6 % de l'exposition en levier.

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par un programme d'émission 2021 sur le marché de 7 milliards d'euros de dettes TLAC. Au 30 juin 2021, 5,1 milliards d'euros équivalents ont été émis sur le marché ; le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 24,5 milliards d'euros. Sur les six premiers mois de l'année 2021, le ratio TLAC progresse de 18 points de base, également en lien avec le renforcement du CET1 et la croissance modérée des métiers (hausse du ratio CET1 de 17,2 % à 17,3 %).

### 1.7.3.2 Ratio MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la directive européenne "Redressement et résolution des banques" (*Bank Recovery and Resolution Directive – BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour prévenir la survenue de crises bancaires, préserver la stabilité financière et

réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Les niveaux minimum à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement.

En 2020, le Groupe Crédit Agricole s'est vu notifié la révision de son exigence de MREL au niveau consolidé et sa première exigence de MREL au niveau subordonné (dans laquelle les instruments de dette senior sont exclus). Ces deux exigences étaient déjà respectées par le Groupe au moment de leur notification. Calibrées sous BRRD, elles sont applicables jusqu'à la prochaine notification qui intégrera les évolutions du cadre réglementaire européen (i.e. BRRD2)<sup>2</sup>.

Sous BRRD, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles, exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels (*Total Liabilities and Own Funds*, TLOF) ou exprimé en actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets – RWA*). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes seniors non préférées et certaines dettes seniors préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

Le ratio MREL sert à calibrer une exigence de passifs éligibles et ne préjuge pas des dettes qui seraient effectivement appelées à subir des pertes en cas de résolution.

**L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24%-25% des emplois pondérés et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8 % du TLOF.** Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

Au 30 juin 2021, le Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL<sup>3</sup> estimé à environ 10 % du TLOF et 8,3 % hors dette senior préférée éligible. Exprimé en pourcentage des emplois pondérés, le ratio MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteint environ 31,5 % à fin juin 2021. Il s'établit à 25,6 % hors dette senior éligible, en hausse de 18 points de base sur les six premiers mois de l'année. L'objectif du PMT concernant le MREL subordonné est atteint depuis septembre 2020.

Sous BRRD2, compte tenu de la possibilité d'ajustement à la baisse, à la main de l'autorité de résolution, pour calibrer l'exigence de MREL au niveau subordonné pour le Groupe Crédit Agricole, l'exigence de subordination la plus élevée attendue est le TLAC. Le ratio TLAC actuel se situe à une distance de 6,1 points de pourcentage au-delà de l'exigence au 30/06/2021 et 4,1 points de pourcentage au-dessus de l'exigence attendue à 21,5% (+ coussin contra-cyclique) au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

## 1.7.4 Adéquation du capital en vision interne

Dans l'optique d'évaluer et de conserver en permanence des fonds propres adéquats afin de couvrir les risques auxquels il est (ou peut être) exposé, le Groupe complète son dispositif d'adéquation du capital en vision réglementaire par l'adéquation du capital en vision interne. De ce fait, la mesure des exigences de capital réglementaire (Pilier 1) est enrichie par une mesure du besoin de capital économique (Pilier 2), qui s'appuie sur le processus d'identification des risques et sur une évaluation selon une approche interne. Le besoin de capital économique doit être couvert par le capital interne qui correspond à la vision interne des fonds propres disponibles définie par le Groupe.

L'évaluation du besoin de capital économique est un des éléments de la démarche ICAAP qui couvre également le programme de stress-tests afin d'introduire une vision prospective de l'impact de scénarios plus défavorables sur le niveau de risque et sur la solvabilité du Groupe.

Le suivi et la gestion de l'adéquation du capital en vision interne est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires :

- les accords de Bâle ;
- la CRD 5 *via* sa transposition dans la réglementation française par l'ordonnance du 21 décembre 2020 ;
- les lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne ;
- les attentes prudentielles relatives à l'ICAAP et l'ILAAP et la collecte harmonisée d'informations en la matière.

L'ICAAP est avant tout un processus interne et il appartient à chaque établissement de le mettre en œuvre de manière proportionnée. La mise en œuvre, mais également l'actualisation de la démarche ICAAP à leur niveau, sont ainsi de la responsabilité de chaque filiale.

### Informations ICAAP (EU OVC)

Le Groupe a mis en œuvre un dispositif de mesure du besoin de capital économique au niveau du Groupe Crédit Agricole, de Crédit Agricole S.A. et des principales entités françaises et étrangères du Groupe.

Le processus d'identification des risques majeurs vise, dans une première étape, à recenser de la manière la plus

<sup>2</sup> Le Groupe est en attente des notifications sous BRRD2, compte tenu des délais de transposition de BRRD2 dans les Etats européens dans lesquels il opère.

<sup>3</sup> Calcul effectué conformément à la BRRD applicable aux exigences en vigueur. Sont inclus les éléments éligibles au MREL émis en externe par toutes les entités du Groupe.

exhaustive possible l'ensemble des risques susceptibles d'impacter le bilan, le compte de résultat, les ratios prudentiels ou la réputation d'une entité ou du Groupe et à les classer par catégorie et sous catégories, selon une nomenclature homogène pour l'ensemble du Groupe. Dans une seconde étape, l'objectif est d'évaluer l'importance de ces risques d'une manière systématique et exhaustive afin d'identifier les risques majeurs.

Le processus d'identification des risques allie plusieurs sources : une analyse interne à partir d'informations recueillies auprès de la filière Risques et des autres fonctions de contrôle et une analyse complémentaire fondée sur des données externes. Il est formalisé pour chaque entité et pour le Groupe, coordonné par la filière Risques et approuvé par le Conseil d'administration.

Pour chacun des risques majeurs identifiés, la quantification du besoin de capital économique s'opère de la façon suivante :

- les mesures de risques déjà traités par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital économique ;
- les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital économique, fondé sur des approches internes ;
- de manière générale, les mesures de besoin de capital économique sont réalisées avec un horizon de calcul à un an ainsi qu'un quantile (probabilité de survenance d'un défaut) dont le niveau est fonction de l'appétence du Groupe en matière de notation externe ;
- enfin, la mesure du besoin de capital économique tient compte de façon prudente des effets de diversification résultant de l'exercice d'activités différentes au sein du même Groupe, y compris entre la banque et l'assurance.

La cohérence de l'ensemble des méthodologies de mesure du besoin de capital économique est assurée par une gouvernance spécifique au sein du Groupe.

La mesure du besoin de capital économique est complétée par une projection sur l'année en cours, en cohérence avec les prévisions du *capital planning* à cette date, de façon à intégrer l'impact des évolutions de l'activité sur le profil de risques.

Sont pris en compte pour l'évaluation du besoin de capital économique au 30 juin 2021 l'ensemble des risques majeurs recensés lors du processus d'identification des risques. Le Groupe mesure notamment le risque de taux sur le portefeuille bancaire, le risque émetteur, le risque d'activité et risque stratégique, le risque de crédit, le risque de prix de la liquidité.

Le Groupe s'assure que l'ensemble du besoin de capital économique est couvert par le capital interne, vision interne des fonds propres, définie dans une approche en conglomérat étant donnée l'importance des activités d'assurance du Groupe et tenant compte du principe de continuité d'exploitation. Au niveau du Groupe Crédit Agricole, le capital interne couvre plus de 180 % du besoin de capital économique au 30 juin 2021.

Les entités de Crédit Agricole S.A. soumises à la mesure du besoin de capital économique sur leur périmètre sont responsables de son déploiement selon les normes et les méthodologies définies par le Groupe. Elles doivent en particulier s'assurer que le dispositif de mesure du besoin de capital économique fait l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées. Le besoin de capital économique déterminé par les entités fait l'objet d'une remontée d'information détaillée à Crédit Agricole S.A.

Outre le volet quantitatif, l'approche du Groupe repose également sur un volet qualitatif complétant les mesures de besoin de capital économique par des indicateurs d'exposition au risque et de contrôle permanent des métiers. Le volet qualitatif répond à trois objectifs :

- l'évaluation du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle des entités du périmètre de déploiement selon différents axes, cette évaluation étant une composante du dispositif d'identification des risques ;
- si nécessaire, l'identification et la formalisation de points d'amélioration du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle permanent, sous forme d'un plan d'action formalisé par l'entité ;
- l'identification d'éventuels éléments qui ne sont pas correctement appréhendés dans les mesures d'ICAAP quantitatif.

## 1.8 Annexe aux fonds propres prudentiels

### 1.8.1 Différence de traitement des expositions sous forme d'actions entre périmètre comptable et périmètre prudentiel

Type d'exposition	Traitement comptable	Traitement prudentiel Bâle 3 non phasé
Filiales ayant une activité financière	Consolidation par intégration globale	Consolidation par intégration globale générant une exigence en fonds propres au titre des activités de la filiale.
Filiales ayant une activité financière détenues conjointement	Mise en équivalence	Consolidation proportionnelle.
Filiales ayant une activité d'assurance	Consolidation par intégration globale	Traitement prudentiel de ces participations par mise en équivalence, le Groupe étant reconnu "conglomérat financier" : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ pondération des instruments de CET1 à 370 % (pour les entités non cotées) avec calcul de la perte anticipée (<i>expected loss</i>) à hauteur de 2,4 %, sous réserve de l'accord du superviseur ; à défaut, déduction des instruments de CET1 de la filiale du total des instruments CET1 du Groupe ;</li> <li>▪ déduction des instruments AT1 et <i>Tier 2</i> du total des instruments respectifs du Groupe.</li> </ul> <p>En contrepartie, comme les années précédentes, Crédit Agricole S.A. et le Groupe Crédit Agricole sont soumis à des exigences complémentaires en matière de fonds propres et de ratio d'adéquation des fonds propres du conglomérat financier.</p>
Participations > 10 % ayant une activité financière par nature	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en équivalence</li> <li>▪ Titres de participation dans les établissements de crédit</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Déduction du CET1 des instruments de CET1, au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % du CET1. Cette franchise, appliquée après calcul d'un seuil de 10 % du CET1, est commune avec la part non déduite des impôts différés actifs dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles.</li> <li>▪ Déduction des instruments AT1 et <i>Tier 2</i> de la catégorie d'instruments correspondante du Groupe.</li> </ul>
Participations ≤ 10 % ayant une activité financière ou assurance	Titres de participation et titres détenus à des fins de collecte et vente	Déduction des instruments CET1, AT1 et <i>Tier 2</i> , au-delà d'une limite de franchise de 10 % du CET1.
Participations ≤ 10 % dans un établissement d'importance systémique mondiale (G-SII)	Actifs financiers	Déduction des éléments d'engagements éligibles ou, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas en quantité suffisante, déduction des instruments <i>Tier 2</i> , au-delà d'une limite de franchise de 10 % du CET1 (pour les établissements d'importance systémique mondiale).
Véhicules de titrisation de l'activité ABCP ( <i>Asset-Backed Commercial Paper</i> )	Consolidation par intégration globale	Pondération en risque de la valeur de mise en équivalence et des engagements pris sur ces structures (lignes de liquidité et lettres de crédit).

### 1.8.2 Différence entre le périmètre de consolidation comptable et le périmètre de consolidation à des fins de surveillance prudentielle

Les entités comptablement consolidées mais exclues de la surveillance prudentielle des établissements de crédit sur base consolidée sont essentiellement les sociétés d'assurance et quelques entités *ad hoc* mises en équivalence de façon prudentielle. Par ailleurs, les entités consolidées comptablement par la méthode de l'intégration proportionnelle au 31 décembre 2013 et désormais consolidées comptablement par la méthode de mise en équivalence, conformément à la norme IFRS 11, restent consolidées de manière prudentielle par intégration proportionnelle. L'information sur ces entités

ainsi que leur méthode de consolidation comptable sont présentées dans l'annexe aux comptes consolidés "Périmètre de consolidation au 30 juin 2021".

## 2. COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS

### 2.1 Synthèse des emplois pondérés

#### 2.1.1 Vue d'ensemble des montants totaux d'exposition au risque (OV1)

Les emplois pondérés au titre du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel s'élèvent à 356,8 milliards d'euros au 30 juin 2021 contre 336,0 milliards d'euros au 31 décembre 2020.

30/06/2021		Montants total d'exposition au risque RWA			Exigences totales de fonds propres
		30/06/2021	31/03/2021	31/12/2020	30/06/2021
<b>1</b>	<b>Risque de crédit (hors CCR)</b>	<b>277 588</b>	<b>271 098</b>	<b>261 283</b>	<b>22 207</b>
2	Dont: approche standard	99 199	93 912	94 862	7 936
3	Dont: approche NI simple (F-IRB)	26 669	27 128	27 445	2 134
4	Dont: approche par référencement	-	-	-	-
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	40 372	41 330	37 365	3 230
5	Dont: approche NI avancée (A-IRB)	106 773	104 494	97 528	8 542
<b>6</b>	<b>Risque de crédit de contrepartie - CCR</b>	<b>23 761</b>	<b>22 897</b>	<b>22 085</b>	<b>1 901</b>
7	Dont: approche standard <sup>(1)</sup>	4 444	3 267	3 496	356
8	Dont: méthode du modèle interne (IMM)	10 384	10 581	10 313	831
EU 8a	Dont: expositions sur une CCP	437	335	348	35
EU 8b	Dont: ajustement de la valeur de crédit - CVA	4 563	4 158	4 328	365
9	Dont autres CCR	3 933	4 556	3 600	314
<b>15</b>	<b>Risque de règlement</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>-</b>
<b>16</b>	<b>Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation (après le plafond)</b>	<b>9 467</b>	<b>9 522</b>	<b>8 755</b>	<b>757</b>
17	Dont approche SEC-IRBA	3 212	3 305	2 370	257
18	Dont SEC-ERBA (y compris IAA)	4 994	5 026	5 214	400
19	Dont approche SEC-SA	1 261	1 191	1 171	101
EU 19a	Dont 1250%	-	-	-	-
<b>20</b>	<b>Risques de position, de change et de matières premières (risque de marché)</b>	<b>10 087</b>	<b>10 134</b>	<b>9 753</b>	<b>807</b>
21	Dont: approche standard	5 095	4 742	4 420	408
22	Dont approche fondée sur les modèles internes	4 993	5 392	5 333	399
<b>EU 22a</b>	<b>Grands risques</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>23</b>	<b>Risque opérationnel</b>	<b>35 881</b>	<b>34 791</b>	<b>34 167</b>	<b>2 870</b>
EU 23a	Dont: approche élémentaire	-	-	-	-
EU 23b	Dont: approche standard	12 086	10 923	10 513	967
EU 23c	Dont: approche par mesure avancée	23 795	23 868	23 654	1 904
24	Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250%)	8 411	7 258	7 168	673
<b>29</b>	<b>TOTAL</b>	<b>356 785</b>	<b>348 447</b>	<b>336 044</b>	<b>28 543</b>

(1) Avec l'application du règlement (UE) n°2019/876 (CRR2), les expositions sur les dérivés auparavant modélisées en méthode CEM sont dorénavant évaluées en approche standard SA-CCR.

## 2.1.2 Information sectorielle par secteur opérationnel

30/06/2021	Risque de crédit				Risque de crédit	Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	Risque opérationnel	Risque de marché	Total emplois pondérés
	Approche Standard	IRB Forfaitaire	Approche IRB <sup>(1)</sup>	Contributions au fonds de défaillance d'une CCP					
<i>(en millions d'euros)</i>									
Banque de proximité en France	8 662	1 821	36 607	-	47 092	12	2 864	3	49 970
Banque de proximité à l'international	35 742	1 229	8 207	-	45 178	105	5 247	291	50 821
Gestion de l'épargne et Assurances	7 611	30 967	895	-	39 473	672	6 991	75	47 211
Services financiers spécialisés	28 688	1 349	17 969	-	48 006	54	3 938	2	52 000
Grandes Clientèles	18 644	1 372	83 635	187	103 839	3 720	15 967	6 407	129 933
Activités hors métiers	6 273	8 208	8 185	-	22 667	-	873	3 311	26 850
<b>TOTAL EMPLOIS PONDERES</b>	<b>105 621</b>	<b>44 946</b>	<b>155 499</b>	<b>187</b>	<b>306 254</b>	<b>4 563</b>	<b>35 881</b>	<b>10 087</b>	<b>356 785</b>

(1) Approche IRB Avancé ou IRB Fondation selon les métiers.

31/12/2020	Risque de crédit				Risque de crédit	Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	Risque opérationnel	Risque de marché	Total emplois pondérés
	Approche Standard	IRB Forfaitaire	Approche IRB <sup>(1)</sup>	Contributions au fonds de défaillance d'une CCP					
<i>(en millions d'euros)</i>									
Banque de proximité en France	7 998	1 885	39 217	-	49 100	10	2 895	3	52 008
Banque de proximité à l'international	30 217	964	4 244	3	35 428	5	4 042	74	39 549
Gestion de l'épargne et Assurances	6 571	28 003	768	-	35 342	343	7 212	60	42 957
Services financiers spécialisés	29 372	1 189	17 815	-	48 376	21	3 391	3	51 791
Grandes Clientèles	19 820	1 316	75 631	344	97 111	3 949	15 804	6 700	123 564
Activités hors métiers	5 852	8 091	8 496	-	22 439	-	823	2 914	26 176
<b>TOTAL EMPLOIS PONDERES</b>	<b>99 830</b>	<b>41 448</b>	<b>146 171</b>	<b>347</b>	<b>287 796</b>	<b>4 328</b>	<b>34 167</b>	<b>9 754</b>	<b>336 044</b>

(1) Approche IRB Avancé ou IRB Fondation selon les métiers.

## 2.1.3 Évolution des emplois pondérés

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des emplois pondérés du groupe Crédit Agricole S.A. au 1er semestre 2021 :

	31/12/2020	Change	Variation organique et actions d'optimisation	VME Assurances	Périmètre	Méthode et réglementation	Total variation 2021	30/06/2021
<i>(en millions d'euros)</i>								
Risque de crédit	287 796	1 659	3 181	2 872	7 772	2 975	18 458	306 254
dont Risque actions	41 448	-	406	2 872	220	-	3 498	44 946
CVA	4 328	-	185	-	49	-	234	4 563
Risque de marché	9 754	-	322	-	12	-	334	10 087
Risque opérationnel	34 167	-	936	-	778	-	1 714	35 881
<b>TOTAL</b>	<b>336 044</b>	<b>1 659</b>	<b>4 625</b>	<b>2 872</b>	<b>8 610</b>	<b>2 975</b>	<b>20 741</b>	<b>356 785</b>

Les emplois pondérés s'établissent à 357 milliards d'euros au 30 juin 2021, en hausse de 21 milliards d'euros (soit +6,2 %) sur le semestre, en raison notamment de l'acquisition de Credito Valtellinese S.P.A (+8,5 milliards d'euros) et de l'impact du démantèlement de 15% de la garantie Switch en mars 2021 (+5,1 milliards d'euros). Hors cela, la progression des emplois pondérés des métiers est modérée sur le semestre : hausse des métiers y compris change (+6,3 milliards d'euros) et impact méthodologique et réglementaire (+3,0 milliards d'euros):

- Hausse des métiers y compris change (+6,3 milliards d'euros), principalement sur les pôles Grandes clientèles (+3,4 milliards d'euros), et Banque de Proximité (+2 milliards d'euros) ;
- Effets méthodologiques et de réglementation (+3,0 milliards d'euros), en lien avec la mise en place du règlement CRR2 (+2,0 milliards d'euros) et la revue des modèles internes de CACIB et LCL (+1,2 milliards d'euros);
- Augmentation de la Valeur de Mise en Equivalence de la participation dans les Assurances pour +2,9 milliards d'euros en lien avec le démantèlement de 15% de la garantie Switch (+5,1 milliards d'euros) en mars 2021 ;
- Effet périmètre (+8,6 milliards d'euros) lié principalement à l'acquisition de la société Credito Valtellinese S.P.A par Crédit Agricole Italie.

## 2.2 Risque de crédit et de contrepartie

### 2.2.1 Présentation générale du risque de crédit et de contrepartie

#### 2.2.1.1 Expositions par type de risque

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de Crédit Agricole S.A. au risque global (crédit, contrepartie, dilution et règlement livraison) par catégorie d'exposition, pour les approches standard et notations internes au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2020.

Les 16 catégories d'expositions en standard sont regroupées afin d'assurer une présentation homogène avec les expositions IRB.

#### EXPOSITIONS AU RISQUE GLOBAL (CRÉDIT, CONTREPARTIE, DILUTION, RÈGLEMENT LIVRAISON) AU 30 JUIN 2021

30/06/2021	Standard				IRB				Total				
	Exposition brute <sup>(1)</sup>	Exposition brute après ARC <sup>(2)</sup>	EAD	RWA	Exposition brute <sup>(1)</sup>	Exposition brute après ARC <sup>(2)</sup>	EAD	RWA	Exposition brute <sup>(1)</sup>	Exposition brute après ARC <sup>(2)</sup>	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
<i>(en milliards d'euros)</i>													
Administrations centrales et banques centrales	107,6	109,0	108,9	7,2	306,0	321,3	318,9	1,8	413,5	430,3	427,8	9,0	0,7
Etablissements	42,9	63,4	59,9	9,0	469,4	482,5	473,7	9,7	512,3	545,9	533,6	18,7	1,5
Entreprises	120,8	97,8	72,1	56,1	336,0	294,0	241,6	93,7	456,8	391,7	313,8	149,8	12,0
Clientèle de détail	36,5	31,7	29,2	18,6	211,0	211,0	209,3	42,1	247,5	242,7	238,5	60,6	4,9
Crédits aux particuliers	22,7	21,4	19,8	13,2	173,7	173,7	172,5	30,9	196,4	195,1	192,3	44,1	3,5
dont garantis par une sûreté immobilière	4,4	4,3	4,3	1,6	107,6	107,6	107,6	8,7	112,0	111,9	111,9	10,3	0,8
dont renouvelables	2,7	2,6	1,2	0,9	11,9	11,9	10,7	3,4	14,6	14,5	12,0	4,3	0,3
dont autres	15,6	14,5	14,3	10,6	54,2	54,2	54,2	18,8	69,8	68,8	68,5	29,4	2,4
Crédits aux Petites et moyennes entités	13,7	10,3	9,4	5,4	37,3	37,3	36,8	11,2	51,1	47,6	46,2	16,6	1,3
dont garantis par une sûreté immobilière	0,8	0,7	0,6	0,2	7,5	7,5	7,5	1,6	8,2	8,2	8,1	1,9	0,1
dont autres crédits	13,0	9,6	8,8	5,2	29,9	29,9	29,3	9,6	42,8	39,4	38,2	14,7	1,2
Actions	1,1		1,1	1,3	16,2		11,5	40,4	17,2		12,6	41,7	3,3
Titrisations	5,8		4,5	1,3	44,0		44,0	8,2	49,8		48,5	9,5	0,8
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	14,9		14,8	12,2	-		-	-	14,9		14,8	12,2	1,0
<b>TOTAL</b>	<b>329,4</b>		<b>290,6</b>	<b>105,6</b>	<b>1 382,6</b>		<b>1 298,9</b>	<b>195,9</b>	<b>1 712,0</b>		<b>1 589,5</b>	<b>301,5</b>	<b>24,1</b>

(1) Exposition brute initiale

(2) Exposition brute après atténuation du risque de crédit (ARC)

## EXPOSITIONS AU RISQUE GLOBAL (CRÉDIT, CONTREPARTIE, DILUTION, RÈGLEMENT LIVRAISON) AU 31 DÉCEMBRE 2020

31/12/2020	Standard				IRB				Total				
	Exposition brute <sup>(1)</sup>	Exposition brute après ARC <sup>(2)</sup>	EAD	RWA	Exposition brute <sup>(1)</sup>	Exposition brute après ARC <sup>(2)</sup>	EAD	RWA	Exposition brute <sup>(1)</sup>	Exposition brute après ARC <sup>(2)</sup>	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
<i>(en milliards d'euros)</i>													
Administrations centrales et banques centrales	93,5	94,8	94,7	5,8	265,1	279,7	277,4	1,8	358,6	374,5	372,1	7,6	0,6
Etablissements	40,1	58,6	54,8	7,9	441,3	447,7	444,6	9,9	481,4	506,3	499,4	17,8	1,4
Entreprises	121,0	97,2	70,8	53,6	326,7	297,2	237,8	84,0	447,7	394,4	308,6	137,6	11,0
Clientèle de détail	35,2	30,5	27,9	17,9	197,5	197,5	196,0	42,8	232,7	228,0	223,8	60,7	4,9
Crédits aux particuliers	22,2	20,8	19,1	12,9	163,5	163,5	162,2	31,8	185,7	184,3	181,3	44,7	3,6
dont garantis par une sûreté immobilière	4,4	4,3	4,2	1,6	100,8	100,8	100,8	9,4	105,2	105,1	105,1	11,0	0,9
dont renouvelables	3,0	2,9	1,4	1,1	11,9	11,9	10,5	3,4	14,9	14,8	11,9	4,4	0,4
dont autres	14,8	13,7	13,5	10,2	50,7	50,7	50,9	19,0	65,6	64,5	64,4	29,3	2,3
Crédits aux Petites et moyennes entités	12,9	9,6	8,7	5,0	34,0	34,0	33,8	11,0	47,0	43,7	42,5	16,1	1,3
dont garantis par une sûreté immobilière	0,4	0,4	0,4	0,1	6,4	6,4	6,4	1,5	6,8	6,7	6,7	1,7	0,1
dont autres crédits	12,6	9,3	8,4	4,9	27,6	27,6	27,4	9,5	40,2	36,9	35,8	14,4	1,1
Actions	0,9	-	0,9	1,1	16,6	-	10,7	37,4	17,6	-	11,6	38,5	3,1
Titrisations	5,6	-	4,4	1,2	40,6	-	40,6	7,6	46,2	-	45,0	8,8	0,7
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	15,3	-	15,3	12,3	-	-	-	-	15,3	-	15,3	12,3	1,0
<b>TOTAL</b>	<b>311,6</b>	<b>-</b>	<b>268,8</b>	<b>99,8</b>	<b>1 287,9</b>	<b>-</b>	<b>1 207,0</b>	<b>183,5</b>	<b>1 599,5</b>	<b>-</b>	<b>1 475,8</b>	<b>283,4</b>	<b>22,7</b>

(1) Exposition brute initiale.

(2) Exposition brute après atténuation du risque de crédit (ARC).

Mesurés en exposition brute, les encours globaux du Groupe enregistrent une hausse de + 7,0% reflétant la dynamique commerciale favorable observée sur les principaux métiers.

Le principal portefeuille demeure la catégorie « Établissements » avec un montant global d'exposition brute de 512,3 milliards d'euros. Il intègre 397,3 milliards d'euros d'expositions liées aux opérations internes au groupe Crédit Agricole au 30 juin 2021 (371,6 milliards d'euros au 31 décembre 2020).

Hors ces opérations internes, le total du portefeuille crédits atteint 1 314,7 milliards d'euros en exposition brute au 30 juin 2021 en hausse de +7,1% par rapport à fin 2020.

Le portefeuille "Administrations centrales et banques centrales" progresse de 15,32% en raison principalement de l'accroissement des dépôts auprès de banques centrales.

La densité des emplois pondérés (définie comme le ratio emplois pondérés/EAD) s'élève à 25% en moyenne pour la clientèle de détail et à 48% pour le portefeuille Entreprises au 30 juin 2021.

## QUALITE DE CREDIT DES EXPOSITIONS RENEGOCIEES (CQ1)

30/06/2021		Valeur comptable brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions renégociées	
		Renégociées performantes	Renégociées non performantes		Sur des expositions renégociées performantes	Sur les expositions renégociées non performantes		Dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation	
			Dont en défaut	Dont dépréciées					
(en millions d'euros)									
005	Solde de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue	-	-	-	-	-	-	-	-
010	Prêts et avances	4 497	6 187	6 082	6 082	(343)	(2 548)	4 740	1 705
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	16	4	3	3	(1)	(3)	-	-
040	Etablissements de crédit	-	45	45	45	-	(26)	-	-
050	Autres entreprises financières	6	68	67	67	(1)	(42)	6	-
060	Entreprises non financières	3 449	4 353	4 321	4 321	(255)	(1 756)	3 847	1 441
070	Ménages	1 025	1 717	1 646	1 646	(87)	(721)	887	264
080	Titres de créance	-	4	4	-	-	-	-	-
090	Engagements de prêts donnés	88	129	129	129	(4)	(26)	61	57
100	<b>TOTAL</b>	<b>4 585</b>	<b>6 320</b>	<b>6 215</b>	<b>6 211</b>	<b>(347)</b>	<b>(2 574)</b>	<b>4 801</b>	<b>1 762</b>

31/12/2020		Valeur comptable brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions renégociées	
		Renégociées performantes	Renégociées non performantes		Sur des expositions renégociées performantes	Sur les expositions renégociées non performantes		Dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation	
			Dont en défaut	Dont dépréciées					
(en millions d'euros)									
005	Solde de trésorerie auprès des banques centrales et autres dépôts à vue	-	-	-	-	-	-	-	-
010	Prêts et avances	3 649	5 269	5 181	5 181	(337)	(2 367)	3 873	1 250
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations publiques	17	4	3	3	(1)	(3)	-	-
040	Etablissements de crédit	-	45	45	45	-	(26)	-	-
050	Autres entreprises financières	4	37	37	37	(1)	(27)	6	1
060	Entreprises non financières	2 542	3 516	3 490	3 490	(231)	(1 534)	3 006	999
070	Entreprises non financières	1 086	1 666	1 606	1 606	(104)	(777)	861	250
080	Titres de créance	-	-	-	-	-	-	-	-
090	Engagements de prêts donnés	118	64	64	64	(4)	(31)	22	15
100	<b>TOTAL</b>	<b>3 767</b>	<b>5 333</b>	<b>5 245</b>	<b>5 245</b>	<b>(341)</b>	<b>(2 398)</b>	<b>3 895</b>	<b>1 265</b>

## EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES ET PROVISIONS CORRESPONDANTES (CR1)

		Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sûretés reçues et garanties financières reçues				
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes – Dépréciations cumulées et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions					Sortie partielle du bilan cumulée	Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
		Dont bucket 1	Dont bucket 2		Dont bucket 2	Dont bucket 3		Dont bucket 1	Dont bucket 2		Dont bucket 2	Dont bucket 3						
<b>30/06/2021</b> (en millions d'euros)																		
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	243 293	243 293	-	16		16	(2)	(2)		(16)		(16)			3 479		
010	Prêts et avances	925 212	880 185	44 880	14 615	78	14 527	(2 838)	(1 068)	(1 770)	(8 046)	(15)	(8 031)		192 567	3 706		
020	Banques centrales	609	609					-	-									
030	Administrations publiques	9 097	8 331	766	53		53	(10)	(7)	(2)	(29)		(29)		206	-		
040	Etablissements de crédit	485 434	485 375	59	405		405	(35)	(35)	-	(352)		(352)		66			
050	Autres sociétés financières	16 707	16 467	232	446	1	445	(19)	(9)	(10)	(364)	-	(364)		3 054	4		
060	Sociétés non financières	238 802	203 126	35 675	9 255	22	9 231	(1 785)	(529)	(1 256)	(4 974)	(3)	(4 972)		99 464	3 029		
070	Dont PME	62 661	52 816	9 845	3 664	7	3 656	(634)	(188)	(446)	(1 946)	(3)	(1 944)		31 119	1 038		
080	Ménages	174 564	166 275	8 149	4 456	55	4 391	(987)	(486)	(501)	(2 327)	(12)	(2 314)		89 778	672		
090	Encours des titres de créance	124 138	119 208	1 343	53		48	(70)	(60)	(10)	(44)		(44)					
100	Banques centrales	5 137	4 634	503				(5)	(3)	(2)								
110	Administrations publiques	61 244	60 948	296				(38)	(35)	(3)								
120	Etablissements de crédit	32 170	32 128	3	1		1	(15)	(15)	-	(1)		(1)					
130	Autres sociétés financières	16 052	12 087	429				(3)	(3)	(1)								
140	Sociétés non financières	9 535	9 411	112	52		48	(8)	(3)	(5)	(43)		(43)					
150	Expositions hors bilan	738 852	723 671	15 180	3 659	36	3 622	(670)	(244)	(426)	(369)	(6)	(363)		27 021	183		
160	Banques centrales	300 871	300 871					-	-									
170	Administrations publiques	40 367	39 655	712				(5)	(2)	(3)					1 930			
180	Etablissements de crédit	102 076	102 049	28	23		23	(5)	(5)	-	(21)		(21)		150			
190	Autres sociétés financières	77 956	77 081	875	2 289		2 289	(9)	(8)	(1)	(21)		(21)		1 227	1		
200	Sociétés non financières	197 377	184 223	13 153	1 273	15	1 258	(590)	(192)	(398)	(294)		(294)		18 974	176		
210	Ménages	20 205	19 792	413	73		52	(62)	(37)	(25)	(33)	(6)	(27)		4 741	5		
220	<b>TOTAL</b>	<b>2 031 495</b>	<b>1 966 357</b>	<b>61 404</b>	<b>18 342</b>	<b>115</b>	<b>18 213</b>	<b>(3 580)</b>	<b>(1 373)</b>	<b>(2 206)</b>	<b>(8 475)</b>	<b>(21)</b>	<b>(8 454)</b>		<b>223 067</b>	<b>3 889</b>		

31/12/2020

(en millions d'euros)

		Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sortie partielle du bilan cumulée	Sûretés reçues et garanties financières reçues	
		Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes – Dépréciations cumulées et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions				Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
		Dont bucket 1	Dont bucket 2		Dont bucket 2	Dont bucket 3		Dont bucket 1	Dont bucket 2		Dont bucket 2	Dont bucket 3				
005	Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	202 039	202 039	-	15		15	(1)	(1)		(15)		(15)		3 228	
010	Prêts et avances	864 976	825 482	39 344	14 445	466	13 965	(2 711)	(999)	(1 712)	(7 428)	(40)	(7 388)		183 887	3 491
020	Banques centrales	461	461					-	-						-	
030	Administrations publiques	9 248	8 508	740	61		61	(8)	(6)	(2)	(28)		(28)		185	-
040	Etablissements de crédit	451 651	451 590	61	393		393	(30)	(29)	-	(343)		(343)		29	
050	Autres sociétés financières	16 111	15 881	222	406	1	405	(44)	(31)	(13)	(332)	-	(332)		3 022	7
060	Sociétés non financières	222 953	193 300	29 653	9 198	266	8 926	(1 704)	(548)	(1 156)	(4 441)	(19)	(4 422)		96 422	2 803
070	Dont PME	59 981	51 285	8 696	3 477	74	3 403	(640)	(230)	(410)	(1 801)	(3)	(1 798)		30 770	1 227
080	Ménages	164 552	155 743	8 668	4 387	198	4 180	(926)	(385)	(541)	(2 263)	(20)	(2 263)		84 228	681
090	Encours des titres de créance	120 250	115 273	1 010	51		47	(68)	(58)	(10)	(42)		(42)			
100	Banques centrales	5 428	5 049	379				(6)	(4)	(2)						
110	Administrations publiques	57 565	57 298	267	-			(38)	(35)	(4)						
120	Etablissements de crédit	31 476	31 419		1		1	(14)	(14)		(1)		(1)			
130	Autres sociétés financières	16 545	12 334	314	-		-	(3)	(2)	(1)						
140	Sociétés non financières	9 236	9 174	50	51		47	(7)	(3)	(4)	(42)		(42)			
150	Expositions hors bilan	672 675	659 925	12 749	3 474	57	3 417	(585)	(244)	(341)	(325)	(5)	(320)		23 173	236
160	Banques centrales	288 250	288 250					-	-							
170	Administrations publiques	11 441	10 692	748				(3)	(1)	(2)					1 469	
180	Etablissements de crédit	104 242	104 210	32	23		23	(5)	(4)	(1)	(21)		(21)		192	
190	Autres sociétés financières	71 935	71 310	625	2 153		2 153	(8)	(8)	-	(31)		(31)		1 702	-
200	Sociétés non financières	177 609	166 731	10 879	1 221	27	1 194	(498)	(189)	(308)	(243)		(243)		15 592	231
210	Ménages	19 197	18 732	465	77	30	46	(72)	(42)	(29)	(30)	(5)	(25)		4 217	4
220	<b>TOTAL</b>	<b>1 859 939</b>	<b>1 802 720</b>	<b>53 103</b>	<b>17 986</b>	<b>523</b>	<b>17 445</b>	<b>(3 365)</b>	<b>(1 302)</b>	<b>(2 063)</b>	<b>(7 810)</b>	<b>(44)</b>	<b>(7 766)</b>		<b>210 288</b>	<b>3 727</b>

## SURETES OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET PROCESSUS D'EXECUTION (CQ7)

		Sûretés obtenues par prise de possession		Sûretés obtenues par prise de possession	
		Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées	Valeur lors de la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées
		30/06/2021		31/12/2020	
<i>(en millions d'euros)</i>					
010	Immobilisations corporelles	3		3	
020	Autres qu'immobilisations corporelles	206	(131)	201	(136)
030	<i>Biens immobiliers résidentiels</i>	-	(1)	1	(1)
040	<i>Biens immobiliers commerciaux</i>	70	(38)	76	(40)
050	<i>Biens meubles (automobiles, navires, etc.)</i>	135	(93)	124	(95)
060	<i>Actions et titres de créance</i>				
070	<i>Autres sûretés</i>				
080	<b>TOTAL</b>	<b>208</b>	<b>(131)</b>	<b>204</b>	<b>(136)</b>

## QUALITE DES EXPOSITIONS NON PERFORMANTES PAR SITUATION GEOGRAPHIQUE (CQ4)

30/06/2021	Valeur comptable brute/montant nominal				Dépréciation cumulée	Provisions sur engagements hors bilan et garanties financières données	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
		Dont non performantes	Dont soumises à dépréciation				
			Dont en défaut				
<i>(en millions d'euros)</i>							
<b>Expositions au bilan</b>	<b>1 064 018</b>	<b>14 668</b>	<b>14 580</b>	<b>1 060 270</b>	<b>(10 998)</b>		-
<b>Europe</b>	<b>952 851</b>	<b>11 443</b>	<b>11 412</b>	<b>949 191</b>	<b>(8 745)</b>		-
France	725 192	4 780	4 774	721 893	(3 471)		-
Italie	109 824	5 001	4 998	109 631	(3 745)		-
Allemagne	23 732	330	330	23 728	(317)		-
Luxembourg	13 855	73	73	13 844	(117)		-
Royaume uni	12 774	73	73	12 774	(102)		-
Espagne	7 879	102	101	7 878	(110)		-
Suisse	7 928	49	49	7 927	(31)		-
Pays-Bas	9 257	71	71	9 256	(56)		-
Pologne	9 138	420	399	8 990	(401)		-
Autres pays Europe	33 273	544	544	33 270	(395)		-
<b>Asie et Océanie</b>	<b>43 946</b>	<b>507</b>	<b>507</b>	<b>43 926</b>	<b>(276)</b>		-
Japon	9 181	224	224	9 181	(77)		-
Autres Asie et Océanie	34 764	283	283	34 744	(198)		-
<b>Amerique du nord</b>	<b>28 688</b>	<b>221</b>	<b>221</b>	<b>28 659</b>	<b>(250)</b>		-
Etats-Unis	22 142	172	172	22 114	(191)		-
Autres Amérique du nord	6 546	50	50	6 546	(59)		-
<b>Amerique centrale et du sud</b>	<b>11 089</b>	<b>1 268</b>	<b>1 268</b>	<b>11 088</b>	<b>(724)</b>		-
<b>Afrique et Moyen orient</b>	<b>23 448</b>	<b>1 228</b>	<b>1 171</b>	<b>23 408</b>	<b>(1 002)</b>		-
<b>Reste du monde</b>	<b>3 997</b>	-	-	<b>3 997</b>	<b>(1)</b>		-
<b>Expositions hors bilan</b>	<b>742 510</b>	<b>3 659</b>	<b>3 622</b>			<b>1 039</b>	
<b>Europe</b>	<b>640 549</b>	<b>3 422</b>	<b>3 422</b>			<b>739</b>	
France	508 544	542	542			396	
Italie	29 432	2 269	2 269			87	
Allemagne	12 355	21	21			37	
Luxembourg	11 026	-	-			9	
Royaume uni	21 747	-	-			30	
Espagne	5 582	69	69			27	
Suisse	8 961	-	-			4	
Pays-Bas	7 914	482	482			84	
Pologne	1 462	14	14			11	
Autres pays Europe	33 527	25	25			55	
<b>Asie et Océanie</b>	<b>22 379</b>	<b>21</b>	<b>21</b>			<b>17</b>	
<b>Amerique du nord</b>	<b>62 033</b>	<b>20</b>	<b>20</b>			<b>188</b>	
Etats-Unis	57 469	10	10			178	
Autres Amérique du nord	4 564	10	10			9	
<b>Amerique centrale et du sud</b>	<b>5 111</b>	<b>101</b>	<b>101</b>			<b>51</b>	
<b>Afrique et Moyen orient</b>	<b>9 764</b>	<b>95</b>	<b>58</b>			<b>45</b>	
<b>Reste du monde</b>	<b>2 675</b>	-	-			-	
<b>TOTAL</b>	<b>1 806 529</b>	<b>18 327</b>	<b>18 203</b>	<b>1 060 270</b>	<b>(10 998)</b>	<b>1 039</b>	-

31/12/2020	Valeur comptable brute/montant nominal				Dépréciation cumulée	Provisions sur engagements hors bilan et garanties financières données	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
		Dont non performantes		Dont soumises à dépréciation			
			Dont en défaut				
(en millions d'euros)							
<b>Expositions au bilan</b>	<b>1 201 201</b>	<b>14 507</b>	<b>14 037</b>	<b>1 197 071</b>	<b>(10 265)</b>		-
<b>Europe</b>	<b>1 068 733</b>	<b>10 866</b>	<b>10 836</b>	<b>1 064 656</b>	<b>(8 006)</b>		-
France	832 869	4 912	4 902	829 004	(3 505)		-
Italie	97 830	4 289	4 279	97 793	(2 916)		-
Allemagne	25 068	321	321	25 064	(314)		-
Luxembourg	24 064	60	60	24 053	(120)		-
Royaume uni	13 998	134	134	13 998	(172)		-
Espagne	11 010	102	99	11 006	(98)		-
Suisse	10 979	95	95	10 978	(30)		-
Pays-Bas	10 317	103	103	10 316	(64)		-
Pologne	8 962	338	328	8 812	(378)		-
Autres pays d'Europe	33 635	511	513	33 633	(409)		-
<b>Asie et Océanie</b>	<b>60 769</b>	<b>539</b>	<b>539</b>	<b>60 769</b>	<b>(296)</b>		-
Japon	26 687	231	231	26 687	(82)		-
Autres Asie et Océanie	34 082	308	308	34 082	(215)		-
<b>Amerique du nord</b>	<b>35 316</b>	<b>295</b>	<b>295</b>	<b>35 289</b>	<b>(262)</b>		-
Etats-Unis	29 117	264	264	29 090	(220)		-
Autres Amérique du nord	6 199	32	32	6 199	(42)		-
<b>Amerique centrale et du sud</b>	<b>10 312</b>	<b>1 211</b>	<b>1 211</b>	<b>10 312</b>	<b>(692)</b>		-
<b>Afrique et Moyen orient</b>	<b>22 549</b>	<b>1 596</b>	<b>1 156</b>	<b>22 519</b>	<b>(1 007)</b>		-
<b>Reste du monde</b>	<b>3 523</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 526</b>	<b>(1)</b>		-
<b>Expositions hors bilan</b>	<b>676 149</b>	<b>3 474</b>	<b>3 417</b>			<b>910</b>	
<b>Europe</b>	<b>588 673</b>	<b>3 258</b>	<b>3 258</b>			<b>676</b>	
France	487 410	449	448			377	
Italie	21 603	2 162	2 162			91	
Allemagne	11 237	21	21			31	
Luxembourg	9 784	-	-			6	
Royaume uni	22 460	-	-			20	
Espagne	4 607	114	114			25	
Suisse	7 876	-	-			12	
Pays-Bas	6 495	484	484			62	
Pologne	1 558	5	5			12	
Autres pays d'Europe	15 644	24	24			40	
<b>Asie et Océanie</b>	<b>20 726</b>	<b>37</b>	<b>37</b>			<b>17</b>	
<b>Amerique du nord</b>	<b>50 689</b>	<b>56</b>	<b>56</b>			<b>142</b>	
Etats-Unis	46 013	46	46			125	
Autres Amérique du nord	4 676	9	9			17	
<b>Amerique centrale et du sud</b>	<b>4 542</b>	<b>19</b>	<b>19</b>			<b>36</b>	
<b>Afrique et Moyen orient</b>	<b>8 689</b>	<b>104</b>	<b>46</b>			<b>39</b>	
<b>Reste du monde</b>	<b>2 830</b>	<b>-</b>	<b>-</b>			<b>-</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>1 877 350</b>	<b>17 982</b>	<b>17 454</b>	<b>1 197 071</b>	<b>(10 265)</b>	<b>910</b>	<b>-</b>

L'état CQ4 (qualité des expositions non performantes par situation géographique) remplace l'état RC1-C (qualité de crédit des expositions par zone géographique) dans le cadre de l'application du règlement (UE) n°2019/876 (CRR2) depuis le 30/06/2021.

L'état CQ4 distingue le bilan du Hors Bilan contrairement au CR1-C.

Sur l'état CQ4, la trésorerie, comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue ont été sortis du périmètre de la ligne des expositions au Bilan pour suivre la présentation FINREP 2021 qui a changé à partir du 30/06/21.

## QUALITE DE CREDIT DES PRETS ET AVANCES ACCORDES A DES ENTREPRISES NON FINANCIERES PAR BRANCHE D'ACTIVITE (CQ5)

30/06/2021

		Valeur comptable brute			Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes	
			Dont non performantes				
			Dont en défaut	Dont prêts et avances soumis à dépréciation			
<i>(en millions d'euros)</i>							
010	Agriculture, sylviculture et pêche	3 210	205	205	3 210	(160)	-
020	Industries extractives	10 589	149	149	10 589	(115)	-
030	Industrie manufacturière	51 632	1 514	1 505	51 632	(1 110)	-
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	14 058	159	159	14 058	(125)	-
050	Production et distribution d'eau	1 500	34	34	1 500	(20)	-
060	Construction	7 502	887	887	7 502	(576)	-
070	Commerce	31 469	1 267	1 266	31 469	(934)	-
080	Transport et stockage	24 807	1 507	1 507	24 806	(684)	-
090	Hébergement et restauration	7 239	508	507	7 239	(458)	-
100	Information et communication	11 274	136	136	11 274	(86)	-
105	Activités financières et d'assurance	21 106	506	506	21 106	(431)	-
110	Activités immobilières	30 697	967	964	30 696	(617)	-
120	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10 869	410	409	10 869	(303)	-
130	Activités de services administratifs et de soutien	8 290	330	330	8 290	(192)	-
140	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	365	19	19	365	(11)	-
150	Enseignement	255	5	5	255	(7)	-
160	Santé humaine et action sociale	3 513	109	109	3 513	(52)	-
170	Arts, spectacles et activités récréatives	892	58	58	892	(40)	-
180	Autres services	8 559	485	478	8 559	(838)	-
<b>190</b>	<b>TOTAL</b>	<b>247 826</b>	<b>9 255</b>	<b>9 233</b>	<b>247 824</b>	<b>(6 760)</b>	<b>-</b>

31/12/2020

		Valeur comptable brute			Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes	
			Dont non performantes	Dont prêts et avances soumis à dépréciation			
			Dont en défaut				
<i>(en millions d'euros)</i>							
010	Agriculture, sylviculture et pêche	3 028	178	172	3 028	(151)	-
020	Industries extractives	10 799	259	257	10 799	(158)	-
030	Industrie manufacturière	49 852	1 721	1 666	49 852	(1 202)	-
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	13 000	216	177	13 000	(149)	-
050	Production et distribution d'eau	1 342	20	20	1 342	(17)	-
060	Construction	6 921	852	835	6 921	(531)	-
070	Commerce	30 198	1 303	1 261	30 198	(914)	-
080	Transport et stockage	23 866	1 608	1 596	23 866	(739)	-
090	Hébergement et restauration	6 347	358	351	6 347	(353)	-
100	Information et communication	9 376	148	136	9 376	(116)	-
105	Activités financières et d'assurance	21 132	585	584	21 132	(509)	-
110	Activités immobilières	28 802	951	937	28 798	(603)	-
120	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10 272	254	252	10 272	(189)	-
130	Activités de services administratifs et de soutien	7 636	252	252	7 636	(150)	-
140	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	165	-	-	165	(1)	-
150	Enseignement	251	7	6	251	(12)	-
160	Santé humaine et action sociale	3 685	106	104	3 685	(62)	-
170	Arts, spectacles et activités récréatives	805	55	54	805	(38)	-
180	Autres services	4 674	323	272	4 674	(252)	-
<b>190</b>	<b>TOTAL</b>	<b>232 151</b>	<b>9 198</b>	<b>8 931</b>	<b>232 145</b>	<b>(6 145)</b>	<b>-</b>

L'état CQ5 (qualité de crédit des prêts et avances accordés à des entreprises non financières par branche d'activité) remplace l'état RC1-B (qualité des expositions de crédit par secteur ou type de contrepartie) dans le cadre de l'application du règlement (UE) n°2019/876 (CRR2) depuis le 30/06/2021.

L'état CQ5 ne tient pas compte des titres de dettes, ni des prêts et créances sur les administrations centrales et banques centrales, les établissements de crédit et les ménages.

## ECHEANCE DES EXPOSITIONS (CR1-A)

30/06/2021		Valeurs nettes d'exposition					
		A vue	<= 1 an	> 1 an <= 5 ans	> 5 ans	Aucune échéance déclarée	Total
<i>(en millions d'euros)</i>							
1	Prêts et avances	-	427 006	422 140	212 070	2 801	1 064 017
2	Titres de créances	-	41 010	64 891	40 233	4 029	150 164
3	<b>TOTAL</b>	-	<b>468 017</b>	<b>487 032</b>	<b>252 303</b>	<b>6 830</b>	<b>1 214 181</b>

## 2.2.2 Risque de crédit

### 2.2.2.1 Expositions en approche standard

#### APPROCHE STANDARD – EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET EFFETS DE L'ARC (CR4)

30/06/2021		Expositions avant CCF et avant ARC		Expositions après CCF et après ARC		RWA et densité de RWA	
		Expositions au bilan	Expositions au hors bilan	Expositions au bilan	Expositions au hors bilan	RWA	Densité de RWA (%)
<i>(en millions d'euros)</i>							
1	Administration centrales ou banques centrales	95 477	755	96 945	673	7 173	7,35%
2	Administration régionales ou locales	879	66	879	32	119	13,08%
3	Entités du secteur public	4 031	56	4 055	31	152	3,72%
4	Banques multilatérales de développement	438	5	441	1	25	5,73%
5	Organisations internationales	1 096	-	1 096	-	-	-
6	Banques (établissements)	22 848	5 559	42 094	3 467	6 676	14,65%
7	Entreprises	66 043	21 833	46 667	7 102	44 061	81,94%
8	Clientèle de détail	26 432	3 200	23 129	665	16 088	67,61%
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	8 269	196	8 216	40	3 353	40,62%
10	Expositions en défaut	1 612	90	1 301	42	1 639	122,06%
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	511	138	506	76	873	150,00%
12	Obligations garanties	923	-	923	-	92	10,00%
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-
14	Organismes de placement collectif	3 230	18 986	3 230	7 003	5 464	53,40%
15	Actions	1 057	-	1 057	-	1 292	122,16%
16	Autres éléments	14 822	-	14 822	-	12 192	82,26%
17	<b>TOTAL</b>	<b>247 666</b>	<b>50 882</b>	<b>245 359</b>	<b>19 132</b>	<b>99 199</b>	<b>37,51%</b>

## APPROCHE STANDARD – EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT ET EFFETS DE L'ARC (CR4)

31/12/2020

Catégories d'expositions

(en millions d'euros)

		Expositions avant CCF et avant ARC		Expositions après CCF et après ARC		RWA et densité de RWA	
		Expositions au bilan	Expositions au hors bilan	Expositions au bilan	Expositions au hors bilan	RWA	Densité de RWA (%)
1	Administration centrales ou banques centrales	82 875	116	84 245	35	5 777	6,86%
2	Administration régionales ou locales	641	66	642	31	99	14,74%
3	Entités du secteur public	3 599	39	3 607	21	126	3,48%
4	Banques multilatérales de développement	331	2	339	-	19	5,61%
5	Organisations internationales	1 092	-	1 092	-	-	-
6	Banques (établissements)	21 817	6 006	40 805	3 896	6 459	14,45%
7	Entreprises	66 415	22 003	47 209	7 244	44 423	81,58%
8	Clientèle de détail	25 203	3 613	22 142	664	15 638	68,57%
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	6 592	35	6 591	11	2 620	39,68%
10	Expositions en défaut	1 799	69	1 402	23	1 715	120,37%
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	675	206	671	102	1 158	150,00%
12	Obligations garanties	664	-	664	-	140	21,13%
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-
14	Organismes de placement collectif	3 457	19 140	3 457	6 260	3 225	33,19%
15	Actions	935	6	935	6	1 140	121,20%
16	Autres éléments	15 292	-	15 292	-	12 323	80,58%
17	<b>TOTAL</b>	<b>231 387</b>	<b>51 299</b>	<b>229 092</b>	<b>18 293</b>	<b>94 862</b>	<b>38,35%</b>

## APPROCHE STANDARD DES EXPOSITIONS PAR CLASSE D'ACTIFS ET PAR COEFFICIENT DE PONDÉRATION DES RISQUES (CR5)

30/06/2021		Pondération des risques																
Catégories d'expositions	(en millions d'euros)	0%	2%	4%	10%	20%	35%	50%	70%	75%	100%	150%	250%	370%	1250%	Autres	Exposition totale au risque de crédit	Dont non notée
		1	Administrations centrales ou banques centrales	92 442	-	-	-	8	-	-	-	-	3 831	-	1 336	-	-	-
2	Administrations régionales ou locales	315	-	-	-	595	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	911	911
3	Entités du secteur public	3 593	-	-	-	407	-	30	-	-	56	-	-	-	-	-	4 086	4 009
4	Banques multilatérales de développement	316	-	-	-	126	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	442	442
5	Organisations internationales	1 096	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 096	1 096
6	Banques (établissements)	22 098	5 904	-	-	10 746	-	4 873	-	-	1 875	64	-	-	-	-	45 561	38 039
7	Entreprises	-	-	-	-	5 496	-	6 818	-	-	40 030	1 425	-	-	-	-	53 769	30 315
8	Clientèle de détail	-	-	-	-	-	530	-	-	23 264	-	-	-	-	-	-	23 794	23 794
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	-	-	-	4 187	3 689	-	379	-	-	-	-	-	-	8 256	8 256
10	Expositions en défaut	-	-	-	-	-	-	-	-	-	750	592	-	-	-	-	1 343	1 343
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	582	-	-	-	-	582	582
12	Obligations garanties	-	-	-	923	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	923	-
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	Organismes de placement collectif	5 169	-	2	9	1 252	-	1 561	-	-	1 920	136	-	-	185	-	10 234	9 490
15	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	901	-	156	-	-	-	1 057	1 057
16	Autres éléments	1 894	-	-	-	920	-	-	-	-	12 008	-	-	-	-	-	14 822	14 390
17	<b>TOTAL</b>	<b>126 923</b>	<b>5 904</b>	<b>2</b>	<b>932</b>	<b>19 551</b>	<b>4 718</b>	<b>16 970</b>	<b>-</b>	<b>23 643</b>	<b>61 371</b>	<b>2 800</b>	<b>1 492</b>	<b>-</b>	<b>185</b>	<b>-</b>	<b>264 492</b>	<b>231 340</b>

## APPROCHE STANDARD DES EXPOSITIONS PAR CLASSE D'ACTIFS ET PAR COEFFICIENT DE PONDÉRATION DES RISQUES (CR5)

31/12/2020 Catégories d'expositions		Pondération des risques															Exposition totale au risque de crédit	Dont non notée	
		0%	2%	4 %	10%	20%	35%	50%	70 %	75%	100%	150%	250 %	370%	1250%	Autres			
(en millions d'euros)																			
1	Administrations centrales ou banques centrales	79 827	-	-	-	6	-	334	-	-	3 114	3	996	-	-	-	-	84 280	84 279
2	Administrations régionales ou locales	177	-	-	-	496	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	672	672
3	Entités du secteur public	3 254	-	-	-	292	-	29	-	53	-	-	-	-	-	-	-	3 628	3 600
4	Banques multilatérales de développement	321	-	-	-	-	-	-	-	19	-	-	-	-	-	-	-	340	340
5	Organisations internationales	1 092	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 092	1 092
6	Banques (établissements)	25 507	1 784	-	-	10 319	-	5 546	-	1 461	83	-	-	-	-	-	-	44 700	36 223
7	Entreprises	-	-	-	-	4 971	-	8 692	-	39 223	1 567	-	-	-	-	-	-	54 453	31 059
8	Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	22 805	-	-	-	-	-	-	-	22 805	22 805
9	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	-	-	-	4 186	2 052	-	364	-	-	-	-	-	-	-	6 602	6 602
10	Expositions en défaut	-	-	-	-	-	-	-	-	844	580	-	-	-	-	-	-	1 425	1 425
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	772	-	-	-	-	-	-	772	772
12	Obligations garanties	-	-	-	269	352	-	-	-	43	-	-	-	-	-	-	-	664	-
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14	Organismes de placement collectif	4 471	-	-	13	1 507	-	1 785	-	1 761	179	-	-	-	-	-	-	9 716	9 018
15	Actions	-	-	-	-	-	-	-	-	808	-	133	-	-	-	-	-	941	941
16	Autres éléments	1 998	-	-	-	1 214	-	-	-	12 080	-	-	-	-	-	-	-	15 292	14 739
17	<b>TOTAL</b>	<b>116 646</b>	<b>1 784</b>	<b>-</b>	<b>282</b>	<b>19 157</b>	<b>4 186</b>	<b>18 438</b>	<b>-</b>	<b>23 169</b>	<b>59 407</b>	<b>3 185</b>	<b>1 129</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>247 385</b>	<b>213 567</b>

Les expositions sur les classes d'actifs « Administrations centrales et banques centrales » et « Banques » (établissements) traitées en approche standard bénéficient majoritairement de l'application d'un coefficient de pondération de 0% à fin juin 2021 comme à fin 2020. Cela reflète la qualité des activités réalisées avec ces types de contreparties.

## 2.2.2.2 Qualité des expositions en approche notations internes

### EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE INTERNE FONDATION AU 30 JUIN 2021 (CR6)

30/06/2021	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Expositions au bilan	Expositions hors-bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	LGD moyenne pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité de RWA	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
(en millions d'euros)												
IRBF												
Administrations centrales et banques centrales	0.00 to <0.15	199 436	100	75	202 900	-	45,00%	2,50	557	0,27%	-	23
	0.00 to <0.10	199 436	100	75	202 900	-	45,00%	2,50	557	0,27%	-	23
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	111	-	-	111	0,16%	45,00%	2,50	46	41,13%	-	-
	0.25 to <0.50	1	-	-	1	0,30%	45,00%	2,50	-	59,42%	-	-
	0.50 to <0.75	-	-	-	-	0,60%	44,99%	2,50	-	79,98%	-	-
	0.75 to <2.50	17	-	-	17	0,77%	45,00%	2,50	16	96,53%	-	-
	0.75 to <1.75	17	-	-	17	0,77%	45,00%	2,50	16	96,53%	-	-
	1.75 to <2.5	-	-	-	-	-	46,15%	2,54	-	123,08%	-	-
	2.50 to <10.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10 to <20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
20 to <30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>199 564</b>	<b>100</b>	<b>75</b>	<b>203 028</b>	<b>0,00%</b>	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>619</b>	<b>0,31%</b>	<b>-</b>	<b>23</b>	
Etablissements	0.00 to <0.15	410 043	1 225	674	410 833	0,03%	1,13%	2,50	2 076	0,51%	2	-
	0.00 to <0.10	410 043	1 225	674	410 833	0,03%	1,13%	2,50	2 076	0,51%	2	-
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	572	15	12	585	0,16%	28,67%	2,50	200	34,10%	-	-
	0.25 to <0.50	14	5	1	16	0,30%	45,00%	2,50	12	74,25%	-	-
	0.50 to <0.75	368	17	10	378	0,60%	45,00%	2,50	391	103,57%	1	-
	0.75 to <2.50	99	23	9	108	0,82%	45,00%	2,50	121	112,78%	-	-
	0.75 to <1.75	98	22	9	107	0,81%	45,00%	2,50	120	112,52%	-	-
	1.75 to <2.5	1	1	1	1	1,90%	45,00%	2,50	1	144,82%	-	-
	2.50 to <10.00	6	2	1	6	5,00%	45,00%	2,50	12	186,85%	-	-
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	6	2	1	6	5,00%	45,00%	2,50	12	186,85%	-	-
	10.00 to <100.00	18	3	1	19	19,51%	45,00%	2,50	48	253,70%	2	-
	10 to <20	1	1	1	1	12,00%	45,00%	2,50	3	253,54%	-	-
20 to <30	17	2	-	18	20,00%	45,00%	2,50	45	253,71%	2	-	
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	-	-	-	-	100,00%	45,61%	2,49	-	-	-	-	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>411 119</b>	<b>1 290</b>	<b>706</b>	<b>411 945</b>	<b>0,03%</b>	<b>1,23%</b>	<b>2,50</b>	<b>2 860</b>	<b>0,69%</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	
Entreprises - Autres	0.00 to <0.15	8 725	5 215	4 242	12 811	0,05%	44,84%	2,50	2 665	20,80%	3	6
	0.00 to <0.10	8 725	5 215	4 242	12 811	0,05%	44,84%	2,50	2 665	20,80%	3	6
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	2 547	2 238	1 680	4 147	0,17%	44,63%	2,50	1 792	43,22%	3	6
	0.25 to <0.50	3 438	3 519	2 520	5 688	0,32%	44,54%	2,50	3 439	60,45%	8	16
	0.50 to <0.75	2 318	1 700	1 246	3 255	0,60%	44,69%	2,50	2 656	81,58%	9	16
	0.75 to <2.50	6 549	3 494	2 585	7 649	1,22%	44,63%	2,50	7 989	104,44%	42	132
	0.75 to <1.75	5 032	2 750	2 035	6 009	1,00%	44,64%	2,50	5 955	99,09%	27	80
	1.75 to <2.5	1 517	744	551	1 640	2,02%	44,58%	2,50	2 034	124,04%	15	50
	2.50 to <10.00	615	254	183	446	5,20%	44,87%	2,50	733	164,42%	10	32
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	615	254	183	446	5,20%	44,87%	2,50	733	164,42%	10	32
	10.00 to <100.00	482	106	64	388	16,96%	44,89%	2,50	962	248,00%	30	40
	10 to <20	198	35	25	166	12,74%	44,98%	2,50	380	229,12%	10	12
20 to <30	285	71	39	222	20,12%	44,82%	2,50	582	262,13%	20	28	
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	576	167	74	558	100,00%	44,94%	2,50	-	-	251	377	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>25 252</b>	<b>16 692</b>	<b>12 595</b>	<b>34 943</b>	<b>2,27%</b>	<b>44,71%</b>	<b>2,50</b>	<b>20 236</b>	<b>57,91%</b>	<b>355</b>	<b>625</b>	

Entreprises - PME	0.00 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.00 to <0.10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	5	-	-	5	0,16%	45,00%	2,50	2	41,13%	-	-	-
	0.25 to <0.50	7	5	4	10	0,30%	45,00%	2,50	6	57,64%	-	-	-
	0.50 to <0.75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.75 to <2.50	6	10	7	13	1,25%	45,00%	2,50	14	105,65%	-	-	-
	0.75 to <1.75	6	10	7	13	1,25%	45,00%	2,50	14	105,65%	-	-	-
	1.75 to <2.5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2.50 to <10.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10 to <20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	20 to <30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>17</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>28</b>	<b>0,72%</b>	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>22</b>	<b>77,35%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Entreprises - Financement spécialisé	0.00 to <0.15	159	113	94	257	0,06%	44,73%	2,50	39	15,27%	-	-	-
	0.00 to <0.10	159	113	94	257	0,06%	44,73%	2,50	39	15,27%	-	-	-
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	121	18	11	125	0,18%	44,24%	2,50	41	32,63%	-	-	-
	0.25 to <0.50	424	235	109	465	0,34%	44,30%	2,50	210	45,09%	1	2	-
	0.50 to <0.75	514	192	164	619	0,60%	44,08%	2,50	371	59,98%	2	3	-
	0.75 to <2.50	2 708	552	378	2 523	1,33%	43,73%	2,50	1 861	73,77%	15	43	-
	0.75 to <1.75	1 805	394	278	1 755	1,01%	44,08%	2,50	1 223	69,65%	8	24	-
	1.75 to <2.5	903	158	100	768	2,05%	42,91%	2,50	639	83,18%	7	19	-
	2.50 to <10.00	286	32	20	216	5,43%	43,10%	2,50	243	112,92%	5	10	-
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	286	32	20	216	5,43%	43,10%	2,50	243	112,92%	5	10	-
	10.00 to <100.00	149	21	11	102	16,60%	44,33%	2,50	166	162,87%	8	8	-
	10 to <20	70	10	5	47	12,52%	44,38%	2,50	71	150,37%	3	3	-
	20 to <30	79	11	6	55	20,11%	44,29%	2,50	95	173,64%	5	4	-
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	219	15	6	212	100,00%	44,90%	2,50	-	-	95	158	-	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>4 581</b>	<b>1 179</b>	<b>793</b>	<b>4 519</b>	<b>6,18%</b>	<b>43,94%</b>	<b>2,50</b>	<b>2 932</b>	<b>64,89%</b>	<b>125</b>	<b>224</b>	<b>-</b>	
<b>TOTAL (Toutes classes d'expositions)</b>	<b>640 533</b>	<b>19 276</b>	<b>14 181</b>	<b>654 463</b>			<b>2,50</b>	<b>26 669</b>	<b>4,08%</b>	<b>486</b>	<b>872</b>	<b>-</b>	

## EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE INTERNE FONDATION AU 31 DÉCEMBRE 2020 (CR6)

31/12/2020 Catégories d'expositions (en millions d'euros)	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Expositions au bilan	Expositions au hors-bilan (pré-CCF)	CCF moyen (%)	Exposition post-CCF et post-ARC	PD par exposition moyenne pondérée (%)	LGD par exposition moyenne pondérée (%)	Maturité moyenne des expositions pondérées (années)	Exposition pondérée du risque après application des facteurs de soutien	Densité de RWA	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	167 384	100	70,36%	171 388	-	45,00%	2,50	545	0,32%	-	-
	0,15 à < 0,25	161	-	-	161	0,16%	45,00%	2,50	66	41,13%	-	-
	0,25 à < 0,50	1	-	-	1	0,30%	45,00%	2,50	-	59,42%	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	0,63%	44,98%	2,50	-	79,97%	-	-
	0,75 à < 2,50	18	-	-	18	0,80%	45,00%	2,50	17	97,10%	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-	2,50	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-	2,50	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	2,50	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>167 563</b>	<b>100</b>	<b>70,36%</b>	<b>171 568</b>	<b>0,00%</b>	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>629</b>	<b>0,37%</b>	<b>1</b>	<b>18</b>	
Etablissements	0,00 à < 0,15	381 515	1 774	62,24%	382 711	0,03%	1,45%	2,50	2 527	0,66%	2	-
	0,15 à < 0,25	567	16	73,18%	578	0,16%	29,44%	2,50	203	35,02%	-	-
	0,25 à < 0,50	7	2	26,26%	8	0,30%	45,00%	2,50	5	66,36%	-	-
	0,50 à < 0,75	44	19	61,61%	56	0,60%	45,00%	2,50	57	102,18%	-	-
	0,75 à < 2,50	85	25	33,09%	93	0,87%	45,00%	2,50	106	114,05%	-	-
	2,50 à < 10,00	5	2	41,36%	6	5,00%	45,00%	2,50	10	186,80%	-	-
	10,00 à < 100,00	1	1	28,89%	1	15,56%	45,00%	2,50	3	257,91%	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	100,00%	44,68%	2,50	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>382 223</b>	<b>1 839</b>	<b>61,84%</b>	<b>383 453</b>	<b>0,03%</b>	<b>1,51%</b>	<b>2,50</b>	<b>2 912</b>	<b>0,76%</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	9 485	5 661	78,82%	13 745	0,04%	44,75%	2,50	2 728	19,85%	3	-
	0,15 à < 0,25	2 960	2 291	78,90%	4 458	0,16%	44,69%	2,50	1 872	41,98%	3	-
	0,25 à < 0,50	3 234	3 167	69,98%	5 137	0,30%	44,53%	2,50	3 015	58,70%	7	-
	0,50 à < 0,75	2 954	2 039	77,29%	3 982	0,60%	44,66%	2,50	3 240	81,38%	11	-
	0,75 à < 2,50	6 108	3 627	79,52%	7 761	1,19%	44,58%	2,50	8 006	103,15%	41	-
	2,50 à < 10,00	595	272	83,50%	551	5,00%	44,71%	2,50	893	161,96%	12	-
	10,00 à < 100,00	524	170	67,82%	495	15,98%	44,89%	2,50	1 194	241,11%	36	-
	100,00 (défaut)	571	192	39,57%	569	100,00%	44,91%	2,50	-	-	256	-
<b>Sous-total</b>	<b>26 431</b>	<b>17 420</b>	<b>76,71%</b>	<b>36 699</b>	<b>2,24%</b>	<b>44,67%</b>	<b>2,50</b>	<b>20 949</b>	<b>57,08%</b>	<b>368</b>	<b>586</b>	
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	71	105	88,51%	163	0,04%	44,53%	2,50	19	11,92%	-	-
	0,15 à < 0,25	114	53	84,03%	151	0,16%	44,84%	2,50	50	32,93%	-	-
	0,25 à < 0,50	321	202	76,32%	363	0,30%	44,73%	2,50	162	44,54%	-	-
	0,50 à < 0,75	526	113	81,19%	526	0,60%	43,52%	2,50	304	57,67%	1	-
	0,75 à < 2,50	2 686	493	69,40%	2 452	1,34%	43,82%	2,50	1 819	74,16%	14	-
	2,50 à < 10,00	312	71	77,26%	285	5,00%	43,73%	2,50	326	114,30%	6	-
	10,00 à < 100,00	204	24	62,16%	156	15,98%	44,27%	2,50	254	162,28%	11	-
	100,00 (défaut)	181	20	54,58%	181	100,00%	44,81%	2,50	-	-	81	-
<b>Sous-total</b>	<b>4 416</b>	<b>1 081</b>	<b>74,51%</b>	<b>4 278</b>	<b>6,01%</b>	<b>43,98%</b>	<b>2,50</b>	<b>2 933</b>	<b>68,56%</b>	<b>114</b>	<b>178</b>	
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	-	-	-	-	-	-	2,50	-	-	-	-
	0,15 à < 0,25	5	-	-	5	0,16%	45,00%	2,50	2	41,13%	-	-
	0,25 à < 0,50	5	2	75,00%	6	0,30%	45,00%	2,50	4	57,64%	-	-
	0,50 à < 0,75	1	4	75,00%	4	0,60%	45,00%	2,50	3	79,98%	-	-
	0,75 à < 2,50	6	10	75,00%	13	1,25%	45,00%	2,50	14	105,65%	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-	2,50	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-	2,50	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	2,50	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>17</b>	<b>15</b>	<b>75,00%</b>	<b>28</b>	<b>0,76%</b>	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>23</b>	<b>80,34%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>580 651</b>	<b>20 455</b>	<b>75,17%</b>	<b>596 027</b>	<b>0,20%</b>	<b>16,99%</b>		<b>27 445</b>	<b>4,61%</b>	<b>486</b>	<b>782</b>

## EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE INTERNE AVANCÉE AU 30 JUIN 2021 (CR6)

## EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE INTERNE AVANCÉE AU 30 JUIN 2021 (CR6)

30/06/2021	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Expositions au bilan	Expositions hors-bilan avant CCF	CCF moyen pondéré	Exposition après CCF et après ARC	PD moyenne, pondérée (%)	LGD moyenne pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	Montant d'exposition pondéré après facteurs supplétifs	Densité de RWA	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
(en millions d'euros)												
IRB-A												
Administrations centrales et banques centrales	0.00 to <0.15	91 390	2 409	1 690	105 601	0,01%	5,27%	1,59	384	0,36%	-	8
	0.00 to <0.10	91 390	2 409	1 690	105 601	0,01%	5,27%	1,59	384	0,36%	-	8
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	913	10	8	1 526	0,16%	10,00%	2,13	127	8,34%	3	-
	0.25 to <0.50	102	-	-	102	0,30%	10,00%	3,85	16	16,10%	-	-
	0.50 to <0.75	667	232	174	427	0,60%	10,00%	1,59	65	15,22%	-	-
	0.75 to <2.50	146	422	317	22	1,87%	45,00%	4,61	33	147,78%	-	1
	0.75 to <1.75	6	-	-	1	1,15%	45,00%	1,89	1	93,84%	-	-
	1.75 to <2.5	140	422	317	21	1,90%	45,00%	4,73	32	150,15%	-	1
	2.50 to <10.00	1 042	349	262	60	5,00%	57,77%	3,60	134	221,14%	2	1
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	1 042	349	262	60	5,00%	57,77%	3,60	134	221,14%	2	1
	10.00 to <100.00	221	383	161	161	18,80%	41,09%	4,64	262	162,61%	4	2
	10 to <20	127	152	114	24	12,00%	72,31%	3,10	87	358,56%	2	1
	20 to <30	93	231	47	137	20,00%	35,58%	4,91	175	128,01%	2	1
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	45	-	-	23	100,00%	45,00%	3,80	-	-	14	14	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>94 525</b>	<b>3 805</b>	<b>2 611</b>	<b>107 922</b>	<b>0,06%</b>	<b>5,46%</b>	<b>1,60</b>	<b>1 021</b>	<b>0,95%</b>	<b>24</b>	<b>27</b>	
Etablissements	0.00 to <0.15	23 168	3 597	1 860	34 678	0,03%	17,69%	1,58	1 259	3,63%	2	1
	0.00 to <0.10	23 168	3 597	1 860	34 678	0,03%	17,69%	1,58	1 259	3,63%	2	1
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	760	1 841	1 212	636	0,16%	34,36%	1,82	195	30,71%	-	2
	0.25 to <0.50	715	761	199	848	0,36%	46,34%	1,45	354	41,73%	1	1
	0.50 to <0.75	58	466	162	202	0,60%	41,13%	1,50	133	66,10%	-	-
	0.75 to <2.50	172	648	268	348	1,29%	47,28%	0,96	364	104,73%	2	1
	0.75 to <1.75	95	413	124	202	0,84%	55,46%	1,04	226	111,83%	1	1
	1.75 to <2.5	77	235	144	146	1,90%	36,00%	0,84	139	94,94%	1	-
	2.50 to <10.00	51	312	93	39	5,00%	83,23%	0,92	119	301,53%	2	-
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	51	312	93	39	5,00%	83,23%	0,92	119	301,53%	2	-
	10.00 to <100.00	63	51	14	70	19,34%	39,30%	1,02	160	229,11%	5	-
	10 to <20	-	48	14	6	12,00%	80,13%	1,07	24	415,95%	1	-
	20 to <30	63	3	1	64	20,00%	35,61%	1,01	136	212,22%	5	-
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	205	174	1	378	100,00%	45,01%	4,32	-	-	368	368	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>25 192</b>	<b>7 850</b>	<b>3 810</b>	<b>37 199</b>	<b>1,11%</b>	<b>19,42%</b>	<b>1,60</b>	<b>2 584</b>	<b>6,95%</b>	<b>381</b>	<b>375</b>	
Entreprises - Autres	0.00 to <0.15	26 122	57 685	33 261	54 932	0,05%	35,42%	1,97	8 011	14,58%	9	18
	0.00 to <0.10	26 122	57 685	33 261	54 932	0,05%	35,42%	1,97	8 011	14,58%	9	18
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	9 647	27 362	13 099	17 720	0,17%	42,25%	1,98	6 252	35,28%	13	15
	0.25 to <0.50	10 200	13 763	8 630	16 414	0,31%	39,22%	2,07	7 893	48,09%	20	27
	0.50 to <0.75	6 269	10 405	7 338	9 527	0,60%	40,13%	2,37	6 874	72,15%	23	41
	0.75 to <2.50	12 972	11 417	7 225	14 581	1,24%	42,10%	2,57	14 158	97,10%	72	320
	0.75 to <1.75	10 054	9 722	6 163	11 243	1,00%	42,56%	2,70	10 619	94,46%	45	155
	1.75 to <2.5	2 918	1 695	1 061	3 338	2,04%	40,55%	2,11	3 539	106,01%	27	165
	2.50 to <10.00	1 837	1 548	1 185	1 597	5,40%	32,77%	1,72	1 818	113,87%	28	107
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	1 837	1 548	1 185	1 597	5,40%	32,77%	1,72	1 818	113,87%	28	107
	10.00 to <100.00	1 745	1 364	789	1 547	15,44%	36,09%	2,59	2 907	187,91%	86	236
	10 to <20	1 087	672	413	1 010	12,13%	32,49%	2,83	1 710	169,27%	40	161
	20 to <30	658	692	376	537	21,67%	42,86%	2,14	1 197	222,94%	46	76
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	1 789	845	320	2 041	100,00%	44,18%	2,57	349	17,08%	1 543	1 565	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>70 580</b>	<b>124 389</b>	<b>71 846</b>	<b>118 359</b>	<b>2,29%</b>	<b>38,30%</b>	<b>2,10</b>	<b>48 261</b>	<b>40,78%</b>	<b>1 793</b>	<b>2 328</b>	

Entreprises - Financement spécialisé	0.00 to <0.15	1 688	730	294	8 984	0,03%	8,46%	3,60	356	3,96%	1	1
	0.00 to <0.10	1 688	730	294	8 984	0,03%	8,46%	3,60	356	3,96%	1	1
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	6 907	2 599	1 073	10 118	0,16%	10,92%	3,62	1 160	11,47%	2	1
	0.25 to <0.50	9 893	2 751	1 234	10 015	0,30%	12,86%	3,10	1 746	17,43%	4	7
	0.50 to <0.75	8 128	2 959	1 197	8 188	0,60%	12,30%	3,05	1 812	22,13%	6	19
	0.75 to <2.50	14 528	4 360	2 441	11 754	1,15%	16,76%	3,32	4 627	39,36%	22	112
	0.75 to <1.75	10 458	2 547	1 209	9 143	0,93%	17,52%	3,31	3 576	39,12%	15	64
	1.75 to <2.5	4 070	1 813	1 233	2 612	1,92%	14,11%	3,36	1 050	40,20%	7	48
	2.50 to <10.00	1 173	213	161	826	5,00%	19,91%	3,38	626	75,71%	8	39
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	1 173	213	161	826	5,00%	19,91%	3,38	626	75,71%	8	39
	10.00 to <100.00	2 046	448	331	1 570	15,56%	13,90%	3,51	1 162	74,02%	32	125
	10 to <20	1 133	145	107	872	12,00%	16,75%	3,39	745	85,42%	18	70
	20 to <30	913	302	224	698	20,00%	10,33%	3,67	417	59,79%	14	54
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	2 085	21	14	1 645	100,00%	35,48%	2,39	121	7,38%	473	473	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>46 447</b>	<b>14 079</b>	<b>6 746</b>	<b>53 101</b>	<b>4,08%</b>	<b>13,37%</b>	<b>3,32</b>	<b>11 609</b>	<b>21,86%</b>	<b>548</b>	<b>776</b>	
Entreprises - Petites ou moyennes entreprises	0.00 to <0.15	110	284	19	140	0,08%	35,36%	2,68	26	18,94%	-	-
	0.00 to <0.10	110	284	19	140	0,08%	35,36%	2,68	26	18,94%	-	-
	0.10 to <0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.15 to <0.25	256	395	4	269	0,21%	26,52%	2,48	51	19,02%	-	-
	0.25 to <0.50	334	351	1	341	0,36%	26,57%	2,42	85	24,84%	-	-
	0.50 to <0.75	32	6	2	12	0,60%	39,70%	0,75	5	39,55%	-	-
	0.75 to <2.50	1 258	568	108	1 317	1,90%	22,62%	2,45	512	38,86%	5	6
	0.75 to <1.75	748	474	96	789	1,11%	23,66%	2,51	283	35,90%	2	2
	1.75 to <2.5	510	94	13	528	3,08%	21,06%	2,35	229	43,29%	3	4
	2.50 to <10.00	234	12	-	223	11,28%	19,66%	2,46	161	72,21%	5	11
	2.5 to <5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 to <10	234	12	-	223	11,28%	19,66%	2,46	161	72,21%	5	11
	10.00 to <100.00	164	26	6	167	29,93%	25,49%	2,81	189	113,03%	12	9
	10 to <20	8	1	-	6	12,00%	11,25%	2,06	2	35,08%	-	-
	20 to <30	156	25	5	161	30,58%	26,01%	2,83	187	115,85%	12	9
30.00 to <100.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
100.00 (Default)	488	27	-	504	100,00%	52,60%	2,51	210	41,56%	251	253	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>2 876</b>	<b>1 670</b>	<b>140</b>	<b>2 974</b>	<b>20,40%</b>	<b>29,12%</b>	<b>2,48</b>	<b>1 239</b>	<b>41,66%</b>	<b>274</b>	<b>280</b>	
Expositions renouvelables	0.00 to <0.15	104	2 523	3 350	3 545	0,08%	57,29%	1,00	114	3,22%	2	1
	0.00 to <0.10	41	1 190	2 085	2 152	0,06%	57,86%	1,00	53	2,45%	1	1
	0.10 to <0.15	62	1 333	1 265	1 393	0,12%	56,41%	1,00	61	4,42%	1	1
	0.15 to <0.25	9	139	44	54	0,17%	51,29%	1,00	3	5,30%	-	-
	0.25 to <0.50	181	1 408	883	1 089	0,34%	55,34%	1,00	112	10,29%	2	1
	0.50 to <0.75	156	1 895	1 169	1 329	0,56%	66,02%	1,00	238	17,94%	5	3
	0.75 to <2.50	882	1 670	1 090	2 010	1,64%	58,52%	1,00	741	36,84%	20	12
	0.75 to <1.75	519	905	581	1 129	1,30%	53,77%	1,00	321	28,45%	8	5
	1.75 to <2.5	363	766	509	881	2,07%	64,62%	1,00	419	47,60%	12	7
	2.50 to <10.00	1 226	994	718	1 998	4,40%	61,27%	1,00	1 484	74,26%	53	35
	2.5 to <5	986	895	591	1 591	3,61%	63,26%	1,00	1 093	68,69%	36	23
	5 to <10	240	99	127	408	7,52%	53,52%	1,00	391	95,99%	16	12
	10.00 to <100.00	296	94	88	398	19,17%	61,00%	1,00	599	150,54%	46	39
	10 to <20	231	86	80	321	12,84%	62,16%	1,00	473	147,20%	26	22
	20 to <30	12	1	3	17	21,88%	51,67%	1,00	27	159,75%	2	1
30.00 to <100.00	53	7	5	60	52,45%	57,40%	1,00	99	165,90%	18	15	
100.00 (Default)	293	6	2	296	100,00%	84,65%	1,00	70	23,84%	250	208	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>3 146</b>	<b>8 730</b>	<b>7 343</b>	<b>10 719</b>	<b>4,73%</b>	<b>60,01%</b>	<b>1,00</b>	<b>3 362</b>	<b>31,36%</b>	<b>377</b>	<b>299</b>	
Autres expositions sur la clientèle de détail - non - PME	0.00 to <0.15	16 979	1 546	1 365	18 488	0,09%	11,77%	1,02	541	2,93%	2	2
	0.00 to <0.10	12 461	1 105	1 111	13 592	0,07%	8,59%	1,01	233	1,71%	1	1
	0.10 to <0.15	4 518	441	254	4 897	0,12%	20,58%	1,06	308	6,29%	1	1
	0.15 to <0.25	2 333	128	29	2 421	0,20%	32,15%	1,09	324	13,40%	2	1
	0.25 to <0.50	5 137	474	419	5 602	0,36%	34,86%	1,03	1 332	23,77%	7	8
	0.50 to <0.75	2 418	257	208	2 660	0,63%	33,50%	1,06	793	29,82%	6	4
	0.75 to <2.50	12 420	676	690	13 146	1,51%	43,58%	1,02	7 374	56,09%	85	77
	0.75 to <1.75	9 401	591	619	10 040	1,26%	45,89%	1,01	5 712	56,90%	59	54
	1.75 to <2.5	3 019	85	71	3 106	2,30%	36,11%	1,05	1 661	53,49%	26	23
	2.50 to <10.00	8 115	246	239	8 365	4,41%	49,77%	1,01	6 633	79,29%	171	173
	2.5 to <5	5 863	51	41	5 912	3,29%	53,43%	1,01	4 892	82,76%	100	89
	5 to <10	2 252	195	198	2 453	7,12%	40,95%	1,01	1 741	70,95%	71	84
	10.00 to <100.00	1 347	34	35	1 385	23,64%	39,05%	1,01	1 244	89,79%	169	193
	10 to <20	837	22	22	859	13,52%	37,43%	1,00	667	77,60%	44	56
	20 to <30	208	11	12	221	24,81%	44,88%	1,05	267	120,87%	25	44
30.00 to <100.00	303	1	1	305	51,35%	39,35%	1,00	309	101,60%	101	92	
100.00 (Default)	2 082	5	4	2 114	100,00%	73,40%	1,04	592	28,00%	1 543	1 208	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>50 831</b>	<b>3 366</b>	<b>2 989</b>	<b>54 181</b>	<b>5,66%</b>	<b>32,82%</b>	<b>1,03</b>	<b>18 832</b>	<b>34,76%</b>	<b>1 985</b>	<b>1 666</b>	
Autres expositions sur	0.00 to <0.15	169	1	1	169	0,09%	17,12%	1,00	6	3,70%	-	-
	0.00 to <0.10	97	-	-	97	0,08%	5,66%	1,00	1	0,97%	-	-

la clientèle de détail - PME	0.10 to <0.15	71	1	1	72	0,11%	32,55%	1,00	5	7,39%	-	-
	0.15 to <0.25	6 973	122	104	7 077	0,16%	29,88%	1,76	1 154	16,31%	3	2
	0.25 to <0.50	6 906	401	238	7 206	0,38%	31,31%	1,60	1 762	24,45%	9	14
	0.50 to <0.75	1 465	436	142	1 715	0,57%	36,75%	1,27	415	24,20%	4	3
	0.75 to <2.50	7 106	489	293	7 472	1,21%	36,15%	1,38	2 975	39,81%	33	73
	0.75 to <1.75	6 118	411	235	6 426	1,07%	35,60%	1,39	2 416	37,61%	25	49
	1.75 to <2.5	987	78	58	1 046	2,09%	39,56%	1,36	558	53,36%	9	24
	2.50 to <10.00	3 400	427	279	3 731	5,27%	39,48%	1,38	2 257	60,51%	74	147
	2.5 to <5	1 264	310	193	1 491	3,28%	46,37%	1,21	857	57,47%	22	32
	5 to <10	2 136	117	86	2 239	6,60%	34,90%	1,49	1 400	62,54%	52	115
	10.00 to <100.00	673	56	37	721	21,50%	35,24%	1,42	606	84,06%	56	88
	10 to <20	416	39	27	450	14,22%	34,58%	1,44	355	78,81%	22	43
	20 to <30	132	11	5	140	25,13%	35,35%	1,48	126	89,96%	12	20
	30.00 to <100.00	125	6	5	131	42,58%	37,38%	1,26	126	95,79%	21	25
	100.00 (Default)	1 219	32	22	1 249	100,00%	76,19%	1,19	374	29,97%	949	723
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>27 911</b>	<b>1 964</b>	<b>1 116</b>	<b>29 340</b>	<b>5,93%</b>	<b>35,48%</b>	<b>1,51</b>	<b>9 550</b>	<b>32,55%</b>	<b>1 128</b>	<b>1 050</b>	
Clientèle de détail - Expositions garanties par des biens immobiliers des PME	0.00 to <0.15	232	-	-	232	0,11%	17,15%	1,00	8	3,64%	-	-
	0.00 to <0.10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.10 to <0.15	232	-	-	232	0,11%	17,15%	1,00	8	3,64%	-	-
	0.15 to <0.25	224	1	1	224	0,21%	17,16%	1,00	13	5,95%	-	-
	0.25 to <0.50	1 353	19	19	1 372	0,43%	10,87%	1,04	89	6,51%	1	1
	0.50 to <0.75	2 320	24	23	2 343	0,53%	14,21%	1,12	235	10,04%	2	2
	0.75 to <2.50	1 785	29	27	1 812	1,31%	15,24%	1,25	355	19,58%	4	6
	0.75 to <1.75	1 709	28	27	1 737	1,27%	15,09%	1,26	331	19,08%	3	5
	1.75 to <2.5	75	-	-	76	2,15%	18,57%	1,00	24	31,20%	-	-
	2.50 to <10.00	873	22	21	895	5,47%	19,93%	1,50	530	59,23%	10	19
	2.5 to <5	251	10	9	260	3,06%	16,77%	2,08	90	34,40%	1	2
	5 to <10	623	12	12	635	6,46%	21,23%	1,25	441	69,43%	9	17
	10.00 to <100.00	286	8	8	294	20,09%	21,57%	1,54	293	99,44%	13	20
	10 to <20	161	5	5	165	13,19%	22,39%	1,49	162	97,75%	5	9
	20 to <30	99	3	3	102	26,57%	19,87%	1,78	100	98,50%	5	7
30.00 to <100.00	27	-	-	27	37,80%	22,98%	1,00	31	113,25%	2	3	
100.00 (Default)	293	-	-	294	100,00%	49,38%	1,37	100	34,09%	143	93	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>7 366</b>	<b>102</b>	<b>99</b>	<b>7 467</b>	<b>5,96%</b>	<b>16,39%</b>	<b>1,20</b>	<b>1 624</b>	<b>21,75%</b>	<b>172</b>	<b>140</b>	
Garanties par des biens immobiliers n'appartenant pas à des PME	0.00 to <0.15	67 975	2 813	2 813	70 789	0,08%	9,51%	1,02	1 547	2,19%	6	7
	0.00 to <0.10	55 097	2 572	2 572	57 669	0,07%	8,26%	1,00	991	1,72%	3	4
	0.10 to <0.15	12 878	242	241	13 120	0,11%	15,02%	1,09	556	4,24%	2	3
	0.15 to <0.25	6 530	19	19	6 549	0,21%	16,26%	1,17	482	7,37%	2	6
	0.25 to <0.50	14 751	606	604	15 356	0,32%	11,55%	1,04	1 193	7,77%	6	7
	0.50 to <0.75	4 537	362	361	4 899	0,59%	9,06%	1,10	450	9,19%	3	10
	0.75 to <2.50	4 376	222	222	4 598	1,29%	17,65%	1,29	1 269	27,59%	10	19
	0.75 to <1.75	3 507	220	220	3 727	1,07%	18,59%	1,18	1 007	27,01%	7	16
	1.75 to <2.5	869	2	2	871	2,25%	13,61%	1,75	262	30,09%	3	3
	2.50 to <10.00	3 458	193	193	3 651	7,17%	15,60%	1,14	2 551	69,86%	41	92
	2.5 to <5	519	4	4	523	4,12%	13,81%	1,60	228	43,50%	3	5
	5 to <10	2 939	188	188	3 127	7,69%	15,90%	1,06	2 323	74,27%	38	87
	10.00 to <100.00	806	18	18	824	18,29%	17,69%	1,17	853	103,54%	26	43
	10 to <20	457	12	12	469	11,56%	19,01%	1,00	489	104,26%	10	23
	20 to <30	233	5	5	238	22,14%	14,76%	1,59	224	94,10%	8	13
30.00 to <100.00	116	1	1	117	37,48%	18,35%	1,00	140	119,88%	8	8	
100.00 (Default)	925	3	3	928	100,00%	41,29%	1,22	344	37,13%	380	201	
<b>Sous-total (Classe d'exposition)</b>	<b>103 358</b>	<b>4 235</b>	<b>4 233</b>	<b>107 593</b>	<b>1,44%</b>	<b>11,09%</b>	<b>1,05</b>	<b>8 690</b>	<b>8,08%</b>	<b>474</b>	<b>386</b>	
<b>TOTAL (Toutes classes d'expositions)</b>	<b>432 234</b>	<b>170 189</b>	<b>100 933</b>	<b>528 855</b>			<b>1,70</b>	<b>106 773</b>	<b>20,19%</b>	<b>7 155</b>	<b>7 327</b>	

# EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD) APPROCHE INTERNE AVANCÉE AU 31 DÉCEMBRE 2020 (CR6)

31/12/2020 Catégories d'expositions (en millions d'euros)	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Expositions au bilan	Expositions hors-bilan (pré-CCF)	CCF moyen (%)	Exposition post-CCF et post-ARC	PD par exposition moyenne pondérée (%)	LGD par exposition moyenne pondérée (%)	Maturité moyenne des expositions pondérées (années)	Exposition pondérée du risque après application des facteurs de soutien	Densité de RWA	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	80 838	2 831	65,04%	94 308	0,00%	5,46%	1,63	370	0,39%	-	-
	0,15 à < 0,25	1 184	10	53,12%	1 800	0,16%	9,98%	2,05	144	8,00%	8	-
	0,25 à < 0,50	202	-	-	202	0,30%	10,00%	2,54	27	13,26%	-	-
	0,50 à < 0,75	733	232	75,00%	459	0,60%	10,00%	1,77	70	15,27%	-	-
	0,75 à < 2,50	575	541	74,18%	143	1,33%	45,00%	1,86	137	95,33%	1	-
	2,50 à < 10,00	759	272	75,00%	52	5,00%	58,78%	3,55	120	228,47%	2	-
	10,00 à < 100,00	199	203	75,42%	28	15,09%	79,88%	3,32	120	425,44%	3	-
	100,00 (défaut)	51	-	-	23	100,00%	45,00%	3,82	-	-	14	-
<b>Sous-total</b>	<b>84 540</b>	<b>4 089</b>	<b>64,80%</b>	<b>97 015</b>	<b>0,04%</b>	<b>5,69%</b>	<b>1,64</b>	<b>988</b>	<b>1,02%</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	
Etablissements	0,00 à < 0,15	23 709	2 755	95,47%	32 606	0,03%	10,36%	1,81	1 086	3,33%	1	-
	0,15 à < 0,25	862	852	54,31%	821	0,16%	34,04%	2,12	255	31,10%	1	-
	0,25 à < 0,50	772	920	25,65%	964	0,30%	41,94%	1,20	465	48,25%	1	-
	0,50 à < 0,75	71	666	32,26%	268	0,60%	47,37%	1,43	164	61,33%	1	-
	0,75 à < 2,50	288	767	41,56%	458	1,31%	32,85%	1,97	389	84,92%	2	-
	2,50 à < 10,00	-	83	24,03%	20	5,00%	83,92%	0,76	59	300,45%	1	-
	10,00 à < 100,00	-	18	33,40%	4	12,79%	76,51%	1,12	18	421,79%	-	-
	100,00 (défaut)	200	168	99,29%	367	100,00%	45,01%	4,35	-	-	356	-
<b>Sous-total</b>	<b>25 902</b>	<b>6 229</b>	<b>79,45%</b>	<b>35 507</b>	<b>1,10%</b>	<b>12,74%</b>	<b>1,82</b>	<b>2 437</b>	<b>6,86%</b>	<b>363</b>	<b>360</b>	
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	25 683	55 300	58,47%	56 315	0,05%	34,13%	1,87	7 522	13,36%	8	-
	0,15 à < 0,25	10 535	18 865	45,37%	17 333	0,16%	45,43%	2,17	5 696	32,87%	11	-
	0,25 à < 0,50	8 761	17 077	46,75%	14 196	0,30%	45,13%	2,02	6 440	45,37%	16	-
	0,50 à < 0,75	8 949	10 355	56,22%	10 445	0,60%	43,51%	1,93	6 212	59,47%	21	-
	0,75 à < 2,50	12 357	11 725	57,57%	12 140	1,13%	49,08%	2,50	10 906	89,84%	53	-
	2,50 à < 10,00	1 757	938	68,29%	1 144	5,00%	32,72%	2,17	1 186	103,66%	17	-
	10,00 à < 100,00	1 709	1 610	36,64%	1 341	14,13%	43,04%	2,24	2 099	156,59%	54	-
	100,00 (défaut)	2 115	750	39,29%	2 291	100,00%	45,36%	2,44	156	6,82%	1 679	-
<b>Sous-total</b>	<b>71 867</b>	<b>116 620</b>	<b>54,20%</b>	<b>115 204</b>	<b>2,46%</b>	<b>39,92%</b>	<b>2,02</b>	<b>40 218</b>	<b>34,91%</b>	<b>1 859</b>	<b>2 344</b>	
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	38	55	20,08%	41	0,05%	47,30%	3,06	9	21,23%	-	-
	0,15 à < 0,25	6	2	75,00%	7	0,18%	31,50%	2,02	1	17,27%	-	-
	0,25 à < 0,50	23	6	49,03%	17	0,30%	43,75%	1,20	4	25,09%	-	-
	0,50 à < 0,75	19	4	45,64%	9	0,60%	42,95%	2,78	4	44,72%	-	-
	0,75 à < 2,50	126	407	30,40%	195	1,48%	36,70%	2,24	111	56,92%	1	-
	2,50 à < 10,00	9	8	45,41%	4	5,00%	41,58%	3,92	3	82,93%	-	-
	10,00 à < 100,00	19	10	39,08%	18	16,31%	23,06%	1,96	14	78,23%	1	-
	100,00 (défaut)	38	28	74,88%	59	100,00%	45,00%	2,25	33	55,50%	16	-
<b>Sous-total</b>	<b>279</b>	<b>519</b>	<b>33,98%</b>	<b>350</b>	<b>18,70%</b>	<b>39,08%</b>	<b>2,30</b>	<b>179</b>	<b>51,21%</b>	<b>18</b>	<b>19</b>	
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	1 928	991	55,50%	8 930	0,03%	7,99%	3,81	393	4,40%	-	-
	0,15 à < 0,25	5 579	2 127	52,68%	8 741	0,16%	12,80%	3,72	1 008	11,53%	2	-
	0,25 à < 0,50	8 573	2 524	51,15%	9 093	0,30%	12,79%	3,66	1 718	18,89%	3	-
	0,50 à < 0,75	9 483	2 102	42,25%	9 170	0,60%	13,15%	3,07	2 055	22,41%	7	-
	0,75 à < 2,50	14 384	4 784	50,06%	11 563	1,11%	15,42%	3,44	4 107	35,52%	19	-
	2,50 à < 10,00	1 157	114	73,93%	1 038	5,00%	13,36%	3,57	549	52,88%	7	-
	10,00 à < 100,00	1 624	326	73,20%	1 258	13,80%	14,68%	3,11	923	73,40%	25	-
	100,00 (défaut)	1 788	79	96,73%	1 427	100,00%	31,94%	2,69	130	9,14%	306	-
<b>Sous-total</b>	<b>44 516</b>	<b>13 046</b>	<b>51,38%</b>	<b>51 220</b>	<b>3,67%</b>	<b>13,21%</b>	<b>3,50</b>	<b>10 883</b>	<b>21,25%</b>	<b>370</b>	<b>632</b>	
Crédits aux particuliers garantis par une sureté immobilière	0,00 à < 0,15	63 421	2 392	100,00%	65 814	0,10%	8,98%	-	1 552	2,36%	6	-
	0,15 à < 0,25	5 371	63	100,00%	5 434	0,22%	16,98%	-	400	7,37%	2	-
	0,25 à < 0,50	14 972	643	100,00%	15 615	0,43%	11,13%	-	1 410	9,03%	8	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	7 953	401	100,00%	8 354	1,16%	13,32%	-	1 822	21,81%	14	-
	2,50 à < 10,00	4 158	241	100,00%	4 400	7,63%	16,42%	-	3 317	75,40%	55	-
	10,00 à < 100,00	460	11	100,00%	471	27,05%	-	-	530	112,51%	23	-
	100,00 (défaut)	750	2	99,77%	752	100,00%	48,06%	-	353	46,99%	361	-
<b>Sous-total</b>	<b>97 086</b>	<b>3 754</b>	<b>100,00%</b>	<b>100 840</b>	<b>1,17%</b>	<b>10,44%</b>	-	<b>9 385</b>	<b>9,31%</b>	<b>469</b>	<b>375</b>	
Crédits renouvelables aux particuliers	0,00 à < 0,15	101	2 608	121,01%	3 303	0,08%	56,42%	-	105	3,18%	1	-
	0,15 à < 0,25	9	73	179,62%	140	0,28%	55,62%	-	13	9,19%	-	-
	0,25 à < 0,50	231	2 802	61,00%	1 953	0,45%	61,23%	-	282	14,43%	6	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	1 059	2 093	62,61%	2 389	1,58%	57,73%	-	846	35,42%	22	-
	2,50 à < 10,00	1 468	955	75,15%	2 213	5,06%	60,75%	-	1 760	79,53%	67	-
	10,00 à < 100,00	137	27	95,14%	167	30,98%	60,16%	-	286	171,35%	31	-
	100,00 (défaut)	331	5	29,27%	333	100,00%	84,71%	-	79	23,74%	282	-
<b>Sous-total</b>	<b>3 336</b>	<b>8 563</b>	<b>82,35%</b>	<b>10 497</b>	<b>4,98%</b>	<b>59,74%</b>	-	<b>3 371</b>	<b>32,12%</b>	<b>409</b>	<b>315</b>	
Autres crédits aux particuliers	0,00 à < 0,15	14 056	964	1,00203	15 022	0,09%	12,62%	-	482	3,21%	2	-
	0,15 à < 0,25	3 393	141	94,48%	3 526	0,21%	23,51%	-	368	10,45%	2	-
	0,25 à < 0,50	5 713	321	1,03403	6 045	0,42%	36,25%	-	1 584	26,20%	9	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	13 978	537	109,12%	14 565	1,44%	43,99%	-	8 113	55,70%	92	-
	2,50 à < 10,00	8 431	208	104,34%	8 650	4,93%	49,79%	-	6 970	80,58%	197	-
	10,00 à < 100,00	878	9	99,40%	887	12,71%	21,02%	-	907	102,17%	159	-
100,00 (défaut)	2 117	4	75,31%	2 159	100,00%	74,26%	-	615	28,51%	1 618	-	

31/12/2020

Catégories d'expositions  
(en millions d'euros)

	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Expositions au bilan	Expositions au hors-bilan (pré-CCF)	CCF moyen (%)	Exposition post-CCF et post-ARC	PD par exposition moyenne pondérée (%)	LGD par exposition moyenne pondérée (%)	Maturité moyenne des expositions pondérées (années)	Exposition pondérée du risque après application des facteurs de soutien	Densité de RWA	Montant des pertes anticipées	Corrections de valeur et provisions
<b>Sous-total</b>		<b>48 566</b>	<b>2 183</b>	<b>1.02841</b>	<b>50 853</b>	<b>5,67%</b>	<b>33,79%</b>		<b>19 039</b>	<b>37,44%</b>	<b>2 079</b>	<b>1 775</b>
Crédits aux petites et moyennes entités garantis par une sureté immobilière	0,00 à < 0,15	222	-	100,00%	222	0,11%	17,08%		8	3,43%	-	-
	0,15 à < 0,25	230	-	100,00%	231	0,22%	16,91%		13	5,60%	-	-
	0,25 à < 0,50	847	3	100,00%	849	0,51%	16,61%		86	10,15%	1	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	3 858	54	1.00445	3 912	1,14%	13,26%		628	16,05%	6	-
	2,50 à < 10,00	783	31	100,00%	814	7,97%	20,83%		600	73,73%	14	-
	10,00 à < 100,00	122	3	100,00%	124	8,55%	9,62%		130	104,86%	7	-
	100,00 (défaut)	231	-	100,00%	231	100,00%	53,71%		78	33,87%	124	-
<b>Sous-total</b>	<b>6 292</b>	<b>90</b>	<b>1.00264</b>	<b>6 383</b>	<b>5,21%</b>	<b>15,70%</b>		<b>1 543</b>	<b>24,18%</b>	<b>152</b>	<b>116</b>	
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à < 0,15	163	2	89,36%	165	0,10%	17,82%		6	3,72%	-	-
	0,15 à < 0,25	6 403	115	83,08%	6 499	0,19%	30,04%		1 169	17,99%	4	-
	0,25 à < 0,50	7 296	405	76,55%	7 606	0,44%	32,67%		1 943	25,55%	11	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	7 136	334	82,52%	7 413	1,29%	35,67%		2 946	39,75%	35	-
	2,50 à < 10,00	3 800	318	82,43%	4 065	6,90%	38,69%		2 629	64,69%	102	-
	10,00 à < 100,00	455	24	90,17%	477	11,08%	-		452	94,71%	51	-
	100,00 (défaut)	1 157	26	74,56%	1 182	100,00%	79,02%		338	28,62%	932	-
<b>Sous-total</b>	<b>26 410</b>	<b>1 224</b>	<b>80,56%</b>	<b>27 406</b>	<b>5,79%</b>	<b>35,21%</b>		<b>9 485</b>	<b>34,61%</b>	<b>1 134</b>	<b>968</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>408 795</b>	<b>156 317</b>	<b>59,94%</b>	<b>495 276</b>	<b>2,33%</b>	<b>21,62%</b>		<b>97 528</b>	<b>19,69%</b>	<b>6 881</b>	<b>6 932</b>

### 2.2.2.3 Utilisation des dérivés de crédit en couverture

#### APPROCHE NI – EFFET SUR LES RWEA DES DÉRIVÉS DE CRÉDIT UTILISÉS COMME TECHNIQUES D'ARC (CR7)

30/06/2021		Montant d'exposition pondéré avant dérivés de crédit	Montant d'exposition pondéré réel
<i>(en millions d'euros)</i>			
<b>1</b>	<b>Expositions dans le cadre de l'approche IRB-F</b>	<b>26 669</b>	<b>26 669</b>
2	Administrations centrales et banques centrales	619	619
3	Etablissements	2 860	2 860
4	Entreprises	23 190	23 190
4,1	<i>Dont entreprises - PME</i>	2 932	2 932
4,2	<i>Dont entreprises - financements spécialisés</i>	22	22
<b>5</b>	<b>Expositions dans le cadre de l'approche IRB-A</b>	<b>109 127</b>	<b>106 773</b>
6	Administrations centrales et banques centrales	1 021	1 021
7	Etablissements	2 419	2 584
8	Entreprises	63 628	61 110
8,1	<i>Dont Entreprises - PME</i>	1 239	1 239
8,2	<i>Dont Entreprises - Financement spécialisé</i>	11 609	11 609
9	Clientèle de détail	42 059	42 059
9,1	<i>Dont clientèle de détail - PME- garanties par une sûreté immobilière</i>	1 624	1 624
9,2	<i>Dont clientèle de détail - non-PME - garanties par une sûreté immobilière</i>	8 690	8 690
9,3	<i>Dont clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles</i>	3 362	3 362
9,4	<i>Dont clientèle de détail – PME - Autres</i>	9 550	9 550
9,5	<i>Dont clientèle de détail – non-PME - Autres</i>	18 832	18 832
<b>10</b>	<b>TOTAL (incluant expositions approches NI simple et avancée)</b>	<b>135 796</b>	<b>133 442</b>

## APPROCHE NI – INFORMATIONS À PUBLIER SUR LE DEGRÉ D'UTILISATION DES TECHNIQUES D'ARC (CR7-A)

		Techniques d'atténuation du risque de crédit											RWA avec effets de substitution (effet de réduction et effet de substitution)	
		Protection de Crédit financée							Protection de Crédit non financée					
		Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)		Part des expositions couvertes par des garanties (%)		Part des expositions couvertes par des dérivés de crédit (%)
30/06/2021	Expositions totales													
(en millions d'euros)														
IRB-F														
1	Administrations centrales et Banques centrales	203 028												619
2	Etablissements	411 945	0,01%	0,01%										2 860
3	Entreprises	39 490	0,05%	3,77%	3,74%	0,02%	0,00%							23 190
3,1	<i>Dont entreprises - PME</i>	4 519	0,33%	9,27%	9,21%	0,05%	0,01%							2 932
3,2	<i>Dont entreprises - Financement spécialisé</i>	28												22
3,3	<i>Dont entreprises - Autres</i>	34 943	0,01%	3,06%	3,04%	0,02%								20 236
4	<b>Total</b>	<b>654 463</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,23%</b>	<b>0,23%</b>	<b>0,00%</b>	<b>-</b>							<b>26 669</b>

		Techniques d'atténuation du risque de crédit											RWA avec effets de substitution (effet de réduction et effet de substitution)		
		Protection de Crédit financée								Protection de Crédit non financée					
		Partie des expositions couvertes par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couvertes par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couvertes par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couvertes par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couvertes par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couvertes par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couvertes par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couvertes par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couvertes par des instruments détenus par un tiers (%)	Part des expositions couvertes par des garanties (%)			Part des expositions couvertes par des dérivés de crédit (%)	
															Expositions totales
30/06/2021															
(en millions d'euros)															
IRB-A															
1	Administrations centrales et Banques centrales	107 922	0,00%												1 021
2	Etablissements	37 199	-												2 584
3	Entreprises	174 434	1,88%	11,14%	5,21%		5,93%								61 110
3,1	<i>Dont entreprises - PME</i>	2 974	3,73%	0,20%	0,20%										1 239
3,2	<i>Dont entreprises - Financement spécialisé</i>	53 101	0,86%	36,11%	16,62%		19,49%								11 609
3,3	<i>Dont entreprises - Autres</i>	118 359	2,30%	0,21%	0,21%										48 261
4	Clientèle de détail	209 300		16,30%	16,30%							37,19%			42 059
4,1	<i>Dont clientèle de détail - Biens immobiliers PME</i>	7 467		63,11%	63,11%							18,78%			1 624
4,2	<i>Dont clientèle de détail - Biens immobiliers non-PME</i>	107 593		27,25%	27,25%							68,48%			8 690
4,3	<i>Dont clientèle de détail - Expositions renouvelables éligibles</i>	10 719													3 362
4,4	<i>Dont clientèle de détail - Autres PME</i>	29 340		0,30%	0,30%							8,47%			9 550
4,5	<i>Dont clientèle de détail - Autres non-PME</i>	54 181										0,52%			18 832
5	<b>Total</b>	<b>528 855</b>	<b>0,62%</b>	<b>10,13%</b>	<b>8,17%</b>		<b>1,96%</b>	-	-			<b>14,72%</b>			<b>106 773</b>

## 2.2.2.4 Évolution des RWA

### ÉTAT DES FLUX DES RWA RELATIFS AUX EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT DANS LE CADRE DE L'APPROCHE NI (CR8)

30/06/2021

		RWA
<i>(en millions d'euros)</i>		
1	RWA à la fin de la période précédente (31/03/2021)	131 622
2	Taille de l'actif (+/-)	1 731
3	Qualité de l'actif (+/-)	(1 189)
4	Mise à jour des modèles (+/-)	(1 405)
5	Méthodologie et politiques (+/-)	(338)
6	Acquisitions et cessions (+/-)	3 957
7	Variations des taux de change (+/-)	(350)
8	Autres (+/-)	(585)
9	RWA à la fin de la période considérée (30/06/2021)	133 442

## 2.2.3 Risque de contrepartie

Crédit Agricole S.A. traite le risque de contrepartie pour l'ensemble de leurs expositions, que celles-ci soient constituées d'éléments du portefeuille bancaire ou du portefeuille de négociation. Pour les éléments inclus dans le portefeuille de négociation, le risque de contrepartie est traité en conformité avec les dispositions relatives à la surveillance prudentielle des risques de marché.

Le traitement prudentiel du risque de contrepartie pour les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire est défini réglementairement dans le règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié. Pour mesurer l'exposition au risque de contrepartie sur les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire, Crédit Agricole S.A. utilise l'approche standard du risque de crédit de contrepartie (art. 274) ou la méthode du modèle interne (art. 283).

### 2.2.3.1 Analyse de l'exposition au risque de contrepartie

#### EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE AU 30 JUIN 2021

30/06/2021	Standard		IRB		Total		
	EAD	RWA	EAD	RWA	EAD	RWA	Exigence de fonds propres
<i>(en milliards d'euros)</i>							
Administrations centrales et banques centrales	5,9	0,0	7,9	0,2	13,9	0,2	0,0
Établissements	12,2	2,0	24,5	4,2	36,8	6,2	0,5
Entreprises	3,4	3,2	27,7	9,4	31,1	12,6	1,0
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-
Actions	-	-	-	-	-	-	-
Titrisations	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>21,6</b>	<b>5,2</b>	<b>60,1</b>	<b>13,8</b>	<b>81,7</b>	<b>19,0</b>	<b>1,5</b>

## EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE AU 31 DÉCEMBRE 2020

31/12/2020	Standard		IRB		Total		Exigence de fonds propres
	EAD	RWA	EAD	RWA	EAD	RWA	
<i>(en milliards d'euros)</i>							
Administrations centrales et banques centrales	5,6	0,0	8,8	0,2	14,4	0,2	0,0
Établissements	8,5	1,1	25,7	4,5	34,2	5,6	0,5
Entreprises	2,9	2,7	30,0	8,8	32,9	11,6	0,9
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-
Actions	-	-	-	-	-	-	-
Titrisations	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>17,0</b>	<b>3,8</b>	<b>64,5</b>	<b>13,6</b>	<b>81,5</b>	<b>17,4</b>	<b>1,4</b>

## 2.2.3.2 Exposition au risque de contrepartie par approche

### ANALYSE DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR APPROCHE (CCR1)

		Coût de remplacement (RC)	Exposition future potentielle (PFE)	EEPE	Facteur Alpha utilisé pour calculer l'exposition réglementaire	Valeur exposée au risque avant ARC	Valeur exposée au risque après ARC	Valeur exposée au risque	Montant d'exposition pondéré (RWA)
<b>30/06/2021</b>									
<i>(en millions d'euros)</i>									
EU1	EU - Méthode de l'exposition initiale (pour les dérivés)	-	-		1,4	-	-	-	-
EU2	EU - SA-CCR (pour les dérivés)	-	17		1,4	24	24	24	5
1	SA-CCR (pour les dérivés)	1 399	1 499		1,4	-	4 119	8 661	4 444
2	IMM (pour les dérivés et les OFT)			21 368	1,65	66 053	35 258	34 623	10 384
2a	Dont ensembles de compensation d'opérations de financement sur titres			-		-	-	-	-
2b	Dont ensembles de compensation de dérivés et opérations à règlement différé			21 368		66 053	35 258	34 623	10 384
2c	Dont issues d'ensembles de compensation multiproduits			-		-	-	-	-
3	Méthode simple fondée sur les sûretés financières (pour les OFT)					-	-	-	-
4	Méthode générale fondée sur les sûretés financières (pour les OFT)					-	26 736	31 506	4 040
5	VaR pour les OFT					-	-	-	-
<b>6</b>	<b>TOTAL 30/06/2021</b>					<b>66 077</b>	<b>66 137</b>	<b>74 813</b>	<b>18 873</b>
	<b>TOTAL 31/12/2020</b>							<b>74 390</b>	<b>16 469</b>

### 2.2.3.3 Exposition au risque de contrepartie en méthode standard

#### EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE EN MÉTHODE STANDARD PAR PORTEFEUILLE RÉGLEMENTAIRE ET PAR PONDÉRATIONS DES RISQUES AU 30 JUIN 2021 (CCR3)

30/06/2021	Pondération des risques											Valeur totale d'exposition
	0%	2%	4%	10%	20%	50%	70%	75%	100%	150%	AUTRES	
<i>(en millions d'euros)</i>												
Administrations centrales ou banques centrales	5 919	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	5 922
Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entités du secteur public	19	-	-	-	11	-	-	-	-	-	-	30
Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements	12	6 887	-	-	2 936	2 297	-	-	97	1	-	12 230
Entreprises	-	-	-	-	21	333	-	-	2 974	37	-	3 365
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2
Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4
<b>VALEUR TOTALE D'EXPOSITION</b>	<b>5 951</b>	<b>6 887</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 968</b>	<b>2 629</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>3 074</b>	<b>43</b>	<b>-</b>	<b>21 554</b>

#### EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE EN MÉTHODE STANDARD PAR PORTEFEUILLE RÉGLEMENTAIRE ET PAR PONDÉRATIONS DES RISQUES AU 31 DÉCEMBRE 2020 (CCR3)

31/12/2020	Pondération des risques											Valeur totale d'exposition
	0%	2%	4%	10%	20%	50%	70%	75%	100%	150%	AUTRES	
<i>(en millions d'euros)</i>												
Administrations centrales ou banques centrales	5 560	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	5 564
Administrations régionales ou locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entités du secteur public	13	-	-	-	9	-	-	-	-	-	-	22
Banques multilatérales de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Organisations internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements	15	5 634	-	-	1 641	1 174	-	-	44	4	-	8 513
Entreprises	-	-	-	-	16	390	-	-	2 470	40	-	2 915
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	4
Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres éléments	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	3
<b>VALEUR TOTALE D'EXPOSITION</b>	<b>5 589</b>	<b>5 634</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 666</b>	<b>1 567</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>2 515</b>	<b>47</b>	<b>-</b>	<b>17 022</b>

## 2.2.3.4 Exposition au risque de contrepartie en méthode avancée

### EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (CCR4)

30/06/2021		Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Valeur exposée au risque	PD moyenne pondérée (%)	LGD moyenne pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	RWA	Densité des RWA
<i>Catégories d'expositions (en millions d'euros)</i>								
Etablissements	0,00 à <0,15	40	0,03%	0,00%	2,50	-	-	
	0,15 à <0,25	-	-	-	-	-	-	
	0,25 à <0,50	-	-	-	-	-	-	
	0,50 à <0,75	-	-	-	-	-	-	
	0,75 à <2,50	-	-	-	-	-	-	
	2,50 à <10,00	-	-	-	-	-	-	
	10,00 à <100,00	-	-	-	-	-	-	
	100,00 (Défaut)	-	-	-	-	-	-	
	<b>Sous-total</b>	<b>40</b>	<b>0,03%</b>	<b>0,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Entreprises - Autres	0,00 à <0,15	6	0,03%	45,00%	2,50	-	5,61%	
	0,15 à <0,25	-	-	-	-	-	-	
	0,25 à <0,50	-	-	-	-	-	-	
	0,50 à <0,75	-	-	-	-	-	-	
	0,75 à <2,50	-	-	-	-	-	-	
	2,50 à <10,00	-	-	-	-	-	-	
	10,00 à <100,00	-	-	-	-	-	-	
	100,00 (Défaut)	-	-	-	-	-	-	
	<b>Sous-total</b>	<b>6</b>	<b>0,03%</b>	<b>45,00%</b>	<b>2,50</b>	<b>-</b>	<b>5,61%</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>46</b>	<b>0,03%</b>	<b>6,10%</b>	<b>2,50</b>	<b>-</b>	<b>0,76%</b>		

### EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE FONDATION (CCR4)

31/12/2020		Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Valeur exposée au risque	PD moyenne pondérée (%)	LGD moyenne pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	RWA	Densité des RWA
<i>Catégories d'expositions (en millions d'euros)</i>								
Etablissements	0,00 à < 0,15	523	0,03%	1,33%	2,50	-	-	
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	
	0,25 à < 0,50	-	0,30%	45,00%	2,50	-	57,64%	
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-	
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-	
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-	
	100,00 (Défaut)	-	-	-	-	-	-	
	<b>Sous-total</b>	<b>524</b>	<b>0,03%</b>	<b>1,37%</b>	<b>2,50</b>	<b>-</b>	<b>0,05%</b>	
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	644	0,03%	44,74%	2,50	46	7,11%	
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-	
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-	
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-	
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-	
	100,00 (Défaut)	-	-	-	-	-	-	
	<b>Sous-total</b>	<b>644</b>	<b>0,03%</b>	<b>44,74%</b>	<b>2,50</b>	<b>46</b>	<b>7,11%</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>1 168</b>	<b>0,03%</b>	<b>25,28%</b>	<b>2,50</b>	<b>46</b>	<b>3,95%</b>		

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (CCR4)**

30/06/2021	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Valeur exposée au risque	PD moyenne pondérée (%)	LGD moyenne pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	RWA	Densité des RWA
<i>Catégories d'expositions (en millions d'euros)</i>							
Administrations centrales et banques centrales	0.00 à <0.15	7 365	0,01%	5,15%	2,83	82	1,11%
	0.15 à <0.25	397	0,16%	9,75%	2,23	34	8,47%
	0.25 à <0.50	43	0,30%	10,00%	1,11	4	9,41%
	0.50 à <0.75	82	0,60%	10,00%	2,38	14	17,38%
	0.75 à <2.50	17	1,41%	45,00%	2,56	19	111,13%
	2.50 à <10.00	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
	10.00 à <100.00	9	18,78%	45,00%	4,35	25	267,00%
	100.00 (Défaut)	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>7 913</b>	<b>0,05%</b>	<b>5,59%</b>	<b>2,79</b>	<b>177</b>	<b>2,24%</b>	
Etablissements	0.00 à <0.15	19 788	0,04%	18,92%	2,19	1 573	7,95%
	0.15 à <0.25	2 377	0,16%	36,38%	1,94	898	37,78%
	0.25 à <0.50	1 270	0,30%	37,68%	1,77	652	51,33%
	0.50 à <0.75	621	0,60%	50,50%	1,85	599	96,45%
	0.75 à <2.50	394	0,93%	54,10%	1,46	455	115,58%
	2.50 à <10.00	19	5,00%	60,70%	0,92	37	192,43%
	10.00 à <100.00	6	19,91%	43,05%	2,96	15	253,72%
	100.00 (Défaut)	-	100,00%	45,00%	2,11	-	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>24 475</b>	<b>0,11%</b>	<b>23,00%</b>	<b>2,12</b>	<b>4 229</b>	<b>17,28%</b>	
Entreprises - Autres	0.00 à <0.15	13 768	0,04%	27,26%	1,59	1 459	10,60%
	0.15 à <0.25	3 035	0,16%	41,88%	2,66	1 422	46,85%
	0.25 à <0.50	2 252	0,30%	41,01%	1,55	1 045	46,41%
	0.50 à <0.75	2 508	0,60%	47,55%	1,10	1 668	66,48%
	0.75 à <2.50	2 268	1,09%	50,44%	1,39	2 109	93,01%
	2.50 à <10.00	102	5,01%	44,55%	2,33	161	158,07%
	10.00 à <100.00	249	16,09%	42,41%	2,04	531	212,85%
	100.00 (Défaut)	61	100,00%	45,00%	3,57	4	6,18%
<b>Sous-total</b>	<b>24 244</b>	<b>0,67%</b>	<b>34,91%</b>	<b>1,66</b>	<b>8 399</b>	<b>34,64%</b>	
Entreprises - PME	0.00 à <0.15	43	0,03%	52,32%	2,38	6	14,51%
	0.15 à <0.25	9	0,19%	54,90%	1,40	3	35,00%
	0.25 à <0.50	5	0,35%	54,94%	1,37	3	49,92%
	0.50 à <0.75	4	0,60%	52,31%	3,83	3	91,71%
	0.75 à <2.50	22	1,73%	52,22%	4,31	25	114,03%
	2.50 à <10.00	4	5,00%	52,30%	4,58	6	137,98%
	10.00 à <100.00	-	20,00%	54,92%	1,00	1	213,38%
	100.00 (Défaut)	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>87</b>	<b>0,81%</b>	<b>52,74%</b>	<b>2,85</b>	<b>46</b>	<b>53,23%</b>	
Entreprises - Financement spécialisé	0.00 à <0.15	404	0,06%	8,34%	4,30	26	6,45%
	0.15 à <0.25	1 156	0,16%	15,17%	4,47	234	20,20%
	0.25 à <0.50	597	0,30%	14,36%	3,72	139	23,31%
	0.50 à <0.75	465	0,60%	13,63%	4,15	137	29,57%
	0.75 à <2.50	555	1,09%	16,77%	3,31	222	39,97%
	2.50 à <10.00	105	5,00%	38,92%	2,52	141	133,82%
	10.00 à <100.00	67	15,87%	26,18%	3,37	97	145,63%
	100.00 (Défaut)	26	100,00%	19,06%	3,98	-	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>3 375</b>	<b>1,62%</b>	<b>15,25%</b>	<b>3,99</b>	<b>997</b>	<b>29,53%</b>	
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0.00 à <0.15	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
	0.15 à <0.25	1	0,22%	53,65%	1,00	-	24,64%
	0.25 à <0.50	1	0,44%	53,63%	1,00	1	38,10%
	0.50 à <0.75	1	0,55%	53,63%	1,00	-	43,35%
	0.75 à <2.50	2	1,28%	53,63%	1,00	1	62,61%
	2.50 à <10.00	-	4,44%	53,63%	1,00	-	82,74%
	10.00 à <100.00	-	38,43%	78,33%	1,00	-	216,60%
	100.00 (Défaut)	-	100,00%	73,62%	1,00	-	31,35%
<b>Sous-total</b>	<b>6</b>	<b>3,03%</b>	<b>54,60%</b>	<b>1,00</b>	<b>3</b>	<b>52,59%</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>60 100</b>	<b>0,41%</b>	<b>25,12%</b>	<b>2,13</b>	<b>13 851</b>	<b>23,05%</b>

**EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR PORTEFEUILLE ET PAR FOURCHETTE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (PD), PORTEFEUILLES PRUDENTIELS SUIVANTS POUR L'APPROCHE NOTATION INTERNE AVANCÉE (CCR4)**

31/12/2020	Echelle de Probabilité de Défaut (PD)	Valeur exposée au risque	PD moyenne pondérée (%)	LGD moyenne pondérée (%)	Échéance moyenne pondérée (années)	RWA	Densité des RWA
<i>Catégories d'expositions (en millions d'euros)</i>							
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	8 257	0,01%	5,67%	2,85	89	1,08%
	0,15 à < 0,25	385	0,16%	9,98%	2,05	29	7,53%
	0,25 à < 0,50	21	0,30%	10,00%	2,54	2	9,45%
	0,50 à < 0,75	24	0,60%	10,00%	1,77	6	24,31%
	0,75 à < 2,50	101	0,80%	45,00%	1,09	72	71,45%
	2,50 à < 10,00	8	5,00%	58,78%	3,55	15	197,58%
	10,00 à < 100,00	-	20,00%	77,17%	3,68	-	249,17%
	100,00 (Défaut)	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>8 796</b>	<b>0,03%</b>	<b>6,38%</b>	<b>2,80</b>	<b>214</b>	<b>2,44%</b>	
Etablissements	0,00 à < 0,15	18 906	0,04%	14,78%	1,76	1 514	8,01%
	0,15 à < 0,25	2 510	0,16%	34,04%	2,12	944	37,59%
	0,25 à < 0,50	2 073	0,30%	41,94%	1,20	953	45,96%
	0,50 à < 0,75	738	0,60%	47,37%	1,43	635	86,04%
	0,75 à < 2,50	980	0,82%	25,69%	2,85	443	45,17%
	2,50 à < 10,00	19	5,00%	83,92%	0,76	48	252,29%
	10,00 à < 100,00	4	19,81%	39,70%	3,13	9	206,80%
	100,00 (Défaut)	5	100,00%	45,01%	4,35	2	54,17%
<b>Sous-total</b>	<b>25 236</b>	<b>0,14%</b>	<b>20,33%</b>	<b>1,78</b>	<b>4 548</b>	<b>18,02%</b>	
Entreprises - Autres	0,00 à < 0,15	14 961	0,04%	33,21%	1,73	1 597	10,67%
	0,15 à < 0,25	2 498	0,16%	45,43%	2,17	1 096	43,86%
	0,25 à < 0,50	2 478	0,30%	45,13%	2,02	1 105	44,59%
	0,50 à < 0,75	2 782	0,60%	43,51%	1,93	1 650	59,30%
	0,75 à < 2,50	2 059	1,19%	48,87%	2,51	1 827	88,76%
	2,50 à < 10,00	129	5,00%	32,72%	2,17	180	139,51%
	10,00 à < 100,00	110	14,40%	43,09%	2,23	237	214,53%
	100,00 (Défaut)	57	100,00%	45,36%	2,44	6	10,11%
<b>Sous-total</b>	<b>25 074</b>	<b>0,55%</b>	<b>38,10%</b>	<b>1,90</b>	<b>7 697</b>	<b>30,70%</b>	
Entreprises - PME	0,00 à < 0,15	54	0,03%	47,31%	2,56	8	14,55%
	0,15 à < 0,25	4	0,18%	31,50%	2,02	1	33,65%
	0,25 à < 0,50	14	0,30%	43,75%	1,20	6	44,81%
	0,50 à < 0,75	6	0,60%	42,95%	2,78	5	89,25%
	0,75 à < 2,50	27	1,67%	33,29%	2,50	28	102,79%
	2,50 à < 10,00	5	5,00%	41,58%	3,92	6	127,39%
	10,00 à < 100,00	1	16,39%	23,16%	1,96	2	176,38%
	100,00 (Défaut)	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
<b>Sous-total</b>	<b>111</b>	<b>0,87%</b>	<b>42,14%</b>	<b>2,42</b>	<b>57</b>	<b>51,04%</b>	
Entreprises - Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	690	0,06%	12,04%	3,81	44	6,31%
	0,15 à < 0,25	1 172	0,16%	12,80%	3,72	236	20,15%
	0,25 à < 0,50	698	0,30%	12,79%	3,66	119	17,06%
	0,50 à < 0,75	680	0,60%	13,15%	3,07	187	27,46%
	0,75 à < 2,50	804	1,03%	15,75%	3,48	325	40,36%
	2,50 à < 10,00	59	5,00%	13,36%	3,57	34	57,21%
	10,00 à < 100,00	78	15,85%	16,19%	3,07	103	132,80%
	100,00 (Défaut)	31	100,00%	31,94%	2,69	-	0,99%
<b>Sous-total</b>	<b>4 212</b>	<b>1,50%</b>	<b>13,51%</b>	<b>3,55</b>	<b>1 047</b>	<b>24,87%</b>	
Autres crédits aux petites et moyennes entités	0,00 à < 0,15	-	0,11%	22,36%	1,00	-	12,48%
	0,15 à < 0,25	1	0,19%	30,04%	1,75	-	28,81%
	0,25 à < 0,50	2	0,44%	32,67%	1,52	1	44,88%
	0,50 à < 0,75	-	0,00%	0,00%	-	-	0,00%
	0,75 à < 2,50	2	1,28%	36,27%	1,25	1	72,60%
	2,50 à < 10,00	-	5,33%	44,18%	1,25	-	107,46%
	10,00 à < 100,00	-	44,52%	39,38%	1,12	-	584,60%
	100,00 (défaut)	-	100,00%	79,02%	1,09	-	73,76%
<b>Sous-total</b>	<b>5</b>	<b>4,29%</b>	<b>35,49%</b>	<b>1,43</b>	<b>3</b>	<b>62,73%</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>63 435</b>	<b>0,38%</b>	<b>25,01%</b>	<b>-</b>	<b>13 567</b>	<b>21,39%</b>

## 2.2.3.5 Sûretés

### COMPOSITION DES SÛRETÉS POUR LES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE (CCR5)

30/06/2021 (en millions d'euros)		Sûretés utilisées dans des contrats dérivés				Sûretés utilisées dans des opérations de financement sur titres			
		Juste valeur des sûretés reçues		Juste valeur des sûretés données		Juste valeur des sûretés reçues		Juste valeur des sûretés données	
		Ségréguées	Non ségréguées	Ségréguées	Non ségréguées	Ségréguées	Non ségréguées	Ségréguées	Non ségréguées
1	Espèces – monnaie nationale	-	15 532	24 264	2 423	-	345	-	511
2	Espèces – autres monnaies	-	6 825	292	1 108	-	248	-	-
3	Dette souveraine nationale	-	2 966	-	183	-	225 918	-	153 910
4	Autre dette souveraine	-	640	-	-	-	125 392	-	106 106
5	Dette des administrations publiques	-	1 336	1 498	-	-	13 900	-	9 204
6	Obligations d'entreprise	-	74	-	-	-	20 360	-	19 174
7	Actions	-	253	-	-	-	16 655	-	18 163
8	Autres sûretés	-	366	15 168	-	-	1 355	-	1 997
9	<b>TOTAL</b>	-	<b>27 992</b>	<b>41 223</b>	<b>3 714</b>	-	<b>404 174</b>	-	<b>309 065</b>

## 2.2.3.6 Évolution des RWA en méthode des modèles internes (IMM)

### ETATS DES FLUX DES RWA RELATIFS AUX EXPOSITIONS AU CCR DANS LE CADRE DE L'IMM (CCR7)

30/06/2021

(en millions d'euros)		RWA
0010	<b>RWA à la fin de la période précédente (31/03/2021)</b>	<b>10 581</b>
0020	Taille de l'actif	(823)
0030	Qualité de crédit des contreparties	48
0040	Mise à jour des modèles (IMM uniquement)	-
0050	Méthodologie et politiques (IMM uniquement)	-
0060	Acquisitions et cessions	-
0070	Variation des taux de change	556
0080	Autres	22
0090	<b>RWA à la fin de la période considérée (30/06/2021)</b>	<b>10 384</b>

## 2.2.3.7 Expositions sur les contreparties centrales (CCP)

### EXPOSITIONS SUR LES CONTREPARTIES CENTRALES (CCP) (CCR8)

		30/06/2021	
		Valeur exposée au risque	RWA
<i>(en millions d'euros)</i>			
1	<b>Expositions aux contreparties centrales éligibles (total)</b>		<b>437</b>
2	Expositions pour les opérations auprès de contreparties centrales éligibles (à l'exclusion des marges initiales et des contributions au fonds de défaillance); dont	6 887	138
3	(i) dérivés de gré à gré	1 471	29
4	(ii) Dérivés négociés en bourse	307	6
5	(iii) opérations de financement sur titres	5 109	102
6	(iv) Ensembles de compensation pour lesquels la compensation multiproduits a été approuvée	-	-
7	Marge initiale faisant l'objet d'une ségrégation	2 739	
8	Marge initiale ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	5 575	111
9	Contributions préfinancées au fonds de défaillance	1 120	187
10	Contributions non financées au fonds de défaillance	-	-
11	<b>Expositions aux contreparties centrales non éligibles (total)</b>		<b>-</b>
12	Expositions pour les opérations auprès de contreparties centrales non éligibles (à l'exclusion des marges initiales et des contributions au fonds de défaillance) dont :	-	-
13	(i) dérivés de gré à gré	-	-
14	(ii) Dérivés négociés en bourse	-	-
15	(iii) Opérations de financement sur titres	-	-
16	(iv) Ensembles de compensation pour lesquels la compensation multiproduits a été approuvée	-	-
17	Marge initiale faisant l'objet d'une ségrégation	-	
18	Marge initiale ne faisant pas l'objet d'une ségrégation	-	-
19	Contributions préfinancées au fonds de défaillance	-	-
20	Contributions non financées au fonds de défaillance	-	-

### 2.2.3.8 CVA

#### EXIGENCE DE FONDS PROPRES EN REGARD DE L'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT (CVA) (CCR2)

		30/06/2021		31/12/2020	
		Valeur d'exposition	RWA	Valeur d'exposition	RWA
<i>(en millions d'euros)</i>					
1	Total des transactions soumises à la méthode avancée	16 268	2 357	14 796	2 637
2	(i) Composante VaR (incluant le multiplicateur x3)	-	275	-	546
3	(ii) Composante sVaR (incluant le multiplicateur x3)	-	2 083	-	2 091
4	Transactions soumises à la méthode standard	28 563	2 205	22 742	1 691
EU4	Transactions soumises à l'approche alternative (basée sur la méthode de l'exposition initiale)	-	-	-	-
5	<b>Total des transactions soumises aux exigences de fonds propres au titre du risque d'ajustement de la valeur du crédit</b>	<b>44 831</b>	<b>4 563</b>	<b>37 537</b>	<b>4 328</b>

### 2.2.3.9 Techniques de réduction du risque de crédit et de contrepartie

#### VUE D'ENSEMBLE DES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE DE CRÉDIT (ARC) : PUBLICATION DE L'UTILISATION DES TECHNIQUES D'ARC (RC3)

30/06/2021		Valeur comptable non garanties	Valeur comptable garanties	Dont garantie par des sûretés	Dont garantie par des garanties financières	Dont garantie par des dérivés de crédit
<i>(en millions d'euros)</i>						
1	Prêts et avances	975 714	207 422	92 499	114 923	7 716
2	Titres de créance	124 191	-	-	-	-
3	<b>TOTAL</b>	<b>1 099 905</b>	<b>207 422</b>	<b>92 499</b>	<b>114 923</b>	<b>7 716</b>
4	Dont: expositions non performantes	10 875	3 792	2 689	1 103	-

31/12/2020		Valeur comptable non garanties	Valeur comptable garanties	Dont garantie par des sûretés	Dont garantie par des garanties financières	Dont garantie par des dérivés de crédit
<i>(en millions d'euros)</i>						
1	Prêts et avances	824 014	257 460	130 156	109 513	17 791
2	Titres de créance	120 301	-	-	-	-
3	<b>TOTAL</b>	<b>944 316</b>	<b>257 460</b>	<b>130 156</b>	<b>109 513</b>	<b>17 791</b>
4	Dont: expositions non performantes	10 749	3 747	2 100	1 391	256

## 2.2.3.10 Techniques de réduction du risque appliquées au risque de contrepartie

### Dérivés de crédit utilisés en couverture

Ces techniques sont présentées dans le chapitre « Gestion des risques », partie 2.4.II.4 « Risque de crédit – Mécanismes de réduction du risque de crédit – Utilisation de dérivés de crédit » du document d'enregistrement universel à fin 2020 de Crédit Agricole S.A.

### EXPOSITIONS SUR DÉRIVÉS DE CRÉDIT (CCR6)

30/06/2021

<i>(en millions d'euros)</i>		Protection achetée	Protection vendue
<b>Montants notionnels</b>			
0010	CDS mono-émetteurs	19 651	12 014
0020	CDS indiciels	3 077	705
0030	Total contrats d'échange	16 464	1 012
0040	Options de crédit	-	-
0050	Autres dérivés de crédit	-	-
0060	<b>TOTAL montants notionnels</b>	<b>39 193</b>	<b>13 731</b>
<b>Justes valeurs</b>			
0070	Juste valeur positive (actif)	106	377
0080	Juste valeur négative (passif)	(391)	(153)

## 2.2.4 Expositions sur actions du portefeuille bancaire

### EXPOSITIONS SOUS FORME D' ACTIONS FAISANT L'OBJET DE LA METHODE DE PONDERATION SIMPLE (CR10.5)

30/06/2021

Catégories

*(en millions d'euros)*

	Montants au bilan	Montants hors bilan	Pondération de risque	Valeurs des expositions	RWA	Montant des pertes anticipées
Expositions sur capital-investissement	1 135	52	190%	1 187	2 255	9
Expositions sur actions cotées	80	-	290%	80	232	1
Autres expositions en actions	10 239	-	370%	10 239	37 886	246
<b>TOTAL</b>	<b>11 454</b>	<b>52</b>		<b>11 506</b>	<b>40 372</b>	<b>256</b>

## EXPOSITIONS SOUS FORME D' ACTIONS FAISANT L'OBJET DE LA METHODE DE PONDERATION SIMPLE (CR10.5)

31/12/2020						
Catégories	Montants au bilan	Montants hors bilan	Pondération de risque	Valeurs des expositions	RWA	Montant des pertes anticipées
<i>(en millions d'euros)</i>						
Expositions sur capital-investissement	1 087	29	190%	1 115	2 119	9
Expositions sur actions cotées	76	-	290%	76	220	1
Autres expositions en actions	9 467	-	370%	9 467	35 026	227
<b>TOTAL</b>	<b>10 629</b>	<b>29</b>		<b>10 658</b>	<b>37 365</b>	<b>237</b>

## 2.3 Titrisation

### 2.3.1.1 Valeurs exposées aux risques des titrisations du portefeuille bancaire génératrices d'emplois pondérés

#### EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE IRB ET STD (SEC1)

30/06/2021

	Banque agissant comme émetteur							Banque agissant comme mandataire				Banque agissant comme investisseur				
	Classique				Synthétique			Classique		Synthétique	Sous-total	Classique		Synthétique	Sous-total	
	STS		non-STs		Dont TSR	Sous-total	STS	non-STs	STS			non-STs				
	Dont TSR	Dont TSR	Dont TSR	Sous-total												
(en millions d'euros)																
1	<b>Total des expositions</b>	15 826	-	898	-	10 618	10 618	27 342	3 634	14 657	-	18 291	642	2 167	6	2 815
2	Clientèle de détail (total)	107	-	295	-	-	-	402	1 472	7 638	-	9 110	641	1 211	6	1 858
3	Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	509	11	-	520
4	Cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Autres expositions sur la clientèle de détail	107	-	295	-	-	-	402	1 472	7 638	-	9 110	131	1 180	-	1 311
6	Retitrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20	6	-	26
7	De gros (total)	15 719	-	604	-	10 618	10 618	26 940	2 162	7 019	-	9 181	1	956	-	957
8	Prêts aux entreprises	-	-	-	-	8 168	8 168	8 168	-	1 162	-	1 162	-	-	-	-
9	Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11	-	11
10	Crédits-bails et créances	15 719	-	604	-	-	-	16 322	2 162	4 144	-	6 306	1	227	-	228
11	Autres expositions sur la clientèle de gros	-	-	-	-	2 450	2 450	2 450	-	1 713	-	1 713	-	718	-	718
12	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

31/12/2020

	Banque agissant comme émetteur							Banque agissant comme mandataire				Banque agissant comme investisseur				
	Classique				Synthétique			Classique		Synthétique	Sous-total	Classique		Synthétique	Sous-total	
	STS		non-STs		Dont TSR	Sous-total	STS	non-STs	STS			non-STs				
	Dont TSR	Dont TSR	Dont TSR	Sous-total												
(en millions d'euros)																
1	<b>Total des expositions</b>	14 699	43	2 791	11	7 232	7 223	24 722	3 210	14 331	-	17 541	358	2 332	-	2 690
2	Clientèle de détail (total)	43	43	607	11	-	-	650	1 975	7 143	-	9 118	357	1 048	-	1 405
3	Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	357	43	-	400
4	Cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Autres expositions sur la clientèle de détail	43	43	607	11	-	-	650	1 975	7 143	-	9 118	-	980	-	980
6	Retitrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24	-	-	24
7	De gros (total)	14 657	-	2 184	-	7 232	7 223	24 072	1 235	7 188	-	8 423	1	1 284	-	1 285
8	Prêts aux entreprises	-	-	-	-	6 703	6 694	6 703	-	1 141	-	1 141	-	-	-	-
9	Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16	-	16
10	Crédits-bails et créances	14 657	-	2 184	-	-	-	16 840	1 235	4 456	-	5 691	1	525	-	527
11	Autres expositions sur la clientèle de gros	-	-	-	-	529	529	529	-	1 591	-	1 591	-	743	-	743
12	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

**EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ASSOCIÉES – BANQUE AGISSANT COMME ÉMETTEUR OU MANDATAIRE IRB ET STD (SEC3)**

**30/06/2021**

	Valeurs des expositions (par fourchette de pondération des risques)					Valeurs des expositions (par approche réglementaire)				RWA par approche réglementaire				Exigence de fonds propres après plafonnement				
	≤20% RW	>20% à 50% RW	>50% à 100% RW	>100% à <1250% RW	1250% RW/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/ déductions	
<i>(en millions d'euros)</i>																		
1	<b>Total des expositions</b>	38 173	5 344	2 105	-	10	11 454	30 677	3 502	-	2 977	4 848	588	-	238	388	47	-
2	Transaction de type classique	31 231	3 615	95	-	-	836	30 677	3 428	-	125	4 813	517	-	10	385	41	-
3	Dont titrisation	31 231	3 615	95	-	-	836	30 677	3 428	-	125	4 813	517	-	10	385	41	-
4	Dont de détail sous-jacent	9 295	155	61	-	-	-	7 258	2 253	-	-	1 148	342	-	-	92	27	-
5	Dont STS	1 553	25	-	-	-	-	1 472	-	-	-	154	11	-	-	12	1	-
6	Dont de gros	21 936	3 459	34	-	-	836	23 419	1 175	-	125	3 665	174	-	10	293	14	-
7	Dont STS	15 878	1 930	-	-	-	-	17 789	19	-	-	2 569	1	-	-	206	-	-
8	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Transaction de type synthétique	6 868	1 730	2 010	-	10	10 618	-	-	-	2 852	-	-	-	228	-	-	-
10	Titrisation	6 868	1 730	2 010	-	10	10 618	-	-	-	2 852	-	-	-	228	-	-	-
11	Dont de détail sous-jacent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Dont de gros	6 868	1 730	2 010	-	10	10 618	-	-	-	2 852	-	-	-	228	-	-	-
13	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

**31/12/2020**

	Valeurs des expositions (par fourchette de pondération des risques)					Valeurs des expositions (par approche réglementaire)				RWA par approche réglementaire				Exigence de fonds propres après plafonnement				
	≤20% RW	>20% à 50% RW	>50% à 100% RW	>100% à <1250% RW	1250% RW/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/ déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/ déductions	
<i>(en millions d'euros)</i>																		
1	<b>Total des expositions</b>	32 987	9 083	23	17	5	7 947	30 783	3 380	-	2 100	5 125	585	-	168	410	47	-
2	Transaction de type classique	30 227	4 620	23	13	-	724	30 783	3 376	-	140	5 125	528	-	11	410	42	-
3	Dont titrisation	30 227	4 620	23	13	-	724	30 783	3 376	-	140	5 125	528	-	11	410	42	-
4	Dont de détail sous-jacent	9 582	60	23	13	-	-	7 617	2 060	-	-	1 176	332	-	-	94	27	-
5	Dont STS	1 945	60	-	13	-	-	1 988	-	-	-	235	-	-	-	19	-	-
6	Dont de gros	20 645	4 560	-	-	-	724	23 166	1 316	-	140	3 949	196	-	11	316	16	-
7	Dont STS	14 066	1 826	-	-	-	-	15 620	19	-	-	2 423	1	-	-	194	-	-
8	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Transaction de type synthétique	2 760	4 463	-	5	5	7 223	-	5	-	1 959	-	57	-	157	-	5	-
10	Titrisation	2 760	4 463	-	5	5	7 223	-	5	-	1 959	-	57	-	157	-	5	-
11	Dont de détail sous-jacent	-	-	-	5	5	-	-	5	-	-	-	57	-	-	-	5	-
12	Dont de gros	2 760	4 463	-	-	-	7 223	-	-	-	1 959	-	-	-	157	-	-	-
13	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

## EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ASSOCIÉES – BANQUE AGISSANT COMME INVESTISSEUR IRB ET STD (SEC4)

30/06/2021

		Valeurs des expositions (par fourchette de pondération des risques)					Valeurs des expositions (par approche réglementaire)				RWA par approche réglementaire				Exigence de fonds propres après plafonnement			
		≤20% RW	>20% à 50% RW	>50% à 100% RW	>100% à <1250% RW	1250% RW/déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/déductions
(en millions d'euros)																		
1	<b>Total des expositions</b>	2 278	457	35	18	26	947	865	1 003	-	234	146	672	1	19	12	54	-
2	Transaction de type classique	2 178	457	35	18	20	947	865	896	-	234	146	356	1	19	12	28	-
3	Dont titrisation	2 178	457	35	18	-	947	865	876	-	234	146	107	1	19	12	9	-
4	Dont de détail sous-jacent	1 273	457	1	-	-	437	733	561	-	150	113	59	1	12	9	5	-
5	Dont STS	641	-	-	-	-	-	132	509	-	-	13	51	-	-	1	4	-
6	Dont de gros	905	-	34	18	-	510	132	315	-	84	34	47	-	7	3	4	-
7	Dont STS	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Re-titrisation	-	-	-	-	20	-	-	20	-	-	-	249	-	-	-	20	-
9	Transaction de type synthétique	-	-	-	-	6	-	-	6	-	-	-	80	-	-	-	6	-
10	Titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Dont de détail sous-jacent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Dont de gros	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Re-titrisation	-	-	-	-	6	-	-	6	-	-	-	80	-	-	-	6	-

31/12/2020

		Valeurs des expositions (par fourchette de pondération des risques)					Valeurs des expositions (par approche réglementaire)				RWA par approche réglementaire				Exigence de fonds propres après plafonnement			
		≤20% RW	>20% à 50% RW	>50% à 100% RW	>100% à <1250% RW	1250% RW/déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/déductions	SEC-IRBA	SEC-ERBA (incluant IAA)	SEC-SA	1250%/déductions
(en millions d'euros)																		
1	<b>Total des expositions</b>	2 188	566	38	46	-	1 013	854	977	-	270	89	586	1	22	7	47	-
2	Transaction de type classique	2 188	566	38	46	-	1 013	854	977	-	270	89	585	1	22	7	47	-
3	Dont titrisation	2 188	566	38	23	-	1 013	854	953	-	270	89	274	1	22	7	22	-
4	Dont de détail sous-jacent	928	566	1	-	-	501	425	569	-	172	72	75	1	14	6	6	-
5	Dont STS	357	-	-	-	-	-	-	357	-	-	-	36	-	-	-	3	-
6	Dont de gros	1 260	-	37	23	-	512	428	384	-	98	17	199	-	8	1	16	-
7	Dont STS	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Re-titrisation	-	-	-	24	-	-	-	24	-	-	-	311	-	-	-	25	-
9	Transaction de type synthétique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-
10	Titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Dont de détail sous-jacent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Dont de gros	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-

## EXPOSITIONS DE TITRISATION - EXPOSITIONS EN DEFAUT ET AJUSTEMENT DE RISQUE DE CREDIT SPECIFIQUE (SEC5)

30/06/2021

(en millions d'euros)		Exposition titrisée - Etablissement agissant en tant qu'émetteur ou mandataire		
		Montant total du nominal		Montant total des ajustements de risque de crédit spécifique sur la période
			Dont expositions en défaut	
1	<b>Total des expositions</b>	45 633	1 161	-
2	Clientèle de Détail (Total)	9 512	16	-
3	Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-
4	Carte de crédit	-	-	-
5	Autres expositions de détail	9 512	16	-
6	Re-titrisation	-	-	-
7	De gros (total)	36 121	1 145	-
8	Prêts aux entreprises	9 329	20	-
9	Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-
10	Crédits-bails et créances	22 629	1 124	-
11	Autres expositions de gros	4 163	1	-
12	Re-titrisation	-	-	-

31/12/2020

		Exposition titrisée - Etablissement agissant en tant qu'émetteur ou mandataire		
		Montant total du nominal		Montant total des ajustements de risque de crédit spécifique sur la période
			Dont expositions en défaut	
(en millions d'euros)				
1	<b>Total des expositions</b>	<b>42 263</b>	<b>692</b>	-
2	Clientèle de Détail (Total)	9 768	29	-
3	Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-
4	Carte de crédit	-	-	-
5	Autres expositions de détail	9 768	29	-
6	Re-titrisation	-	-	-
7	De gros (total)	32 495	663	-
8	Prêts aux entreprises	7 844	23	-
9	Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-
10	Crédits-bails et créances	22 531	639	-
11	Autres expositions de gros	2 120	1	-
12	Re-titrisation	-	-	-

## 2.3.2 Valeurs exposées aux risques des titrisations du portefeuille de négociation génératrices d'emplois pondérés

Valeurs exposées aux risques des opérations de titrisation ventilées par rôle

### EXPOSITIONS DE TITRISATION DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (SEC2)

30/06/2021		Banque agissant comme émetteur				Banque agissant comme mandataire				Banque agissant comme investisseur			
		classique		synthétique	Sous-total	classique		synthétique	Sous-total	classique		synthétique	Sous-total
		STS	Non-STS			STS	Non-STS			STS	Non-STS		
<i>(en millions d'euros)</i>													
1	<b>Total des expositions</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	196	-	196
2	Clientèle de détail (total)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	186	-	186
3	Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	117	-	117
4	Cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Autres expositions sur la clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	53	-	53
6	Retitrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16	-	16
7	De gros (total)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	-	10
8	Prêts aux entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10	Crédits-bails et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Autres expositions sur la clientèle de gros	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	-	10
12	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

31/12/2020		Banque agissant comme émetteur				Banque agissant comme mandataire				Banque agissant comme investisseur			
		classique		synthétique	Sous-total	classique		synthétique	Sous-total	classique		synthétique	Sous-total
		STS	Non-STS			STS	Non-STS			STS	Non-STS		
<i>(en millions d'euros)</i>													
1	<b>Total des expositions</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	168	-	168
2	Clientèle de détail (total)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Prêts immobiliers résidentiels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	Cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5	Autres expositions sur la clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Retitrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7	De gros (total)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	168	-	168
8	Prêts aux entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Prêts immobiliers commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10	Crédits-bails et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Autres expositions sur la clientèle de gros	-	-	-	-	-	-	-	-	-	152	-	152
12	Re-titrisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16	-	16

Les valeurs exposées aux risques portent uniquement sur les titrisations classiques.

## 2.4 Risques de marché

### 2.4.1 Expositions aux risques de marché du portefeuille de négociation

#### 2.4.1.1 Emplois pondérés des expositions en méthode standard

##### EMPLOIS PONDÉRÉS DES EXPOSITIONS EN MÉTHODE STANDARD (MR1)

		30/06/2021	31/12/2020
		RWA	RWA
<i>(en millions d'euros)</i>			
	Produits fermes		
1	Risque de taux d'intérêt (général et spécifique)	813	470
2	Risque sur actions (général et spécifique)	-	-
3	Risque de change	4 148	3 883
4	Risque sur produits de base	44	7
	Options		
5	Approche simplifiée	-	-
6	Méthode delta-plus	6	1
7	Approche par scénario	23	4
8	Titrisation (risque spécifique)	60	56
9	<b>TOTAL</b>	<b>5 095</b>	<b>4 420</b>

## 2.4.1.2 Expositions en méthode modèle interne

### Emplois pondérés et exigences de fonds propres

#### RISQUE DE MARCHÉ DANS LE CADRE DE L'APPROCHE DU MODÈLE INTERNE (MR2-A)

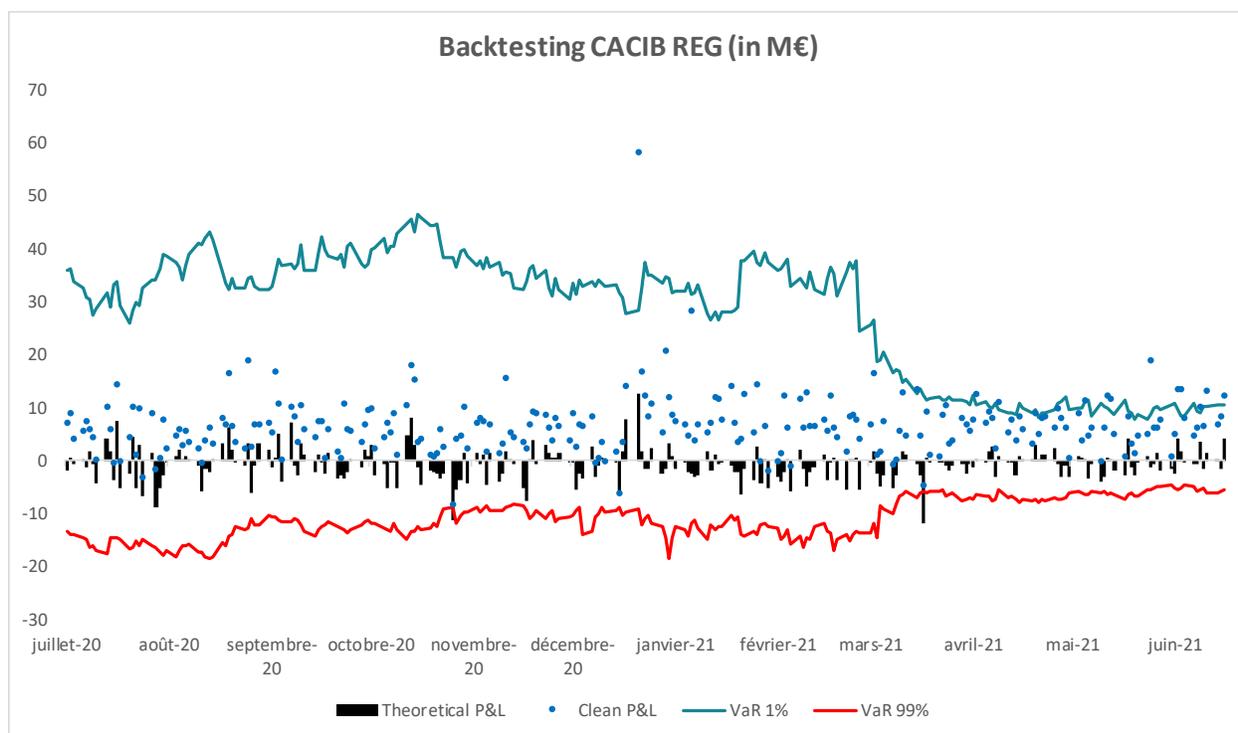
		30/06/2021		31/12/2020	
		RWA	Exigences minimales de fonds propres	RWA	Exigences minimales de fonds propres
<i>(en millions d'euros)</i>					
<b>1</b>	<b>VaR (max entre les valeurs a et b)</b>	<b>1 019</b>	<b>82</b>	<b>1 694</b>	<b>136</b>
(a)	VaR de la veille (VaRt-1)		18	-	29
(b)	Facteur de multiplication (mc) x Moyenne, sur les soixante derniers jours ouvrés (VaRavg)		82	-	136
<b>2</b>	<b>SVaR (max entre les valeurs a et b)</b>	<b>2 331</b>	<b>187</b>	<b>2 188</b>	<b>175</b>
(a)	Dernière SVaR disponible (SVaRt-1))		59	-	37
(b)	Facteur de multiplication (mc) x Moyenne, sur les soixante derniers jours ouvrés (sVaRavg)		187	-	175
<b>3</b>	<b>Risque additionnel de défaut et de migration - IRC (max entre les valeurs a et b)</b>	<b>1 642</b>	<b>131</b>	<b>1 451</b>	<b>116</b>
(a)	Mesure la plus récente de l'IRC		109	-	69
(b)	Moyenne des mesures des risques d'IRC sur les 12 semaines précédentes		131	-	116
<b>4</b>	<b>Mesure du risque global (valeur la plus élevée entre a, b et c)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
(a)	Mesure la plus récente de la mesure du risque global	-	-	-	-
(b)	Moyenne des mesures des risques pour le risque global sur les 12 semaines précédentes	-	-	-	-
(c)	Plancher de la mesure du risque global	-	-	-	-
<b>5</b>	<b>Autre</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>6</b>	<b>TOTAL</b>	<b>4 993</b>	<b>399</b>	<b>5 333</b>	<b>427</b>

## Valeurs résultantes de l'utilisation des modèles internes

### VALEUR DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION SELON L'APPROCHE DES MODÈLES INTERNES (AMI) (MR3)

<i>(en millions d'euros)</i>		30/06/2021	31/12/2020
<b>1</b>	<b>VaR (10 jours, 99 %)</b>		
2	Valeur maximale	59	47
3	Valeur moyenne	30	34
4	Valeur minimale	15	26
5	Valeur en fin de période	18	29
<b>6</b>	<b>VaR en période de tensions (10 jours, 99 %)</b>		
7	Valeur maximale	59	68
8	Valeur moyenne	42	44
9	Valeur minimale	31	35
10	Fin de période	59	37
<b>11</b>	<b>Exigence de fonds propres au titre de l'IRC (99,9 %)</b>		
12	Valeur maximale	230	198
13	Valeur moyenne	96	89
14	Valeur minimale	64	53
15	Valeur en fin de période	84	53
<b>16</b>	<b>Exigence de fonds propres au titre du CRM (99,9 %)</b>		
17	Valeur maximale	-	-
18	Valeur moyenne	-	-
19	Valeur minimale	-	-
20	Valeur en fin de période	-	-
21	Plancher (méthode de mesure standard)	-	-

## 2.4.2 Back testing du modèle de VAR (MR4)



### 3. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Template EU LIQ1 - Quantitative information of LCR

Informations quantitatives									
Niveau de consolidation : consolidé		Total de la valeur non pondérée (moyenne)				Total de la valeur pondérée (moyenne)			
(en millions d'euros)		30/09/2020	31/12/2020	31/03/2021	30/06/2021	30/09/2020	31/12/2020	31/03/2021	30/06/2021
EU 1a	Trimestre se terminant le								
EU 1b	Nombre de points utilisés pour le calcul des moyennes	12	12	12	12	12	12	12	12
<b>ACTIFS LIQUIDES DE HAUTE QUALITE</b>									
1	Total des actifs de haute qualité (HQLA)					254 214	283 133	311 041	330 779
<b>SORTIES DE TRESORERIE</b>									
2	Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont:	375 891	370 593	365 399	372 172	23 775	23 590	23 394	23 925
3	Dépôts stables	289 534	279 342	269 107	272 394	14 477	13 967	13 455	13 620
4	Dépôts moins stables	86 357	91 251	96 292	99 778	9 298	9 623	9 939	10 305
5	Financement de gros non garanti	309 000	328 550	347 311	359 959	155 644	166 102	176 604	186 031
6	Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives	142 574	155 798	170 691	180 969	50 225	56 325	64 961	73 876
7	Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	150 623	156 956	160 904	162 037	89 617	93 982	95 927	95 202
8	Créances non garanties	15 803	15 795	15 716	16 953	15 803	15 795	15 716	16 953
9	Financement de gros garanti					22 492	22 277	22 371	23 731
10	Exigences supplémentaires	162 116	164 339	166 694	168 453	43 697	44 762	45 401	45 384
11	Sorties associées à des expositions sur instruments dérivés et autres exigences de sûreté	18 860	20 355	21 470	22 400	14 735	16 127	16 909	16 988
12	Sorties associées à des pertes de financement sur des produits de créance	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Facilités de crédit et de trésorerie	143 256	143 984	145 224	146 053	28 962	28 635	28 492	28 395
14	Autres obligations de financement contractuel	45 489	34 432	36 208	38 212	2 619	3 001	4 100	4 498
15	Autres obligations de financement éventuel	49 661	49 506	51 083	54 538	2 931	2 984	2 744	2 917
16	<b>TOTAL DES SORTIES DE TRESORERIE</b>					<b>251 158</b>	<b>262 716</b>	<b>274 614</b>	<b>286 486</b>
<b>ENTREES DE TRESORERIE</b>									
17	Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)	161 654	161 345	165 584	181 891	20 894	21 349	22 105	24 020
18	Entrées provenant des expositions pleinement performantes	85 623	72 497	58 820	59 366	44 163	43 603	43 504	43 345
19	Autres entrées de trésorerie	5 528	6 732	6 759	7 609	5 528	6 732	6 759	7 609
EU-19a	(Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible)					-	-	-	-
EU-19b	(Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit lié)					-	-	-	-
20	<b>TOTAL DES ENTREES DE TRESORERIE</b>	<b>252 804</b>	<b>240 574</b>	<b>231 163</b>	<b>248 866</b>	<b>70 585</b>	<b>71 684</b>	<b>72 367</b>	<b>74 975</b>
EU-20a	Entrées de trésorerie entièrement exemptées	-	-	-	-	-	-	-	-
EU-20b	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90%	-	-	-	-	-	-	-	-
EU-20c	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75%	216 885	204 656	196 195	212 188	70 585	71 684	72 367	74 975
<b>TOTAL DE LA VALEUR AJUSTEE</b>									
21	COUSSIN DE LIQUIDITE					254 214	283 133	311 041	330 779
22	TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRESORERIE					180 573	191 032	202 247	211 511
23	<b>RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITE</b>					<b>140,78%</b>	<b>148,21%</b>	<b>153,79%</b>	<b>156,39%</b>

## Template EU LIQ2: Net Stable Funding Ratio

selon Article 451a(3) CRR

<b>Ratio de Financement Stable Net (NSFR) au 30/06/2021</b>	a	b	c	d	e
<i>(en millions d'euros)</i>	Valeur non pondérée, par maturité résiduelle				Valeur pondérée
	Sans maturité	< 6 mois	6 mois à < 1 an	≥ 1 an	

<b>Financement stable disponible (ASF)</b>						
1	Capital et instruments de fonds propres	<b>70 313</b>	<b>2</b>	-	<b>19 149</b>	<b>89 462</b>
2	<i>Fonds propres</i>	70 313	2	-	19 149	89 462
3	<i>Autres instruments de capital</i>		-	-	-	-
4	Dépôts de détail		<b>387 003</b>	<b>2 205</b>	<b>4 907</b>	<b>369 143</b>
5	<i>Dépôts stables</i>		278 886	89	2 447	267 473
6	<i>Dépôts moins stables</i>		108 117	2 116	2 460	101 670
7	Financement de gros		<b>626 782</b>	<b>42 906</b>	<b>342 316</b>	<b>511 916</b>
8	<i>Dépôts opérationnels</i>		144 710	-	-	72 355
9	<i>Autres financements de gros</i>		482 072	42 906	342 316	439 561
10	Passifs interdépendants		<b>69 913</b>	-	-	-
11	Autres passifs	-	<b>105 244</b>	<b>2 079</b>	<b>8 254</b>	<b>9 294</b>
12	<i>Dérivés passifs NSFR</i>	-				-
13	<i>Autres passifs et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus</i>		105 244	2 079	8 254	9 294
<b>14</b>	<b>Total financement stable disponible (ASF)</b>					<b>979 815</b>

<b>Besoin de financement stable (RSF)</b>						
15	Total des actifs liquides de haute qualité (HQLA)					<b>12 644</b>
EU-15a	Actifs grevés pour une durée résiduelle d'au moins un an dans un pool de couverture		<b>406</b>	<b>409</b>	<b>19 468</b>	<b>17 241</b>
16	Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles		<b>6 130</b>	-	-	<b>3 065</b>
17	Prêts et titres performants		<b>400 418</b>	<b>110 371</b>	<b>591 192</b>	<b>664 137</b>
18	<i>Opérations de financement sur titres avec des clients financiers garanties par des titres HQLA de niveau 1 soumis à une décote de 0%</i>		160 658	12 338	2 770	11 415
19	<i>Opérations de financement sur titres avec des clients financiers garanties par d'autres actifs et prêts et avances aux établissements financiers</i>		133 194	56 237	285 960	325 811
20	<i>Prêts à des entreprises non financières, prêts aux particuliers et aux petites entreprises, prêts aux souverains et aux entreprises du secteur public, dont:</i>	-	79 621	31 020	176 867	213 810
21	<i>Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35% selon l'approche standardisée Bâle II pour le risque de crédit</i>	-	1 295	361	6 603	5 120
22	<i>Prêts hypothécaires résidentiels, dont:</i>	-	4 905	4 595	104 652	86 564
23	<i>Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35% selon l'approche standardisée Bâle II pour le risque de crédit</i>		3 709	3 768	90 575	73 587
24	<i>Autres prêts et titres qui ne sont pas en défaut et non qualifiés comme HQLA, y compris les actions négociées en bourse et les crédits commerciaux enregistrés au bilan</i>		22 039	6 182	20 943	26 536
25	Actifs interdépendants		<b>69 913</b>	-	-	-
26	Autres actifs		<b>108 023</b>	<b>1 523</b>	<b>49 629</b>	<b>95 154</b>
27	<i>Marchandises physiques échangées</i>				-	-
28	<i>Actifs comptabilisés en marge initiale pour les contrats dérivés et contributions aux fonds de défaut des chambres de compensation et contreparties centrales (CCP)</i>		8 679	-	447	7 757
29	<i>Dérivés actifs NSFR</i>		6 078			6 078
30	<i>Dérivés passifs NSFR avant déduction de la variation de marge postée</i>		29 739			1 487
31	<i>Autres actifs non inclus dans les catégories ci-dessus</i>		63 527	1 523	49 182	79 832
32	Éléments de hors bilan		<b>63 498</b>	<b>10 783</b>	<b>157 772</b>	<b>14 148</b>
<b>33</b>	<b>Total besoin de financement stable (RSF)</b>					<b>806 388</b>
<b>34</b>	<b>Ratio de Financement Stable Net (NSFR) (%)</b>					<b>121,51%</b>

## 4. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL

Conformément à l'article 448 du règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 (dit « CRR 2 ») modifiant le règlement (UE) 575/2013, Crédit Agricole S.A. est assujéti à la publication d'informations relatives au risque de taux d'intérêt.

Informations quantitatives sur le risque de taux

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité de la valeur économique et du produit net d'intérêts à différents scénarios de chocs de taux d'intérêt.

En millions d'euros	Variation de la valeur économique	Variation du produit net d'intérêts
	30/06/2021	31/03/2021
Choc parallèle vers le haut	-2 737	2 553
Choc parallèle vers le bas	384	-1 322
Pentification de la courbe	-823	
Aplatissement de la courbe	120	
Hausse des taux courts	-463	
Baisse des taux courts	290	
<b>Perte maximale</b>	<b>-2 737</b>	<b>-1 322</b>

En millions d'euros	30/06/2021
Fonds propres Tier 1 phasés	50 111

### Hypothèses de calcul

Les hypothèses de calcul et scénarios de chocs de taux sont définis par l'Autorité Bancaire Européenne (EBA) dans les « Orientations sur la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent aux activités hors portefeuille de négociation » parues le 19 juillet 2018.

La variation de la valeur économique est déterminée à partir d'un bilan en extinction sur les 30 prochaines années duquel la valeur des fonds propres et des immobilisations est exclue. La durée d'écoulement moyenne des dépôts sans maturité contractuelle (dépôts à vue et plan épargne logement) hors institutions financières est plafonnée à 5 ans.

Il est considéré un scénario de choc de taux instantané. Les chocs de taux utilisés sont ceux des principales zones économiques où Crédit Agricole S.A. est exposé,

à savoir la zone euro, la Suisse et les Etats-Unis.

En bps	EUR	USD	CHF
Choc parallèle	200	200	100
Taux courts	250	300	150
Taux longs	100	150	100

Les scénarios de pentification et d'aplatissement de la courbe des taux sont des scénarios non uniformes où des chocs de taux variables selon la maturité sont à la fois appliqués sur les taux courts et les taux longs.

Un seuil minimum (ou floor), variable selon les maturités, est appliqué aux taux d'intérêt après prise en compte des scénarios de choc à la baisse.

La variation du produit net d'intérêts est calculée à un horizon de 12 mois en prenant l'hypothèse d'un bilan constant et donc d'un renouvellement à l'identique des opérations arrivant à terme. Il est considéré un scénario de choc de taux instantané de 200 bps quelle que soit la devise.

Il est constaté une inversion des sensibilités entre les deux approches : la valeur économique de Crédit Agricole S.A. baisse en cas de hausse des taux alors que la marge nette d'intérêt augmente.

La baisse de la valeur économique en cas de hausse des taux provient d'un volume de passifs à taux fixe globalement plus faible que les actifs à taux fixe sur les échéances à venir.

A l'inverse, la marge nette d'intérêts augmente en cas de hausse des taux, car la sensibilité des actifs renouvelés à une variation de taux est plus élevée que celle des passifs renouvelés, du fait de la présence au sein des passifs des fonds propres et des ressources de clientèle de détail (dépôts à vue et épargne règlementée) peu ou pas sensibles à la hausse des taux.

## 5. TABLEAUX COVID-19 EBA

---

### PUBLICATION DES EXPOSITIONS FAISANT L'OBJET DE MESURES APPLIQUÉES EN RAISON DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Les informations relatives aux prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs, la ventilation des prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs par échéance résiduelle du moratoire, ainsi que les informations sur les nouveaux prêts et avances émis et fournis en vertu des nouveaux régimes de garantie publics introduits en réponse à la pandémie de COVID-19 sont disponibles dans le document Pilier 3 de juin 2021 du groupe Crédit Agricole, cette exigence étant applicable au plus haut niveau de consolidation.

Déclaration en vertu des orientations 2016/11 de l'EBA relatives aux exigences de publication au titre de la huitième partie du règlement (UE) n°575/2013 et des modifications ultérieures

Jérôme GRIVET, Directeur général adjoint, en charge du pôle Finances Groupe de Crédit Agricole S.A.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

Je certifie qu'à ma connaissance, conformément aux directives 2016/11 de l'EBA sur les exigences de publication en vertu de la partie huit du règlement (UE) n°575/2013 (et modifications ultérieures) 4.2 paragraphe - section C, les informations fournies conformément à la partie huit susmentionnée ont été préparées conformément aux processus de contrôle interne convenus au niveau de l'organe de direction.

Fait à Montrouge, le 10 septembre 2021

**Le Directeur général adjoint, en charge du pôle Finances Groupe de Crédit Agricole S.A.**

Jérôme GRIVET

Siège social : 12 place des Etats-Unis – 92127 MONTROUGE CEDEX  
Tél. 01 43 23 52 02

Etablissement de crédit soumis aux articles L 225-1 et suivants du Code de commerce et aux articles L 512-47 et suivants du Code monétaire et financier - 784 608 416 RCS Nanterre - FR 77 784 608 416 - Capital 9 276 058 473 euros.